

RAPPORT 2016 SUR LA POLITIQUE DE LA VILLE

RENFORCER LA COHESION SOCIALE ET URBAINE DE LA METROPOLE ROUEN NORMANDIE

SOMMAIRE

	Page
<u>I) CADRE CONTRACTUEL</u>	5
A) Principales caractéristiques des quartiers prioritaires	
B) Périmètre	
C) Grands principes	
D) Organisation du contrat de ville	
<u>II) REALISATION DE LA PROGRAMMATION FINANCIERE 2016</u>	10
A) Répartition des contributions financières par thème et par financeur	
B) Répartition des contributions financières par territoire et par financeur	
<u>III) MOBILISATION DE LA METROPOLE EN FAVEUR DES TERRITOIRES DU CONTRAT DE VILLE</u>	16
A) Contribution de la Métropole à la programmation financière 2015 du contrat de ville	
→ Actions ayant un rayonnement métropolitain	
→ Actions en direction des territoires de veille	
B) Plan territorial de lutte contre les discriminations	
C) Principales actions métropolitaines de droit commun qui ont eu un impact sur les territoires du contrat de ville	
D) Perspectives pour 2017	
<u>IV) MOBILISATION DES COMMUNES EN FAVEUR DES TERRITOIRES DU CONTRAT DE VILLE</u>	
A) Canteleu	27
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la programmation financière 2015 du contrat de ville	
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)	
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la Dotation Politique de la Ville (DPV)	

B) Cléon / Saint-Aubin-lès-Elbeuf	37
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la programmation financière 2015 du contrat de ville	
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)	
C) Darnétal	50
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la programmation financière 2015 du contrat de ville	
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)	
D) Elbeuf	58
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la programmation financière 2015 du contrat de ville	
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)	
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la Dotation Politique de la Ville (DPV)	
E) Grand-Couronne	68
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la programmation financière 2015 du contrat de ville	
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)	
F) Maromme	71
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la programmation financière 2015 du contrat de ville	
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)	
G) Notre-Dame-de-Bondeville	74
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la programmation financière 2015 du contrat de ville	
H) Oissel	76
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la programmation financière 2015 du contrat de ville	
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)	

I) Petit-Quevilly	80
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la programmation financière 2015 du contrat de ville	
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)	
J) Rouen	85
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la programmation financière 2015 du contrat de ville	
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)	
K) Saint-Etienne-du-Rouvray	106
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la programmation financière 2015 du contrat de ville	
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)	
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la Dotation Politique de la Ville (DPV)	
L) Sotteville-lès-Rouen	121
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la programmation financière 2015 du contrat de ville	
→ Synthèse des actions menées dans le cadre de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)	

I) CADRE CONTRACTUEL :

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine promulguée le 21 février 2014 refonde la politique de la ville. Succédant au contrat urbain de cohésion sociale (CUCS), le contrat de ville constitue désormais le cadre unique de sa mise en œuvre. Il est élaboré pour la période 2015-2020. En application de cette loi, le décret du 3 septembre 2015, impose aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) signataires d'un contrat de ville, de rédiger un rapport annuel sur la politique de la ville.

Le contrat de ville a pour ambition d'améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires, et de favoriser l'insertion de ces territoires dans la dynamique de développement de la Métropole. Il vise en particulier à mieux coordonner les politiques urbaines, économiques et sociales en faveur des habitants des quartiers prioritaires.

La réforme met en avant trois principes :

- Définir les quartiers prioritaires selon un critère unique (le niveau de revenu) ;
- Inscrire le développement des quartiers prioritaires dans la dynamique métropolitaine ;
- Associer les habitants et les acteurs locaux au contrat de ville.

Le contrat de ville repose sur trois piliers : la cohésion sociale, le cadre de vie et le renouvellement urbain ainsi que le développement de l'activité économique et de l'emploi. Localement, le choix a été effectué d'ajouter un quatrième pilier : la tranquillité publique.

Il est porté par la Métropole qui associe l'Etat, la Région, le Département, les Communes disposant d'un quartier prioritaire ou d'un territoire de veille, ainsi qu'une large communauté d'acteurs (Pôle emploi, Caisse d'allocation familiale, Agence Régionale de Santé, Missions Locales, bailleurs sociaux...).

Le contrat de ville mobilise les financements de droit commun de l'Etat et des autres signataires. Chacun, dans ses compétences, doit être en mesure de cibler ses politiques au bénéfice des habitants des quartiers identifiés dans le contrat de ville.

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

A) principales caractéristiques des quartiers prioritaires :

Commune	Nom du quartier	Population 2014	Revenu médian 2014	Dispersion des revenus 2011	Part des bas revenus 2011
Canteleu	Plateau	5 290	9 700 €	106,7	27,3 %
Cléon / Saint-Aubin-lès-Elbeuf	Arts et Fleurs - Feugrais	3 040	8 100 €	122,5	34,8 %
Darnétal	Parc du Robec	1 970	9 900 €	113,6	31,6 %
Elbeuf	Centre ville	6 540	9 800 €	116,1	30,2 %
Grand-Couronne	Bouttières	1 060	9 500 €	104,2	27,9 %
Grand-Couronne	Diderot - Mesliers	1 120	10 000 €	94,9	23,6 %
Maromme	Binche	1 430	10 000 €	110,1	29,2 %
Notre-Dame-de-Bondeville	Jean Moulin	1 190	10 000 €	100,4	29,7 %
Oissel	Nord	1 790	9 700 €	100,4	28,3 %
Petit-Quevilly (Le)	Piscine	2 090	8 300 €	104,5	29,4 %
Rouen	Grammont	1 910	8 400 €	112,1	33,8 %
Rouen / Bihorel	Hauts de Rouen	9 890	7 000 €	146,0	43,8 %
Saint-Étienne-du-Rouvray	Château Blanc	4 770	7 300 €	114,9	39,8 %
Saint-Étienne-du-Rouvray	Thorez - Grimau	1 190	9 900 €	96,9	24,5 %
Saint-Étienne-du-Rouvray	Hartmann - Houssière	1 320	9 500 €	113,5	28,7 %
Sotteville-lès-Rouen / Saint-Étienne-du-Rouvray	Buisson - Gallouen	2 110	10 400 €	88,8	22,9 %
Total		46 710			

Les principales caractéristiques des quartiers prioritaires (suite) :

Commune	Nom du quartier	Part des moins de 14 ans	Part des ménages de 6 personnes ou plus	Surface médiane de logement par personne	Part des ménages monoparentaux avec jeunes enfants	Part des ménages locataires	Part des ménages installés depuis moins de 5 ans	Part des ménages recevant une allocation chômage
Canteleu	Plateau	21,8 %	3,8 %	31,3 m ²	7,3 %	97,0 %	44,9 %	24,1 %
Cléon / Saint-Aubin-lès-Elbeuf	Arts et Fleurs - Feugrais	28,3 %	8,6 %	30,7 m ²	11,6 %	97,5 %	50,8 %	33,4 %
Darnétal	Parc du Robec	22,3 %	3,6 %	33,5 m ²	8,1 %	97,0 %	41,3 %	24,9 %
Elbeuf	Centre ville	22,0 %	3,9 %	33,3 m ²	9,0 %	93,5 %	60,5 %	25,3 %
Grand-Couronne	Bouttières	26,1 %	4,7 %	34,0 m ²	9,6 %	97,0 %	54,2 %	31,0 %
Grand-Couronne	Diderot - Mesliers	25,7 %	6,3 %	33,0 m ²	8,5 %	96,9 %	50,1 %	33,0 %
Maromme	Binche	21,4 %	1,9 %	36,5 m ²	9,4 %	93,2 %	60,3 %	24,8 %
Notre-Dame-de-Bondeville	Jean Moulin	21,9 %	2,5 %	30,5 m ²	8,8 %	97,0 %	50,5 %	30,8 %
Oissel	Nord	23,0 %	3,4 %	34,5 m ²	9,9 %	96,9 %	49,2 %	30,9 %
Petit-Quevilly (Le)	Piscine	24,2 %	5,1 %	32,0 m ²	7,6 %	87,0 %	46,4 %	31,1 %
Rouen	Grammont	24,2 %	5,3 %	29,5 m ²	7,4 %	98,2 %	52,0 %	28,5 %
Rouen / Bihorel	Hauts de Rouen	25,9 %	7,3 %	32,0 m ²	9,4 %	95,9 %	50,1 %	26,0 %
Saint-Étienne-du-Rouvray	Château Blanc	26,5 %	10,6 %	26,5 m ²	5,0 %	86,0 %	57,7 %	32,0 %
Saint-Étienne-du-Rouvray	Thorez - Grimau	28,6 %	12,6 %	25,7 m ²	5,3 %	79,9 %	55,6 %	31,3 %
Saint-Étienne-du-Rouvray	Hartmann - Houssière	23,7 %	7,3 %	31,0 m ²	7,3 %	83,4 %	47,6 %	29,9 %
Sotteville-lès-Rouen / Saint-Étienne-du-Rouvray	Buisson - Gallouen	23,3 %	4,8 %	31,5 m ²	8,7 %	98,7 %	41,0 %	26,6 %

B) Périmètre du contrat de ville :

Les nouveaux périmètres de la géographie prioritaire ont été définis par l'Etat en se référant à un critère unique : être inférieurs au seuil de bas revenus de l'unité urbaine. Il s'élève à 11 500 € par an et par unité de consommation sur le territoire de la Métropole.

Seize quartiers répartis sur quatorze communes ont été retenus ; trois d'entre eux sont intercommunaux ; leur population s'élève à un peu plus de 46 000 habitants.

L'article 13 de la loi Lamy du 21 février 2014 précise que les quartiers qui ne seraient plus classés en quartier prioritaire de la politique de la ville pourraient, à la demande des communes et de l'EPCI concernés, être placés en dispositif de veille active par le Préfet. Des territoires de veille ont ainsi été identifiés sur les communes de Caudebec-lès-Elbeuf, Déville-lès-Rouen, Grand-Quevilly et Oissel.

C) Grand principes du contrat de ville :

Les Communes et la Métropole ont défendu les idées suivantes :

- Revoir les modalités de répartition des enveloppes financières entre les communes disposant de quartiers prioritaires afin qu'elles aient les moyens de répondre en équité aux besoins de leur territoire.
- Mobiliser davantage ses politiques de droit commun en faveur des quartiers prioritaires (habitat, mobilité, action économique et emploi...) et intervenir auprès des publics en voie d'exclusion à l'échelle métropolitaine,
- Augmenter et concentrer ses moyens d'intervention spécifiques sur un nombre limité de thèmes :
 - Accueil de proximité des demandeurs d'emploi
 - Accompagnement des créateurs d'activités économiques et commerciales
 - Développement de l'accès aux droits
 - Accompagnement personnalisé pour favoriser la réussite scolaire
 - Coordination de la promotion de la santé
 - Prévention de la délinquance primaire
 - Coordination de la gestion urbaine de proximité.
- Simplifier les procédures financières et administratives ; notamment en proposant aux porteurs de projet structurant de passer des conventions pluriannuelles.

La lutte contre les discriminations, l'égalité femmes-hommes et le développement durable (au niveau du cadre de vie) constituent des cibles transversales obligatoires déclinées pour chacun de ces thèmes.

D) Organisation du contrat de ville :

Chaque commune dispose de son organisation propre en matière de politique de la ville et porte en particulier les équipes-projets de terrain dédiées au développement social et urbain.

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Pour assurer la coordination d'ensemble, la Métropole a mis en place une équipe-projet pluridisciplinaire qui permet également de mobiliser les compétences de droit commun au service des quartiers prioritaires et des territoires de veille. L'équipe restreinte est composée de représentantes des services métropolitains en charge de l'habitat, du développement économique, de l'emploi, de la jeunesse, de la lutte contre les discriminations, de la gestion urbaine de proximité. En fonction des sujets, les autres services métropolitains (déplacements, système d'information géographique, éducation à l'environnement, culture, sport...) sont mobilisés.

La Métropole épaulé les communes dans la conception, la mise en œuvre et l'évolution des actions à l'échelle des quartiers prioritaires. Elle coordonne en particulier la programmation financière des actions. Elle anime aussi le réseau des techniciens communaux en charge de la politique de la ville et organise des réunions thématiques afin de faciliter la diffusion des bonnes pratiques.

II) REALISATION DE LA PROGRAMMATION FINANCIERE 2016 DU CONTRAT DE VILLE

134 actions ont été intégrées dans la programmation financière au titre de l'année 2016 pour un total de 7 802 169 € (en 2015, 122 actions avaient été mises en oeuvre pour un montant total de 7 386 341 €).

Les Communes sont les premiers financeurs à hauteur de 2 807 332 €, soit 36% du total (en 2015 : 2 446 444 €, soit 33%).

La Métropole Rouen Normandie contribue à hauteur de 757 810 €, soit 10% du total (en 2015 : 793 784 €, soit 11%).

Le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) apporte 1 928 015 €, soit 25% du total (en 2015 : 2 012 321 €, soit 27%).

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

A) Répartition par thème et par financeurs en 2016 (produits réellement perçus par les opérateurs) :

Thèmes	Nombre d'actions	CGET	Etat	Région	Département	Métropole Rouen Normandie	Communes et leurs établissements publics	Caisse d'Allocations Familiales	Agence Régionale de Santé	Caisse des Dépôts	Autres produits	TOTAL DES PRODUITS	Dont Agence de Services et de Paiement	Dont Fonds européens
Cadre de vie	6	46 500 €	10 000 €	- €	- €	10 000 €	39 056 €	5 000 €	1 000 €	- €	128 798 €	240 354 €	42 992 €	10 000 €
Lutte contre les discriminations et égalité femmes-hommes (hors PTLCD)	8	52 034 €	2 035 €	- €	- €	- €	76 254 €	- €	- €	- €	22 709 €	153 032 €	19 121 €	- €
Réussite éducative	22	705 638 €	26 689 €	- €	21 728 €	239 258 €	681 584 €	32 107 €	- €	- €	103 488 €	1 810 492 €	45 499 €	- €
Accès au droit	6	16 653 €	58 295 €	- €	- €	95 072 €	305 781 €	- €	- €	- €	56 120 €	531 921 €	29 922 €	- €
Solidarité, lien social et citoyenneté	14	155 486 €	5 964 €	- €	28 366 €	- €	237 964 €	5 744 €	5 000 €	- €	55 191 €	493 715 €	32 241 €	- €
Santé	9	88 509 €	- €	- €	41 792 €	33 270 €	41 288 €	16 944 €	111 215 €	- €	66 670 €	399 688 €	- €	66 670 €
Culture, sport et loisirs	14	186 590 €	50 985 €	1 500 €	5 500 €	- €	366 077 €	20 163 €	- €	- €	226 306 €	857 121 €	70 359 €	19 000 €
Emploi	25	279 237 €	27 800 €	38 000 €	- €	153 210 €	370 453 €	- €	- €	- €	239 775 €	1 108 475 €	1 877 €	99 733 €
Formation	13	148 580 €	67 118 €	- €	23 094 €	187 000 €	106 693 €	3 185 €	- €	- €	425 186 €	960 856 €	46 559 €	277 665 €
Développement économique	2	- €	5 000 €	- €	7 000 €	40 000 €	32 800 €	- €	- €	14 366 €	72 629 €	171 795 €	- €	- €
Prévention de la délinquance	6	70 996 €	33 708 €	- €	20 784 €	- €	293 296 €	24 756 €	- €	- €	191 617 €	635 157 €	136 209 €	- €
Participation des habitants et ingénierie	9	177 792 €	- €	- €	- €	- €	256 086 €	- €	- €	- €	5 685 €	439 563 €	- €	- €
TOTAL GENERAL	134	1 928 015 €	287 594 €	39 500 €	148 264 €	757 810 €	2 807 332 €	107 899 €	117 215 €	14 366 €	1 594 174 €	7 802 169 €	424 779 €	473 068 €
Plan territorial de lutte contre les discriminations (Appel à projets uniquement)	9					43 800 €								

* CGET = Commissariat général à l'égalité des territoires

** QPV = quartiers prioritaires de la politique de la ville

Nota bene : La colonne autres financements regroupe en particulier les recettes issues des fonds européens (473 068 €), des participations de l'Agence de Services et de Paiements (emplois aidés) à hauteur de 424 779 €, de la vente de produits et services (244 118 €) ainsi que du mécénat (103 522 €). Ces quatre sources représentent

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

78% des autres financements, soit 1 245 487 €. Le solde provient essentiellement des autres produits de gestion courante, des produits financiers et de produits exceptionnels.

Il faut préciser que les différents appels à projets lancés par l'Etat en cours d'année 2016, en particulier celui du comité interministériel pour l'égalité et la citoyenneté ne sont pas pris en compte dans cette analyse, car les bilans financiers ne sont pas tous disponibles.

Pour mémoire en 2015 :

Nature des actions	Nombre d'actions	CGET	Etat	Région	Département	Métropole	Communes + CCAS	ARS	CDC	CAF	Pôle Emploi	Autres financements	Total des produits
Cadre de vie	6	51 500 €	5 000 €	8 453 €	- €	- €	24 800 €	- €	- €	- €	- €	48 052 €	137 805 €
Lutte contre les discriminations et égalité	5	78 472 €	1 500 €	- €	- €	- €	36 610 €	- €	- €	1 500 €	- €	25 431 €	143 513 €
Réussite éducative	19	763 239 €	12 000 €	- €	28 337 €	220 533 €	727 725 €	- €	- €	25 962 €	- €	131 885 €	1 909 681 €
Accès au droit	4	20 653 €	73 463 €	- €	- €	96 681 €	312 592 €	- €	- €	- €	- €	6 385 €	509 774 €
Solidarité, lien social et citoyenneté	12	111 832 €	27 420 €	- €	35 877 €	17 000 €	314 437 €	5 000 €	- €	15 189 €	- €	30 594 €	557 349 €
Santé	11	95 207 €	- €	- €	66 087 €	33 270 €	60 897 €	67 469 €	- €	19 500 €	- €	32 898 €	375 328 €
Culture, sport et loisirs	16	218 687 €	17 280 €	- €	19 997 €	4 810 €	405 696 €	- €	- €	46 591 €	- €	157 521 €	870 582 €
Emploi	20	234 219 €	111 433 €	6 600 €	- €	178 366 €	256 325 €	- €	- €	- €	12 500 €	206 869 €	1 006 312 €
Formation	13	185 917 €	110 004 €	- €	30 000 €	203 124 €	80 412 €	- €	- €	20 244 €	- €	324 856 €	954 557 €
Développement économique	2	- €	- €	- €	7 000 €	40 000 €	4 200 €	- €	21 120 €	- €	- €	58 865 €	131 185 €
Prévention de la délinquance	7	92 312 €	30 591 €	- €	27 492 €	- €	66 938 €	- €	- €	18 800 €	- €	238 027 €	474 160 €
Participation des habitants et ingénierie	7	160 283 €	- €	- €	- €	- €	155 812 €	- €	- €	- €	- €	- €	316 095 €
TOTAL GENERAL	122	2 012 321 €	388 691 €	15 053 €	214 790 €	793 784 €	2 446 444 €	72 469 €	21 120 €	147 786 €	12 500 €	1 261 383 €	7 386 341 €

A) Répartition par thème et par financeurs en 2016 (produits réellement perçus par les opérateurs) :

La répartition des actions par thème (hors PTLCD) souligne les choix qui ont été effectués par les partenaires en conformité avec le projet de territoire du contrat de ville et les moyens humains et financiers mobilisables ; elle est globalement stable par rapport à 2015 :

- La réussite éducative constitue la principale priorité du contrat de ville et regroupe 22 actions pour un total de 1 810 492 €, soit 23% du coût total des actions (en 2015 : 19 actions, 1 909 681 €, 26%).
- L'emploi représente 14% du total des actions ; ce thème compte 25 actions dont le coût total s'élève à 1 108 475 € (en 2015 : 20 actions, 1 006 312 €, 14%).
- La formation arrive en troisième position avec 13 actions, d'une valeur cumulée de 960 856 €, représentant 12% du total (en 2015 : 13 actions, 954 557 euros, 13%).
- La prévention de la délinquance se classe en quatrième position avec 6 actions, pour un montant total de 635 157 €, soit 8% du total (en 2015 : 7 actions, 474 160 €, 6%).

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

B) Répartition par territoire et par financeur : * QPV = quartiers prioritaires de la politique de la ville ; **PTLCD = Plan territorial de lutte contre les discriminations

Territoires	Nombre d'actions	CGET	Etat	Région	Département	Métropole Rouen Normandie	Communes et leurs établissements publics	Caisse d'Allocations Familiales	Agence Régionale de Santé	Caisse des Dépôts	Autres financements	TOTAL DES PRODUITS	Dont Agence de Services et de Paiement	Dont Fonds européens
Canteleu	14	218 657 €	10 104 €	- €	5 892 €	58 190 €	120 816 €	1 800 €	5 000 €	- €	80 175 €	500 634 €	28 986 €	28 553 €
Cléon/Saint-Aubin-lès-Elbeuf	5	106 089 €	10 954 €	1 500 €	2 268 €	20 000 €	268 648 €	4 045 €	- €	- €	24 804 €	438 308 €	- €	- €
Darnétal	6	78 732 €	- €	- €	4 960 €	21 670 €	64 341 €	17 970 €	- €	- €	4 500 €	192 173 €	- €	- €
Elbeuf	20	289 890 €	15 967 €	- €	63 252 €	85 380 €	410 027 €	30 364 €	59 715 €	- €	262 451 €	1 217 046 €	52 059 €	66 670 €
Grand-Couronne	5	90 108 €	2 035 €	- €	- €	23 980 €	72 314 €	- €	- €	- €	- €	188 437 €	- €	- €
Maromme	5	59 108 €	- €	- €	- €	15 730 €	9 992 €	- €	- €	- €	235 €	85 065 €	- €	- €
Notre-Dame-de-Bondeville	4	49 187 €	- €	- €	- €	13 090 €	45 829 €	- €	- €	- €	5 902 €	114 008 €	- €	- €
Oissel	6	73 988 €	- €	- €	- €	19 690 €	218 291 €	9 675 €	- €	- €	5 029 €	326 673 €	- €	- €
Petit-Quevilly	4	86 388 €	2 000 €	- €	- €	22 990 €	135 045 €	- €	- €	- €	10 801 €	257 224 €	10 801 €	- €
Rouen	33	487 741 €	98 710 €	38 000 €	64 892 €	129 800 €	753 252 €	32 956 €	39 000 €	14 366 €	805 082 €	2 463 799 €	303 519 €	162 845 €
Saint-Etienne-du-Rouvray	16	300 912 €	119 160 €	- €	- €	80 080 €	533 918 €	5 500 €	12 500 €	- €	66 980 €	1 119 050 €	29 414 €	- €
Notteville-lès-Rouen	9	87 215 €	- €	- €	- €	23 210 €	101 101 €	5 589 €	1 000 €	- €	12 185 €	230 300 €	- €	- €
SOUS-TOTAL QPV*	127	1 928 015 €	258 930 €	39 500 €	141 264 €	513 810 €	2 733 574 €	107 899 €	117 215 €	14 366 €	1 278 144 €	7 132 717 €	424 779 €	258 068 €
Territoires de veille	3	- €	- €	- €	- €	15 000 €	51 728 €	- €	- €	- €	- €	66 728 €	- €	- €
Actions métropolitaines (hors PTLCD**)	4	- €	28 664 €	- €	7 000 €	272 800 €	22 030 €	- €	- €	- €	316 030 €	602 724 €	- €	215 000 €
TOTAL GENERAL	134	1 928 015 €	287 594 €	39 500 €	148 264 €	757 810 €	2 807 332 €	107 899 €	117 215 €	14 366 €	1 594 174 €	7 802 169 €	424 779 €	473 068 €
Plan territorial de lutte contre les discriminations (PTLCD) : Appel à projets uniquement						43 000 €								

Pour mémoire en 2015 :

III) Mobilisation de la Métropole Rouen Normandie en faveur des territoires du contrat de ville :

A) Contribution de la Métropole à la programmation financière 2015 du contrat de ville

En 2016, la Métropole a mobilisé en faveur des quartiers prioritaires 757 810 € (en 2015 : 793 784 €) qui se répartissent de la manière suivante :

- 512 964 euros ont été attribués aux communes signataires du contrat de ville qui disposaient de quartiers prioritaires (QPV) pour un total de 29 actions ; cette somme a été répartie au prorata de la population des QPV ;
- 15 000 € aux communes ayant des territoires de veille pour 3 actions (en 2015 : 30 000 €) ; cette aide dégressive était destinée à accompagner la sortie de la géographie prioritaire de ces trois communes ; elle a pris fin en 2016.
- 229 000 euros à 4 associations portant des actions ayant un rayonnement métropolitain qui ciblent particulièrement les quartiers prioritaires et les territoires de veille (même montant qu'en 2015). Ces structures interviennent sur les priorités que la Métropole a identifiées dans le contrat de ville et viennent utilement compléter les actions de proximité mises en place par les communes.

Entre 2015 et 2016, la baisse de la contribution de la Métropole n'est pas significative : elle découle à la fois de l'aide dégressive apportée aux territoires de veille (moins 15 000 €) conforme aux engagements pris, mais aussi de la finalisation du transfert du financement de la Maison des Jeunes et de la Culture de la Région d'Elbeuf qui est neutre pour l'association (21 820 € pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015) dans la mesure où la subvention a été reprise par la ville d'Elbeuf (indemnisée dans le cadre d'un processus de transfert de charges).

En 2016, le soutien de la Métropole est concentré sur quatre des sept priorités, dans la continuité de 2015 :

2 juin 2017

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

- Réussite éducative : 9 actions soutenus à hauteur de 239 258 €, soit 32% du total (en 2015 : 220 533 euros, soit 28%),
- Formation : 2 actions, 187 000 €, soit 25% (en 2015 : 203 124 euros, soit 26%),
- Emploi : 10 actions, 153 210 €, soit 20% (en 2015 : 178 366 euros, soit 22%),
- Et accès au droit : 4 actions, 95 072€, soit 13% (96 681 euros, soit 12%)

Thèmes	Nombre d'actions	Métropole Rouen Normandie	
Cadre de vie	1	10 000 €	1%
Réussite éducative	9	239 258 €	32%
Accès au droit	4	95 072 €	13%
Santé	3	33 270 €	4%
Emploi	10	153 210 €	20%
Formation	2	187 000 €	25%
Développement économique	2	40 000 €	5%
TOTAL	31	757 810 €	100%

Pour mémoire, répartition par thème en 2015 :

Actions ayant un rayonnement métropolitain :

Actions	Objectifs	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
<p>Association ADIE: Création d'entreprises et d'emplois dans les QPV via le Microcrédit accompagné</p>	<p>Développer l'activité économique favorisant la création d'emplois dans les quartiers ou au bénéfice de leurs habitants</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser à la création d'entreprises comme voie d'insertion professionnelle • Présenter les principales étapes de la création d'entreprises ainsi que les acteurs du secteur • Financer et accompagner via le microcrédit • Faciliter l'accès aux dispositifs de droit commun à la création d'entreprise 	<p>18-25 ans : 7 26-49 ans : 63 50-64 ans : 10 plus de 65 ans : 2 <u>Total : 82</u> Dont 22 femmes (27%) Dont 17 issu-e-s des QPV (20%)</p>	<p>2 conseiller-e-s (1,5 ETP)</p>	<p>Etat (DIRRECTE): 5 000 € Département (quote-part subvention globale): 7 000 € MRN (PDLV): 25 000 € Fondation BNP-Paribas: 50 000 € Marge nette: 4 3 70 € <u>Total: 91 370 €</u></p>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Actions	Objectifs	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Association AFEV: Mobilisation d'étudiants bénévoles dans des actions de solidarité	Lutter contre le décrochage scolaire	Former et accompagner des étudiants qui souhaitent s'engager bénévolement dans des actions de solidarité, en particulier à travers l'accompagnement individualisé de jeunes en difficultés dans leur parcours scolaire, afin de renforcer leur ouverture culturelle et leur réussite à l'école.	<u>140 étudiants volontaires</u> Dont 105 femmes (75%) <u>104 enfants accompagnés :</u> 6-11 ans : 59 12-15 ans : 45 Dont 53 femmes (51%) Dont 44% issu-e-s des QPV	2 agents de développement local + 1 directeur régional (1,6 ETP) + services civiques	Etat (PRIPI): 12 000 € Etat (FONJEP): 7 164 € Etat (FDVA): 1 500 € Etat (CIEC): 3 000 € MRN (PDLV): 17 000 € Communes: 22 030 € ASP: 6 000 € Autres subventions: 1 510 € Aides privées: 11 150 € <u>Total: 81 354 €</u> <i>Contributions volontaires en nature: 88 296 €</i>
Association CAPS: Ateliers de pédagogie personnalisée	Améliorer la qualification et les compétences	Faciliter l'entrée en formation et l'accès à l'emploi	18-25 ans : 33 26-49 ans : 182 50-59 ans : 40 60-69 ans : 5 <u>Total : 260</u> Dont 165 femmes (71%) Dont 64 issu-e-s des QPV (25%)	19 ETP dont 10 pour l'équipe pédagogique	MRN (PDLV): 115 000 € Fonds européens: 115 000 € <u>Total: 230 000 €</u>
Association Média Formation: Ateliers de pédagogie personnalisée	Améliorer la qualification et les compétences	Faciliter l'entrée en formation et l'accès à l'emploi	18-25 ans : 45 26-44 ans : 137 45-49 ans : 25 50-59 ans : 17 <u>Total : 224</u> Dont 143 femmes (64%) Dont 219 issu-e-s des QPV (98%)	12 personnes (4 ETP) : - accueil/coordination (5 personnes, 1,5 ETP) - pédagogie (7 personnes, 2,5 ETP)	MRN (PDLV): 72 000 € Fonds européens: 100 000 € Produits de gestion: 28 000 € <u>Total: 200 000 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Actions en direction des territoires de veille :

Actions	Objectifs	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
CCAS de Caudebec-lès-Elbeuf: Chargé d'accueil de proximité	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter le parcours et l'accompagnement du demandeur d'emploi. Permettre à ce dernier d'avoir accès à un maximum d'informations, mais aussi qu'il soit en capacité de mettre en place son itinéraire de retour vers l'emploi de façon plus autonome. 	26-44 ans: 22 plus de 45 ans: 4 <u>Total : 26</u> Dont 10 femmes (38%) Dont 16 issu-e-s du TDV (61%)	1 conseillère en insertion professionnelle (0,3 ETP)	MRN (PDLV): 5 000 € Caudebec: 6 296 € <u>Total: 11 296 €</u>
Déville-lès-Rouen : Chargé d'accueil de proximité	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter le parcours et l'accompagnement du demandeur d'emploi. Permettre à ce dernier d'avoir accès à un maximum d'informations, mais aussi qu'il soit en capacité de mettre en place son itinéraire de retour vers l'emploi de façon plus autonome. 	moins de 25 ans : 1 26-44 ans : 47 45-54 ans : 30 plus de 55 ans : 30 âge inconnu: 6 <u>Total : 114</u> Dont 38 femmes (33%)	1 professionnel-le (0,5 ETP)	MRN (PDLV): 5 000 € Déville: 11 313 € <u>Total: 16 313 €</u>
CCAS de Grand-Quevilly: Chargé d'accueil de proximité	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter le parcours et l'accompagnement du demandeur d'emploi. Permettre à ce dernier d'avoir accès à un maximum d'informations, mais aussi qu'il soit en capacité de mettre en place son itinéraire de retour vers l'emploi de façon plus autonome. 	moins de 25 ans : 17 26-49 ans : 129 plus de 50 ans : 52 <u>Total : 198</u> Dont 87 femmes (44%)	3 professionnel-le-s (1 ETP): 1 agent d'accueil (0,7 ETP) 1 conseiller en insertion professionnelle (0,1 ETP) 1 psychologue du travail (0,2 ETP)	MRN (PDLV): 5 000 € Grand-Quevilly: 34 119 € <u>Total: 39 119 €</u>

B) Actions pluri communales financées dans le cadre de l'appel à projets 2016 du Plan Territorial de Lutte Contre les Discriminations :

<u>Action</u>	<u>Objectif</u>	<u>Résultats obtenus</u>	<u>Public</u>	<u>Financement Métropole</u>
ASTI : Stop discriminations »	Sensibiliser et informer sur les discriminations (critères, domaines, dispositifs) plus particulièrement liées à l'origine ou sexistes.	Réalisation de 20 interventions / actions de sensibilisation à partir de ressources ludiques. Organisation de 3 temps forts : 21 mars (lutte contre le racisme), 16 novembre (tolérance), 10 décembre (droits de l'homme).	194 enfants / jeunes / adultes en établissements scolaires, centres de formation ou centres sociaux, sur Petit-Quevilly – les Hauts de Rouen – Grand Quevilly et Saint Etienne du Rouvray. 700 personnes lors des 3 temps forts.	3 000 €
CEMEA : « Projections décentralisées de films du Festival Européen du Film d'Education, et accompagnement culturel autour des questions de discriminations »	Organisation de projections de films du Festival, suivies de débats et d'échanges autour des questions de discriminations. Organisation d'activités liées aux médias, web-journalisme, éducation à l'image.	Actions sur 2 QPV à Rouen et Saint Etienne du Rouvray et 5 actions sur Elbeuf dans le cadre de la journée internationale de la Tolérance et du Festival couleurs du monde. Bilan positif car les échanges ont été à chaque fois riches, un public hétéroclite enfants, jeunes, parents, réfugiés qui n'aurait pas été atteint lors d'une projection grand public dans une salle de cinéma.	67 personnes touchées sur Rouen et Saint Etienne du Rouvray et 288 personnes sur Elbeuf	5 000 €
JUST KIFF DANCING : « Des relais pour lutter contre les discriminations sexistes »	Former et mettre des outils spécifiques à disposition des acteurs de terrain, sur le thème des discriminations sexistes.	<u>Formation-action en 3 temps :</u> Interventions de prévention dansée dans les structures jeunesse pour sensibilisation du public, 2 journées formation personnes-relais en novembre 2016. Accompagnement personnes-relais pour mise en œuvre une ou plusieurs actions dans leur structure. Une journée d'échanges thématique est programmée en mai 2017.	8 personnes ont été formées : 4 femmes et 4 hommes. Groupe hétérogène âge, origines géographiques, profils des métiers, statuts et publics concernés. Tous se sont dits enrichis personnellement et professionnellement à la fin des 2 jours de formation, le suivi est en cours. Ils affirment qu'ils utiliseront au moins un outil auprès de leur public.	5 000 €

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

<u>Action</u>	<u>Objectif</u>	<u>Résultats obtenus</u>	<u>Public</u>	<u>Financement Métropole</u>
JUST KIFF DANCING : «Des jeux pour déjouer nos préjugés »	Sensibiliser et mobiliser des jeunes sur la lutte contre les discriminations (origine, sexe) et permettre l'expression	Organisation de «journées ludiques réfléchies » au sein de structures d'accueil de jeunes afin de mettre à plat les stéréotypes liés à l'origine et les discriminations sexistes à Maromme – Grand Couronne – Cléon – Darnétal et Petit Quevilly.	Le projet ciblait 90 enfants/jeunes mais ce sont 148 enfants/jeunes qui ont été sensibilisés avec au moins 1 personne ressource mobilisée sur chaque commune. Le point fort 89 % des personnes souhaitent une autre intervention de l'association.	4 800 €
Radio HDR : « Discrimin'actions »	Donner la parole aux enfants, jeunes, enseignants ou animateurs avec des éclairages professionnels	Réalisation de 5 émissions thématiques sur le thème des discriminations qui se déroulent comme suit : Une réunion de préparation avec le personnel de la radio pour définir le sujet et les actions suivi d'une période de travail entre les participants et leurs animateurs puis la séance d'enregistrement en présence de personnes qualifiées pour les interviews. L'action n'est pas terminée puisqu'elle se déroule sur l'année scolaire 2016/2017.	5 communes se sont positionnées Elbeuf, Darnétal, Sotteville, Grand-Quevilly et Petit-Quevilly Sur Elbeuf 5 jeunes adultes de 21 à 27 ans de la MJC dans le cadre de la semaine de la Lutte contre les violences sexistes Sur Darnétal 4 enfants du CLSH âgés de 8 et 10 ans, la commune étant labellisée « ville amie des enfants » Sur Sotteville 2 groupes répartis 6 enfants de primaire et 3 collégiens. 3 thèmes prédéfinis la religion, le handicap et l'apparence.	6 000 €
Too Old To Die : « XX-XY Tous Z'égaux : formation égalité filles-garçons »	Le projet global XX-XY vise à sensibiliser au décodage des stéréotypes filles-garçons au quotidien et dans les supports culturels.	Finalisation du projet avec achat de documentation. Réalisation d'une mallette pédagogique pour les formations. La mallette sera terminée fin avril 2017.		3 000 €
Tinn Tinn Dé « Webdocumentaire Grand Ecart – phase 2 »	_Valorisation de la mémoire des migrations.	Après la 1 ^{ère} phase sur les travailleurs migrants, la seconde tranche (en cours) porte sur les femmes toujours au pays, ou celles qui ont rejoint les hommes en France ou encore les femmes rencontrées en France. Le calendrier du projet a évolué et a été	18 femmes au total, dont des femmes résidant sur des QPV de la Métropole.	6 000 €

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

		prolongé sur l'année 2017 car l'association n'avait pas obtenu la totalité des autres cofinancements sollicités.		
CIDFF 76 : « Promouvoir les droits des femmes et l'égalité femme/homme »	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation à l'égalité filles-garçons dès le plus jeune âge et déconstruction des stéréotypes. - Amélioration de l'accès à l'information concernant les droits des femmes. - Amélioration de l'accès au droit des étrangers pour les femmes d'origine étrangère 	<p>Séances « 1, 2, 3 égalité » réalisées sur les territoires des Hauts de Rouen, Cléon, Canteleu, Darnétal et Sotteville.</p> <p>Réalisation d'interventions collectives : Petit Quevilly, Saint Etienne du Rouvray, Bihorel – Hauts de Rouen, Elbeuf.</p> <p>Information et accompagnement dans leurs parcours de régularisation administrative, notamment des femmes subissant des violences conjugales. Action annuelle : une fois par semaine, dans les locaux du CIDFF 76.</p>	<p>312 enfants touchés sur cette action.</p> <p>6 interventions collectives réalisées au dernier trimestre 2016</p> <p>En 2016, XX femmes ont été suivies dont XX % des Hauts de Rouen et XX % de Saint Etienne du Rouvray.</p>	8 000 €
Les Vibrants défricheurs « Bal Zétwal 2016 »	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les habitants à la musique et à la danse traditionnelle de différentes communautés et créer un bal ; - favoriser le vivre ensemble et le dialogue interculturel. Réunir les communautés et faire vivre et découvrir le patrimoine musical de chacun. 	<p>Ateliers (jusqu'à 20 participants par atelier) alternés avec des mini-bals et un bal final.</p> <p>Le mini-bal dans le cadre de la Journée de la Tolérance s'est déroulé à Maromme, en lien avec l'association APMAR et la Maison des associations.</p> <p>Un grand bal de clôture est prévu en Mai 2017 à Malraux.</p>	Au mini-bal, une soixantaine de personnes étaient présentes de toutes origines et tous âges mais en majorité femmes avec enfants.	3 000 € (fléchés sur le mini bal de la Journée de la Tolérance)

C) Principales actions métropolitaines de droit commun qui ont eu un impact sur les territoires du contrat de ville :

Nota Bene : le recensement des actions métropolitaines qui ont un impact sur les quartiers prioritaires et les territoires de veille n'est pas exhaustif.

Métropole : Chargé de gestion urbaine et sociale de proximité	Ingénierie	<ul style="list-style-type: none"> Appui méthodologique pour développer la démarche de gestion urbaine et sociale de proximité, en interne à la Métropole (notamment en travaillant étroitement avec les pôles de proximité), ainsi qu'en externe auprès des communes 	Réalisation d'un diagnostic et d'un référentiel avec les communes, les bailleurs sociaux et la DDTM	1 chargée de mission (1 équivalent temps plein)
Métropole : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<p>1 344 personnes accompagnées 59,75% de femmes → 25% du public issu des quartiers prioritaires (dont 61,7% de femmes) → 5,3% du public issu des territoires de veille (dont 46,5% de femmes)</p>		
Métropole : Clause d'insertion dans les marchés publics	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<p>→ 27 maîtres d'ouvrage accompagnés → 182 marchés prévoyant une clause sociale → 98 marchés ayant généré des heures d'insertion → 108 entreprises mobilisées dans une démarche d'insertion → 135 824 heures de travail réalisées, soit 85 équivalents temps plein → 267 salariés en insertion ayant bénéficié d'un contrat de travail → 14% de femmes → 38% des salariés ont moins de 26 ans → 24% sont habitants d'un Quartier Politique de la Ville (QPV) et 70% résident sur une commune possédant un QPV. → 34,5% des salariés ont bénéficié d'une insertion durable (contrat d'une durée supérieure à 6mois ou contrat à durée indéterminée)</p>		

Plan égalité femmes-hommes 2014-2016 : Fiche 3.5 « Décliner un volet égalité femmes-hommes dans le contrat de ville »

<p>Cohésion sociale :</p> <p>Encourager le développement d'une culture de l'égalité et de la non-discrimination</p> <p>Optimiser l'accès au droit par une meilleure coordination des acteurs et des ressources</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion de l'égalité filles-garçons dès le plus jeune âge et déconstruction des stéréotypes : financement de séances de sensibilisation auprès de groupes d'enfants pour susciter une réflexion sur les rôles traditionnellement attribués aux femmes et aux hommes, aux filles et aux garçons, dans toutes les sphères de leurs vies • Amélioration de l'accès à l'information concernant les droits des femmes : financement de 6 interventions collectives au sein de structures municipales ou associatives situées dans les quartiers de la politique de la ville. Animations d'1h30, menées par le CIDFF 76, pour mieux faire connaître l'évolution des droits des femmes et les dispositifs existants pour les informer sur leurs droits. • Amélioration de l'accès au droit des étrangers pour les femmes d'origine étrangère, dans leur parcours de régularisation administrative, notamment des femmes subissant des violences conjugales. Accompagnement pour la constitution de dossiers, la rédaction de courriers et de recours dans le champ du droit des étrangers. Action annuelle : une fois par semaine, dans les locaux du CIDFF 76. 	<p>Séances « 1,2,3 égalité » réalisées auprès de 312 enfants au dernier trimestre 2016, sur les territoires suivants : Hauts de Rouen, Cléon, Canteleu, Darnétal, Sotteville</p> <p>6 interventions collectives réalisées au dernier trimestre 2016 sur: Petit-Quevilly, Saint-Etienne-du-Rouvray, Bihorel – quartier « Hauts de Rouen », Elbeuf.</p> <p>Chiffres 2016 en attente</p>	<p>Il est proposé, à compter de 2017, une convention triennale entre le CIDFF 76 et la Métropole pour poursuivre des interventions à destination des territoires du Contrat de Ville sur 2 axes principaux : sensibiliser à l'égalité filles-garçons, améliorer l'accès à l'information concernant les droits des femmes</p>
<p>Tranquillité publique :</p> <p>Intégrer les enjeux de sécurité dans la conception et la gestion des aménagements urbains</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation au second trimestre 2016 d'une étude exploratoire, menée en partenariat avec l'Université de Rouen, dans le cadre du CLST, sur les problèmes de sécurité rencontrés par les femmes dans les transports en commun, en particulier le harcèlement sexiste et sexuel. 	<p>Sur les 300 répondantes, 143 sont issues des communes appartenant au Contrat de Ville.</p>	<p>Fin 2016, mise en place d'un groupe de travail pour proposer des actions concrètes pour lutter contre ce phénomène. Des pistes de travail pourront permettre de faire le lien, en 2017, avec les groupes de femmes ayant mené des marches exploratoires dans différents quartiers prioritaires sur le territoire, et d'envisager un voyage exploratoire.</p>

D) Perspectives

Grâce aux choix des collectivités locales et au renforcement de l'implication financière de la Métropole, le niveau de service proposé aux habitants des différents quartiers prioritaires est devenu plus homogène.

Les nouvelles modalités de répartition des crédits spécifiques de la politique de la ville ont du sens. La clé de répartition financière au prorata de la population des quartiers prioritaires est équitable et produit des premiers résultats en ayant permis aux Communes qui étaient historiquement les moins bien dotées de proposer de nouvelles actions répondant aux besoins de leurs habitants.

Les opérateurs de la politique de la ville (communes et associations) ont besoin de s'appuyer sur cette règle de financement stable pour inscrire leurs interventions dans une stratégie pluriannuelle. Cependant, l'Etat a engagé de 2007 à 2014 un mouvement de rééquilibrage des financements spécifiques entre les départements, entraînant une réduction des fonds politique de la ville affectés à la Seine Maritime. Depuis 2015, l'Etat opère un rééquilibrage entre les contrats de ville de notre département au regard de critères démographiques et financiers. Les quartiers prioritaires de la Métropole ont connu une réduction de 4% des fonds spécifiques de l'Etat entre 2015 et 2016. Une nouvelle baisse de 4 % est intervenue entre 2016 et 2017 et des baisses équivalentes sont annoncées pour les années 2018 à 2019. En résumé, depuis 2007 la population vivant dans les quartiers « politique de la ville » du territoire métropolitain a baissé de 37% et s'est traduite par une réduction parallèle de 39% des fonds dédiés par l'Etat. Cette évolution engendre une légitime inquiétude au sein de la Métropole, des Communes et évidemment parmi les opérateurs, en particulier associatifs, du territoire.

IV) MOBILISATION DES COMMUNES EN FAVEUR DES QUARTIERS PRIORITAIRES ET DES TERRITOIRES DE VEILLE

A) CANTELEU

La situation socioéconomique locale délicate de la population cantilienne objectivée par les éléments factuels suivants, justifie le déploiement d'actions fortes sur le territoire visant à conforter le vivre ensemble et les capacités de résilience, tout en soutenant les initiatives visant à mieux valoriser les valeurs républicaines.

	Canteleu	Seine-Maritime
Revenu moyen (Médiane)	18290 € (15 533 €)	23 406 € (18 706 €)
Taux population 0/14 ans rapporté à la population totale	20,7%	18,5%
Taux familles monoparentale (FM) rapporté au nombre de familles	12,9%	8,8%
Taux de population FM sur population totale	15,1%	10,3%
Taux 15 ans et plus non diplômés	36%	22,4%
Taux de scolarisation 18/24 ans	45,2%	49,8%
Taux de chômage (Taux de chômage Pôle Emploi)	19,5% (13,6%)	13,6% (9,7%)
Taux de pauvreté	23,8%	14%

Sources : INSEE RP 2011 (données 2014)

Ainsi, la mobilisation du service public communal est substantielle à travers les différents services agissant dans les domaines de la solidarité, de la jeunesse, de l'éducation, de la culture, des séniors, de la santé... En leur sein, les actions soutenues dans le cadre du Contrat de ville viennent compléter ces outils de droit commun mis à la disposition de la population, en ciblant plus particulièrement des problématiques ou des situations spécifiques.

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

PROGRAMMATION 2016

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Ville de Canteleu: Gestion urbaine de proximité	Améliorer la qualité de vie	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer le fonctionnement urbain et social du quartier 	habitants, élus, professionnels	3 professionnel-le-s (1,5 ETP) Dont 2 emplois aidé	CGET: 5 000 € MRN : 10 000 € Canteleu: 400 € <u>Total: 15 400 €</u>
CCAS de Canteleu: Programme de réussite éducative (PRE)	Lutter contre le décrochage scolaire	<ul style="list-style-type: none"> Coordonner l'intervention des acteurs éducatifs et sociaux au service de la réussite éducative des enfants Accompagner scolairement des élèves de CP, CE1 et CE2 afin d'anticiper les difficultés liées aux apprentissages fondamentaux avec une approche différente Impliquer les parents 	<u>90 enfants de moins de 16 ans évoluant dans un contexte peu favorable et/ou présentant des difficultés :</u> <ul style="list-style-type: none"> suivi individualisé : 50 accompagnement à la scolarité : 40 Parité filles-garçons 100% issu-e-s du QPV	10 professionnel-le-s (1,45 ETP)	CGET: 57 000 € MRN: 11 000 € Canteleu (CCAS): 13 216 € <u>Total: 81 216 €</u>
Ville de Canteleu: Accès au droit Maison de la Justice et du Droit (MJD)	Garantir la qualité de l'accueil par les professionnels du droit	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter l'accès des usagers au droit et à la citoyenneté Apporter un soutien matériel, moral et juridique aux victimes 	En attente de validation du bilan par le procureur 30% du public issu du QPV	3 professionnel-le-s (1,45 ETP)	CGET: 4 653 € MRN (PDLV): 11 900 € Budget en attente de validation par le procureur de la République
CCAS de Canteleu: Atelier Santé Ville (ASV)	Mieux intégrer la dimension santé dans les politiques publiques	Développer une démarche d'animation territoriale en matière de promotion et d'éducation à la santé en direction des populations les plus fragilisées.	Acteurs locaux du champ sanitaire, social, éducatif + habitants	1 professionnel-le (0,5 ETP)	CGET: 14 717 € CCAS Canteleu: 3 104 € ARS: 5 000 € <u>Total: 22 821 €</u>
Association Le quotidien: Atelier éducation santé	Promouvoir la santé des 0-25 ans	<ul style="list-style-type: none"> Amener les familles à diversifier leur alimentation à moindre coût et à lutter contre le gaspillage Renforcer le rôle éducatif des parents en matière de santé 	80 personnes		CGET: 4 000 €

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Association Confédération Syndicale des Familles (CSF): Dans mon hall	Favoriser l'accès à la culture	Favoriser le vivre ensemble et développer le lien social en investissant un hall d'immeuble pour y conduire une action culturelle et artistique	500 personnes	3 professionnel-le-s (2,2 ETP) 9 bénévoles	CGET: 9 000 € Habitat 76: 4 000 € Fondation de France: 6 000 € Fonds parlementaires: 2 500 € Report 2015 : 2 132 € <u>Total: 23 632 €</u> <i>Contributions volontaires en nature : 15 540 €</i>
Ville de Canteleu: Vous êtes bien urbain	Favoriser l'accès à la culture	Sensibiliser aux pratiques artistiques les habitants du quartier prioritaire par le biais d'ateliers et de rencontres in situ dans une démarche collective, dans différents lieux, pour les associer à un projet artistique global qui les amènera à côtoyer les acteurs accueillis à l'espace culturel sous forme de spectacles, exposition, scène ouverte...	0-5 ans : 50 6-11 ans : 60 12-15 ans : 80 16-25 ans : 270 26-49 ans : 120 50-64 ans : 65 plus de 65 ans : 5 <u>Total : 650</u> Dont 350 femmes (54 %) Dont 370 issu-e-s du QPV (57%)	20 professionnel-le-s (4 ETP) 15 bénévoles (2 ETP)	CGET: 9 750 € Canteleu: 7 044 € <u>Total: 16 794 €</u>
Association AFPAC: Chantiers de proximité	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<ul style="list-style-type: none"> Donner aux jeunes l'occasion d'acquérir une expérience dans le monde du travail, tout en leur permettant de financer un projet personnel et en leur proposant si nécessaire un accompagnement éducatif individualisé. Etre un outil de prévention en intégrant les jeunes à la vie de la cité à travers des travaux visibles par la population, en développant leur citoyenneté, tout en valorisant l'égalité femmes-hommes. 	16-17 ans : 28 18-25 ans : 19 <u>Total : 47</u> Dont 22 femmes (47%) Dont 39 issu-e-s du QPV (83%) Dont 9 demandeurs d'emploi (20%)	3 salariés (0,06 ETP) 1 bénévole (0,03 ETP)	CGET: 28 375 € Canteleu: 20 375 € <u>Total: 48 750 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
CCAS de Canteleu: Aide au financement du permis de conduire	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	Faciliter l'accès au permis de conduire qui est un véritable enjeu d'intégration sociale et professionnelle.	18-25 ans : 22 26-49 ans : 41 50-64 ans : 3 <u>Total : 66</u> Dont 50 femmes (75%) Dont 42 issu-e-s du QPV (64%)	5 professionnel-le-s mais les dépenses de personnel ne sont pas valorisées dans le budget	CGET: 12 500 € Canteleu: 10 935 € <u>Total: 23 735 €</u>
Ville de Canteleu: Développement des clauses d'insertion	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	Permettre au public accompagné par les acteurs de l'emploi (Pôle emploi, Mission locale, PLIE, agent d'accompagnement RSA de la ville) soit de limiter la rupture avec le monde de l'entreprise, soit de boucler un parcours d'insertion, par la mobilisation d'opportunités à travers les clauses d'insertion.	8 marchés lancés par la ville pour 13 230 heures d'insertion : 5 selon l'article 38 du CMP, 2 selon l'article 36-1 et 1 article 37 - Heures totales d'insertion réalisées: 12727.33 h réalisées - 11 personnes = 11 hommes dont 5 QPV	2 professionnel-le-s (1,25 ETP)	CGET: 10 000 € Canteleu: 10 559 € FSE: 28 553 € <u>Total: 49 112 €</u>
Ville de Canteleu: Equipe emploi insertion	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	Lever les freins sociaux au sein d'un processus d'insertion global et individualisé dont l'emploi est l'objectif final.	16-18 ans : 87 19-25 ans : 356 plus de 26 ans : 610 <u>Total : 1 053</u> Dont 608 femmes (58%) Dont 752 issu-e-s du QPV (71%)	2 professionnel-le-s (1,75 ETP)	CGET: 27 290 € MRN: 25 290 € Canteleu: 23 586 € <u>Total: 73 166 €</u>
Ville de Canteleu: Atelier de vie sociale (AVS)	Améliorer la qualification et les compétences des publics	<ul style="list-style-type: none"> Inscrire des personnes ne maîtrisant pas le français dans une démarche d'apprentissages d'ordre linguistique, social et professionnel Favoriser le développement de l'autonomie de ces personnes dans la gestion de leur vie quotidienne Travailler des savoir-être à travers des connaissances et le respect des règles de vie commune 	18-25 ans : 5 26-49 ans : 16 50-64 ans : 11 plus de 65 ans : 2 <u>Total : 34</u> Dont 34 femmes (100%) Dont 25 issu-e-s du QPV (73%) Dont 17 primo-arrivantes	2 professionnel-le-s (0,2 ETP)	CGET: 6 509 € Etat (PRIPI): 3 000 € Canteleu: 5 027 € <u>Total: 14 536 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Association Fraternité Banlieue: Construire des ponts	Améliorer le suivi des jeunes en risque de délinquance	<ul style="list-style-type: none"> • Amener le plus possible de jeunes à fréquenter les points fraternité et à participer à leurs activités pour échapper à la délinquance. • Conduire ces jeunes à construire un projet citoyen et à définir leur projet professionnel 	12-15 ans : 109 16-17 ans : 97 18-25 ans : 76 26-49 ans : 16 <u>Total : 298</u> Dont 102 femmes (34% du total) Dont 298 issu-e-s du QPV (100%)	3 professionnel-le-s (3 ETP) dont 2 emplois aidés (2 ETP) 5 bénévoles	CGET: 7 000 € Etat (FONJEP): 7 104 € Département: 5 892 € Canteleu: 10 000 € CAF: 1 800 € ASP: 28 986 € Autres: 8 004 € <u>Total: 68 786 €</u>
Ville de Canteleu: Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale	Ingénierie	Mettre en œuvre localement le Contrat de ville, sur la base des orientations de la convention cadre 2015/2020, définies collégalement avec les différents partenaires.	habitants, élus, professionnels	4 professionnel-le-s (1 ETP)	CGET: 23 363 € Canteleu: 16 570 € <u>Total: 39 933 €</u>

SYNTHESE DES ACTIONS FINANCEES PAR LA DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE (D.S.U.)

La DSU pour la ville de Canteleu est de 3 893 507 € au titre de 2016.

Thèmes	Actions	Désignation	Montant 2016
Les Actions d'équipement / Habitat et Cadre de vie			
Construction d'une salle des fêtes	MOE		55 134
	Construction d'un équipement nouveau -		1 570 965
	TOTAL		1 626 099
Aménagement de la Ferme des deux Lions	MOE		4 645
	Réhabilitations		360 006
	TOTAL		364 651
Aménagements publics	Aménagements espaces verts		11 219
	TOTAL		11 219

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Thèmes	Actions	Désignation	Montant 2016
Equipements culturels	Acquisition pour la MMD		388
	Acquisition matériel Médiathèque		2 570
	Bibliothèque Flaubert		3 000
	Acquisition matériel service Culture		1 800
	TOTAL		7 758
Equipements Petite Enfance/Enfance/Jeunesse	Petit équipement Halte		584
	Matériels Informatiques et multimédia		41 412
	Autres acquisitions de mobilier		22 690
			64 686
	Travaux dans les écoles		95 756
	TOTAL		95 756
	Aires de jeux		4 447
	Accueil de loisirs - MOE		17 748
	Accueil de loisirs - construction		854 181
	Accueil de loisirs – acquisition de matériel		100 089
TOTAL		976 465	
Equipements sportifs	Extension Local Jeunes – construction		442 021
	Extension Local Jeunes – acquisition matériel		15 210
	TOTAL		457 231
	Travaux et sécurisation équipements sportifs :		
	Ascenseur Calmat		8 243
	Réfection Calmat		15 118
	Autres travaux (gymnases et stades)		55 444
TOTAL		78 805	
Equipements sportifs	Centre Aquatique - Acquisition de matériel		6 944
	TOTAL		6 944
	Matériel pour les équipements sportifs		2 280
	TOTAL		2 280

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Thèmes	Actions	Désignation	Montant 2016
Développement économique	Rénovation des vitrines et sécurisation des commerces		2 674
	TOTAL		2 674
Sous-total €			3 694 568
Les actions d'accompagnement social / Développement de la Citoyenneté			
Emploi et Insertion	Equipe Emploi Insertion		63 585
Participation des habitants	FIJ		4 925
	Saint Gorgon		78 191
Soutien aux initiatives locales	CCAS		550 000
	Comité de juillet		47 600
	ONM		378 000
	CSF		194 567
Prévention de la délinquance	Le Quotidien		42 000
	Fraternité Banlieue		10 950
	Estivales cantiliennes		4 706
Accès aux savoirs et à la culture	AFPAC		20 375
	Ateliers de vie sociale		13 970
Développement des activités périscolaires et des loisirs	Festival des cultures urbaines		57 128
	Classes transplantées		43 637
	Base camping		38 865
Sous-total €			1 548 499
TOTAL			5 243 067

3) TABLEAU RECAPITULATIF OU SYNTHESE DES ACTIONS FINANCEES PAR LA DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE (D.P.V.)

Afin de renforcer la qualité des équipements destinés à améliorer la résilience locale et singulièrement des populations résidant sur le Quartier prioritaire de la ville (QPV « Plateau »), les actions suivantes ont été soutenues dans le cadre de la DPV pour un total de euros maximum :

1 [Investissement]	Concours maîtrise d'œuvre école Monet
Aire d'action	QPV « Canteleu Plateau »
Substance	<p>Les édifices publics singulièrement l'école Monet datant de 1971 nécessitent d'être concernés par un dispositif destiné à renforcer la cohésion urbaine et l'amélioration des conditions de scolarisation des enfants d'une part et de répondre aux évolutions démographiques prévisionnelles au regard des programmes urbains engagés.</p> <p>De manière substantielle, ces réalisations matérialiseront à cet égard, la démarche de développement durable dans laquelle la ville est engagée depuis une dizaine d'années.</p> <p>L'école maternelle Monet est concernée par deux opérations :</p> <p>La réhabilitation des bâtiments existants</p> <p>L'extension de l'école et la déconstruction et la reconstruction du restaurant scolaire</p> <p>Le programme du concours de maîtrise d'œuvre concerne :</p> <p>la réhabilitation et l'isolation des bâtiments</p> <p>l'extension des locaux scolaires pour l'équivalent de 3 classes maternelle avec une possibilité d'évolution ultérieure comprenant 1 classe maternelle supplémentaire ;</p> <p>une réflexion sera menée en parallèle sur une possible extension de l'école élémentaire</p> <p>la déconstruction du restaurant existant en raison de sa structure préfabriquée et de son obsolescence.</p> <p>La mise en concurrence consistera à désigner 3 candidats pour proposer un projet.</p> <p>Le lauréat devra réaliser une maquette afin de vérifier l'intégration des locaux supplémentaires dans l'enceinte du groupe scolaire actuel.</p> <p>Il aura pour mission de préparer le dossier de consultation des entreprises, l'analyse des offres et d'assurer le suivi des travaux</p>
Réalisation	4 ^e trimestre 2016-1 ^{er} trimestre 2017
Evaluation des couts	431 629 € HT (446629 € TTC)
Plan de financement	Etat (DPV) : 345 303 € Ville : 101 326 €

2 [Investissement]	Equiperment des écoles maternelles QPV
Aire d'action	QPV « Canteleu Plateau »
Substance	<p>La loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République confère à l'école maternelle deux ambitions essentielles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Elle prépare progressivement les enfants aux apprentissages fondamentaux qui seront dispensés à l'école élémentaire, en respectant le rythme de chacun. • Elle participe, dès le plus jeune âge, à la réduction des inégalités, en particulier en matière de langage. <p>Le programme de l'école maternelle doit porter cette exigence d'une école adaptée aux jeunes enfants, qui constitue une étape essentielle pour garantir la réussite de tous les élèves.</p> <p>L'enfant passe plusieurs heures par jour de trois à six ans à l'école maternelle (dès deux ans pour certains). Celle-ci se doit donc de lui proposer des activités qui, au fur et à mesure de l'évolution de ses capacités cognitives, vont favoriser un nombre croissant d'acquisitions et d'apprentissages qui seront la base de sa scolarisation toute entière.</p> <p>Car c'est à l'école maternelle que les jeunes élèves s'approprient des habitudes de travail : se poser pour réfléchir, se doter d'outils dont ils ont besoin, anticiper les procédures pour répondre à une consigne, finir ce qui est commencé et travailler avec d'autres.</p> <p>L'école maternelle doit donc être un lieu de vie accueillant, chaleureux et épanouissant qui permet aux enfants de vivre des situations de jeux, de recherches, de productions libres ou guidées, d'exercices, riches et variés, qui contribuent à enrichir la formation de leur personnalité et leur éveil culturel.</p> <p>L'école maternelle vise également à développer la coopération et les rapports constructifs à l'autre, dans le respect des différences, contribuant ainsi à assurer la socialisation des enfants.</p> <p>A ce titre, la participation de tous les enfants à l'ensemble des activités proposées cherche à lutter contre les stéréotypes et favorise la construction de l'égalité entre les garçons et les filles.</p> <p>L'aménagement de l'espace d'accueil des jeunes enfants doit permettre d'apporter des réponses pertinentes, adaptées à leurs besoins spécifiques tout en favorisant leurs premières acquisitions.</p> <p>L'espace doit être stable, sécurisant et constituer un support privilégié d'expérimentations, de découvertes, d'apprentissage et d'expression. Il doit nécessairement faciliter une alternance des moments de vie. Il assure une relation fluide entre l'extérieur et l'intérieur et contribue aux relations entre les parents et les enseignants.</p> <p>Les écoles maternelles de la Ville de Canteleu situées en QPV accueillent pour cette rentrée scolaire 445 élèves.</p> <p>Il s'agit des écoles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Monet maternelle (6 classes/142 élèves) -Bizet maternelle (3 classes/59 élèves) -Maupassant maternelle (7 classes/155 élèves) -Flaubert maternelle (4 classes/89 élèves)

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

	<p>La Ville de Canteleu assure, conformément à ses obligations, l'entretien et la sécurité des bâtiments scolaire. Un budget fourniture scolaire est également octroyé par la municipalité, chaque année, à chaque élève.</p> <p>A ce jour, le mobilier scolaire est vieillissant et ne correspond plus aux enjeux éducatifs actuels et dans le cadre du QPV une attention importante est portée sur le contexte éducatif des enfants. De fait, ces équipements contribueraient à aider les enfants « à se sentir bien à l'école ».</p> <p>Un effort important de renouvellement de l'équipement scolaire doit être opéré afin de permettre aux enseignants d'accomplir pleinement et sereinement leurs missions.</p> <p>Le programme 2017 repose sur le rééquipement complet des écoles maternelles situées en Quartier Politique de la Ville. 20 classes sont concernées. Il s'agit à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> -de renouveler le mobilier scolaire en tables et chaises (pour chaque classe : 1 partie avec tables destinées aux travaux en groupes et 1 partie destinée au travail individuel), -de mettre à disposition des enseignants du mobilier de rangement spécifique dont ils ne disposent pas à ce jour (notamment pour les activités artistiques comme la peinture etc.), -du mobilier de rangement accessible aux enfants permettant également de compartimenter la salle de classe, -de renouveler et de compléter les différents coins jeux (indispensables car nourrissant l'imaginaire et le langage oral en construction de l'enfant), -de compléter l'équipement des classes en matériel éducatif et pédagogique (numération, développement de la motricité fine, observation, imitation, éveil corporel, coin lecture...), -de renouveler et harmoniser l'équipement des BCD (bibliothèques des écoles maternelles). <p>Ainsi, les salles de classes auront vocation à comporter plusieurs zones polyvalentes et évolutives favorisant les activités motrices et sensorimotrices, les activités graphiques, les activités de manipulation et d'exploration, les jeux d'imitation, les activités de regroupement, de repli, de repos.</p> <p>L'espace de la classe se devra d'être attractif (couleurs adaptées) et riche de propositions.</p> <p>L'organisation de la classe maternelle permettra ainsi à l'enseignant d'envisager une alternance des propositions didactiques en termes de domaines d'apprentissage mais également dans la composition des groupes d'élèves à qui il propose ces différentes activités.</p> <p>Enfin, le matériel pourra également être utilisé sur le temps périscolaire.</p> <p>Ce programme s'intègre à la volonté du Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur de proposer un aménagement adapté à l'accueil de jeunes enfants.</p>				
Réalisation	2017				
Evaluation des couts	127720,65 € HT (153 264,79€ TTC)				
Plan de financement	<table border="0"> <tr> <td style="padding-right: 20px;">DPV (Etat)</td> <td>94 496,00 €</td> </tr> <tr> <td>Ville de Canteleu</td> <td>58 768,79 €</td> </tr> </table>	DPV (Etat)	94 496,00 €	Ville de Canteleu	58 768,79 €
DPV (Etat)	94 496,00 €				
Ville de Canteleu	58 768,79 €				

B) CLEON / SAINT-AUBIN-LES-ELBEUF

Les villes de Cléon et de St Aubin les Elbeuf portent conjointement un projet politique ambitieux à destination des populations issues prioritairement du quartier des « Arts et Fleurs-Feugrais » dans une optique d'amélioration de la vie quotidienne des habitants et de la promotion des valeurs républicaines d'égalité, de laïcité et de fraternité ainsi qu'une meilleure intégration de ce quartier au sein des 2 villes et de la Métropole Rouen Normandie.

La réflexion des 2 villes se situe dans une démarche prospective vis-à-vis du quartier prioritaire des « Arts et Fleurs-Feugrais » en articulation avec l'ensemble des territoires communaux, mais aussi de ceux de son environnement intercommunal : pays d'Elbeuf et Métropole Rouen Normandie.

Les 2 communes sont déjà engagées fortement dans des politiques éducatives et citoyennes. Le « vivre ensemble » est le socle de toute action construite avec et pour les habitants, en particulier ceux les plus en difficultés et les plus éloignés de l'emploi.

L'intervention des communes a pour objectif de mettre en cohérence et d'optimiser les services existants, de développer de nouvelles solidarités et de renforcer la cohésion sociale sur le quartier des « Arts et Fleurs-Feugrais »

Sur le plan de l'habitat, les communes soutiennent depuis 2007 le projet de réhabilitation du quartier des « Fleurs-Feugrais ». Cet engagement s'est concrétisé par la reconnaissance par l'ANRU du quartier « Fleurs-Feugrais » comme l'un des 200 quartiers d'intérêt national.

Ainsi, l'intégration des 2 communes dans le contrat de ville doit renforcer les actions des villes et des acteurs œuvrant sur le territoire des « Arts et Fleurs-Feugrais ». L'ingénierie mise en place par les 2 villes permet de répondre aux enjeux déclinés dans le projet de territoire au travers d'une approche partenariale, transversale et intégrée.

Afin de répondre à cette ambition, les communes de St Aubin les Elbeuf et Cléon déclinent des programmes d'actions précisant les objectifs à atteindre et les engagements financiers de chacun des signataires du contrat de ville 2015-2020 en particulier ceux dits « de droit commun »

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

PROGRAMMATION 2016 :

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
CCAS d'Elbeuf: Programme de réussite éducative (PRE) Elbeuf/Cléon/ St-Aubin-lès-Elbeuf/ Caudebec	Lutter contre le décrochage scolaire	Rendre effective la réussite scolaire des enfants et adolescents en situation de fragilité en leur proposant un parcours individuel composé d'actions scolaires, éducatives, sportives, culturelles, sanitaires ou sociales adaptées aux difficultés mais aussi aux atouts dont l'enfant et/ou le jeune font preuve.	3-5 ans : 4 6-11 ans : 93 12-15 ans : 85 <u>Total : 182</u> Dont 127 issu-e-s des QPV (70%) Dont 69 femmes (38%) Dont 58 domicilié-e-s à Cléon et St-Aubin-lès-Elbeuf (32%)	<ul style="list-style-type: none"> • 8 professionnel-le-s (3 ETP): coordinatrice, référente de parcours, secrétaire, 13 vacataires (1 psychologue, 12 intervenants réussite éducative) • Des référents de parcours bénévoles ou salariés de structures partenaires 	CGET (enveloppe Elbeuf): 49 160 € CGET (env. Cléon/St-Aubin): 14 560 € MRN (enveloppe Elbeuf): 37 840 € MRN (env. Cléon/St-Aubin): 13 440 € Elbeuf: 76 840 € Aides privées: 442 € <u>Total: 184 600 €</u>
Association Le Sillage: Favoriser la réussite éducative	Lutter contre le décrochage scolaire	<ul style="list-style-type: none"> • Faire progresser les résultats scolaires des participants. • Transmettre des compétences nouvelles ainsi qu'une ouverture culturelle, artistique et scientifique. • Développer les collaborations entre l'école, les familles et les professionnels. 	6-11 ans : 138 12-15 ans : 37 16-17 ans : 13 <u>Total : 188</u> Dont 81 femmes (43%) Dont 178 issu-e-s du QPV (95%)	2 professionnel-le-s (0,9 ETP)	Vente de produits: 3 810 € CGET: 38 452 € Département: 1 268 € Cléon: 40 716 € CAF: 1 301 € Autres: 1 274 € <u>Total: 86 821 €</u>
Association Le Sillage: Atelier parentalité	Rendre les dispositifs existants d'accès aux droits plus accessibles	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les liens au sein des familles. • Favoriser une réappropriation de la fonction parentale en transmettant de nouvelles techniques et compétences. 	30-39 ans : 6 40-49 ans : 11 50-59 ans : 18 60-69 ans : 14 <u>Total : 49</u> Dont 46 femmes (94%) Dont 45 issu-e-s du QPV (92%)	2 professionnel-le-s (0,9 ETP)	Vente de produits: 7 042 € CGET: 11 821 € Etat (DC): 2 954 € Cléon: 8 061 € CAF: 2 744 € Autres: 420 € <u>Total: 33 042 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
CCAS d'Elbeuf: Atelier santé ville (ASV) Elbeuf/Cléon/ St-Aubin	Mieux intégrer la dimension santé dans les politiques publiques	Améliorer la santé des habitants des quartiers prioritaires en favorisant la participation des habitant-e-s à l'action, et en agissant avec l'ensemble des professionnel-le-s du territoire sur les déterminants sociaux de santé (cadre de vie, offres de soins et de prévention, accès aux droits...)	professionnel-le-s, réflexion sur la participation des habitant-e-s	1 coordinatrice pour l'atelier santé ville et le contrat local de santé	CGET (enveloppe affectée à Elbeuf): 5 000 € CGET (enveloppe affectée à Cléon/St-Aubin): 5 006 € MRN (PDLV) (enveloppe affectée à Elbeuf): 11 600 € Elbeuf (Ville + CCAS): 11 935 € ARS: 10 715 € <u>Total: 44 256 €</u>
Association La Traverse: Accès à la culture et accompagnement des cultures urbaines	Favoriser l'accès à la culture	<ul style="list-style-type: none"> • Elargir le champ culturel du public visé, l'entraîner à adopter un comportement adapté au spectacle vivant et à porter un regard décalé sur le comportement humain, afin de favoriser l'acceptation de l'autre et le vivre ensemble. La fréquentation des œuvres peut également permettre d'aborder des contenus délicats non traités en classe. • Développer la créativité des enfants à travers des ateliers artistiques. 	3-5 ans : 125 6-11 ans : 140 12-15 ans : 50 16-17 ans : 20 18-25 ans : 0 26-49 ans : 26 50-59 ans : 4 <u>Total : 375</u> Dont 185 femmes (49 %) Dont 375 issu-e-s du QPV (100%)		Vente de produits: 244 € CGET: 16 094 € Etat (DRAC): 8 000 € Région: 1 500 € Département: 1 000 € Cléon: 57 787 € Reprises sur amort: 10 000 € <u>Total: 94 625 €</u> <i>Contributions volontaires en nature: 2 250 €</i>
Ville de St-Aubin-lès-Elbeuf: Atelier emploi	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire le nombre de jeunes sans activité, et/ou en dehors de tout parcours de formation et/ou sans perspective professionnelle • Proposer un accompagnement concret, prenant en compte les spécificités des jeunes concernés et permettre à ces derniers de s'engager dans un parcours de formation et de qualification ou d'accéder à l'emploi • Optimiser le contact avec l'entreprise 	16-17 ans : 2 18-25 ans : 50 26-29 ans : 21 30-39 ans : 20 <u>Total : 93</u> Dont 17 femmes (18%) Dont 78 issu-e-s du QPV (84%)	3 professionnel-le-s (1 ETP)	CGET: 11 984 € MRN (PDLV): 20 000 € St-Aubin: 14 393 € <u>Total: 46 377 €</u>

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Ville de St-Aubin-lès-Elbeuf: Action éducative, sociale et de prévention	25) Améliorer le suivi des jeunes en risque de délinquance	Chez les jeunes en risque de délinquance, enclencher un changement de comportement face aux autres jeunes, aux adultes et aux institutions.	16-17 ans : 18 18-25 ans : 62 26-29 ans : 21 30-39 ans : 11 40-49 ans : 6 <u>Total : 118</u> Dont 35 femmes (30 %) Dont 99 issu-e-s du QPV (84%)	5 professionnel-le-s (3,3 ETP)	Vente de produits: 1 014 € CGET: 27 738 € St-Aubin: 147 691 € Autres: 1 000 € <u>Total: 177 443 €</u>

SYNTHESE DES ACTIONS FINANCEES PAR LA DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE (D.S.U.)

En complément des financements liés au contrat de ville, la commune de Cléon a perçu la dotation de solidarité urbaine en 2015 à hauteur de 286 543 €euros. Cette somme a permis de cofinancer les actions suivantes :

Nota bene : La ville de St-Aubin-lès Elbeuf ne perçoit pas de DSU.

Les actions d'accompagnement

1. *La Quinzaine de la Petite Enfance : 15ème édition sur le thème de la fête*

La quinzième édition s'est déroulée du 17 au 28 mai 2016. Temps fort de la vie Cléonnaise et de la Petite Enfance, la QPE mobilise chaque année l'ensemble des acteurs de la Petite Enfance. Une programmation riche et diversifiée a été proposée :

- 21 partenaires
- 38 animations
- 5 spectacles
- 2 expositions

Des temps forts :

- Une exposition conçue et réalisée par les parents et les professionnels du Centre Social le SILLAGE,
- Participation également des élèves du Collège Jacques BREL en proposant des ateliers sur le petit déjeuner équilibré pour les enfants des classes de maternelles,
- Un projet fédérateur qui a mobilisé l'ensemble des corps professionnels de la Petite Enfance ou associés, personnes âgées, élus, Un Festival de clôture riche et très fréquenté

- Des spectacles diversifiés et très adaptés aux tout-petits
- Une créativité et un imaginaire de tous les acteurs qu'il convient de saluer
- Une bonne couverture médiatique (presse, reportages TV...)

2. Semaine de la Plantation sur le thème "l'arbre fruitier en ville" – du 19 au 26 Novembre-2016

Le service environnement de la commune a animé un stand dans chaque école : atelier sur les différentes catégories de pommes avec une plantation pour chaque enfant. En ouverture de la semaine, les enfants ont participé à la plantation du massif des nouveau-nés, place Louise Michel.

La médiathèque a participé activement à la semaine de plantation : exposition, spectacles pour enfants, lectures...

Cette onzième semaine de la plantation a permis à l'ensemble des écoles et à 3 groupes d'adultes de l'association le Papillons Blancs de comprendre, de découvrir et d'apprendre à respecter l'environnement. L'objectif est de permettre à chacun dans sa fonction éducative d'apporter sa contribution à une logique de coopération qui donne une cohérence d'ensemble à cette semaine autour de différents thèmes en relation avec les plantations et plus largement l'éducation à l'environnement.

3. Pool de 11 Agents d'accueil aux abords des établissements scolaires

Pour renforcer la sécurité des enfants aux abords des écoles maternelles, élémentaires et du collège, de nombreux aménagements de voirie ont déjà été réalisés mais, dans le souci de répondre à une légitime préoccupation croissante des parents et pour contribuer à améliorer le comportement des automobilistes et des piétons, la création d'un pool « Agents d'accueil aux abords des établissements scolaires » s'inscrit dans une démarche éducative destinée à la fois aux élèves et aux parents. Ce pool consiste à assurer une présence humaine identifiée qui soit quotidiennement disponible pour apporter une réponse à tous les usagers des établissements scolaires et ainsi faire respecter les règles élémentaires de sécurité et de respect des personnes, enfants ou adultes. Il comprend 11 agents (reconnaisables de tous par le port de vêtements distinctifs : chasuble fluo avec la mention « Sécurité école ») :

- 1 par établissement maternel ou élémentaire
- 2 pour le collège
- 4 pour les traversées de la RD7

4. Agents de médiation au sein du complexe sportif de la ville de Cléon et en périphérie du collège Jacques Brel

Un service de 2 agents de médiation dont la mission est de faire en sorte que les différents espaces et équipement sportifs de la ville de Cléon soient des lieux d'échange et de tranquillité pour tous les sportifs et bénévoles.

Ils assurent également une veille de prévention et de médiation autour du collège.

C'est une aide pédagogique et humaine, une présence de proximité, identifiée, destinée à réguler et prévenir tous types de troubles et de nuisances.

5. Cellule de Veille 2016

La Cellule de Veille est instaurée à l'initiative des maires des communes de Cléon et de Saint-Aubin-lès-Elbeuf afin d'améliorer la concertation et de croiser régulièrement les informations sur les situations amenées par les membres de cette Cellule de Veille.

L'éclairage apporté permet d'affiner les réponses à une situation donnée et ainsi d'anticiper les crises et, le cas échéant, de réagir à la crise.

Les réunions mobilisent les compétences disponibles auprès des partenaires afin de créer des réponses innovantes prenant en compte les besoins non couverts par les dispositifs existants. Plusieurs situations individuelles et familiales ont été étudiées au cours de cette année 2016 : accompagnement, aide à la mobilité, à la formation...

Un suivi de l'accompagnement est assuré, ce qui favorise des parcours de réussite.

Le Conseil Départemental 76 a rejoint la cellule de veille cette année, confirmant le dynamisme de cette action.

6. Bilan Chantiers Educatifs 2016:

Les chantiers éducatifs proposés s'inscrivent dans une démarche globale de prévention. Ils se situent en amont des dispositifs classiques d'insertion professionnelle. Les activités qui sont développées dans ce cadre sont axées sur les modifications des comportements et la prévention des risques d'exclusion et de marginalisation. Les objectifs poursuivis sont à la fois éducatifs et sociaux, il s'agit de mesurer les motivations du jeune à effectuer un travail salarié, d'introduire la réalité économique dans la relation éducative. C'est l'occasion aussi pour certains d'avoir une première expérience de travail et de participer à un projet collectif. L'ensemble des partenaires se retrouve pour partager une connaissance de chaque jeune et de ses difficultés.

Les recherches de chantiers, et les différents achats nécessaires sont préalablement réalisés par le Centre Social B. Lapointe (association Le Sillage).

Une nouvelle fois le bailleur social Le Foyer Stéphanois a été sollicité pour financer des chantiers

- Nombre de dossiers de candidatures différents reçus : 43 (14 garçons & 29 filles)
- Nombre de candidatures retenues : 22 (7 garçons & 15 filles)
- Chantiers réalisés sur la période
 - Ravalement (peinture) extérieur de la tour IRIS (murs)
 - Suite de la rénovation du siège administratif de l'association le SILLAGE
 - Fête de l'été
- Bilan
 - Un chantier n'a pu être réalisé (complexe sportif) Les autres travaux planifiés ont été réalisés avec soin et qualité
 - Ambiance de travail agréable,
 - Valorisation du travail des jeunes (façades des immeubles)
 - La forte implication du bailleur social le Foyer Stéphanois sur l'action (financement de chantiers et de matériel)
 - La collaboration avec l'APRE (association de prévention) qui assure le suivi éducatif de certains jeunes permet une complémentarité

7. Contrats Etudiants : (année scolaire 2016-2017)

Ce dispositif a pour objectif d'attribuer une aide financière à des jeunes étudiants Cléonnais qui, sans cette aide, auraient de réelles difficultés à s'inscrire dans une formation supérieure.

Ce contrat est donc d'abord un soutien financier. Mais il s'inscrit aussi dans une relation d'échange; l'étudiant s'engageant à participer à la vie de la commune, dans un esprit de solidarité et de partage de compétences, par exemple :

- En soutenant un autre jeune en difficulté
- En aidant une association à développer ses projets auprès d'autres jeunes
- 16 bourses

Nombre de contrats	16
Filles	13
Garçons	3
Bourse à 250 €	4
Bourse à 500 €	5
Bourse à 750 €	1
Bourse à 1000 €	6

Niveau Scolaire	
BTS	4
Licence 2	1
Licence 3	8
MASTER	1
Ingénieur	2

8. Accueil de Loisirs Périscolaires

Le service d'accueil périscolaire de l'association le SILLAGE vise à offrir aux enfants des écoles de la ville un lieu propice aux échanges, à la détente et à la socialisation, tout en offrant un service d'animation et de surveillance matin et soir.

Le dispositif répond aux objectifs suivants :

- Harmoniser le temps scolaire et le temps périscolaire en respectant le rythme journalier de l'enfant en particulier chez les tout-petits
- Contribuer à l'éducation globale pour développer la personnalité de l'enfant
- Proposer des activités diverses et variées en respectant le rythme de chaque enfant

L'encadrement est composé de 2 à 5 animateurs par site.

En ce qui concerne les écoles maternelles, l'enfant et le parent sont accueillis individuellement, c'est un moment d'échange d'informations avec l'animateur, celui-ci veillant à ce que la séparation ne soit pas brutale et que l'enfant se sente en sécurité.

Des espaces de jeux, de détente, de repos, d'activités sont aménagés dans chaque site : les enfants peuvent y participer librement sans aucune contrainte. Le soir, les enfants prennent un goûter (fourni par les parents), jouent à l'extérieur si le temps le permet ou pratiquent des activités. Les départs sont très échelonnés, les animateurs doivent proposer un fonctionnement très souple pour que chacun puisse profiter au maximum de ce moment.

Le public de l'école élémentaire Curie est accueilli dans des locaux aménagés et conçus pour ce type de fonctionnement (périscolaire).

Le public de l'école élémentaire Goscinny est accueilli dans les locaux du centre de loisirs des Lilas. Sur les 2 sites, des salles sont aménagées pour proposer des animations (jeux de société, lecture, peinture, jeux extérieurs et sportifs...).

Les enfants accueillis sur les sites des écoles élémentaires ont la possibilité, s'ils le souhaitent d'apprendre leurs leçons dans une salle réservée à cet effet. Toutefois aucun contrôle de la part des animateurs n'est effectué, le travail scolaire reste sous la responsabilité des parents.

9. Le Contrat de ville

L'année 2016 a été l'année de lancement des nouvelles actions suite à la contractualisation pour la période 2015-2020. Le nouveau contrat de ville est organisé autour d'une convention-cadre déterminant la stratégie globale déployée en faveur des quartiers prioritaires. Cette convention-cadre articule les interventions des différents signataires en faveur des quartiers prioritaires.

7 actions ont été intégrées dans le contrat de ville :

- Action 1 : Atelier familles Parentalité (association le SILLAGE)

Objectifs :

- Accompagner les parents dans leur fonction
- Développer le lien social
- Favoriser les relations intrafamiliales
- Instaurer un dialogue social constructif et citoyen

- Action 2 : Favoriser la réussite scolaire (association le SILLAGE)

Objectifs :

- Donner à chaque enfant les chances de réussir dans son parcours éducatif
- Renforcer les liens parents-enfants, centre social et éducation nationale
- Lutter contre les inégalités sociales
- Favoriser l'accès à la culture des populations les plus fragilisées (notamment des jeunes)

- Action 3 : Accès à la culture (association la Traverse)

Objectifs

- Favoriser l'accès aux habitants du quartier prioritaire aux manifestations et événements culturels, à la culture plus généralement.

- Action 4 : Action éducative, sociale et de prévention en direction des jeunes de 16 à 25 ans :

Objectifs

- Proposer un encadrement éducatif des jeunes à partir d'actions collectives structurantes et d'un accompagnement individualisé renforcé

- Contribuer à la construction de la personne et à son projet de vie
 - Identifier les problèmes de proximité et proposer
 - Concevoir et mettre en œuvre des solutions
 - Assurer le lien avec les familles, entre les familles et les institutions (écoles, services publics, bailleurs sociaux, etc.)
 - Organiser la médiation au sein et en dehors du quartier.
- Action 5 : Atelier Emploi
- Objectifs
- Mettre à la disposition des jeunes à la recherche d'un (premier) emploi un outil de proximité de qualité visant à les préparer et à optimiser le contact avec l'entreprise
 - Optimiser les compétences individuelles, le savoir-être, valoriser les savoir-faire
 - Proposer un accompagnement technique concret, prenant en compte les spécificités des jeunes concernés et permettre à ces derniers d'engager un parcours de formation et de qualification ou d'accéder à l'emploi.
- Action 6 : Programme de réussite éducative
- Objectifs :
- Rendre effective la réussite scolaire des enfants et adolescents en situation de fragilité en leur proposant un parcours individuel de réussite composé d'actions scolaires, éducatives, sportives, culturelles, sanitaires ou sociales adaptées aux difficultés mais aussi aux atouts dont l'enfant et/ou le jeune font preuve.
- Action 7: Atelier Santé Ville
- Objectifs :
- Favoriser la santé des habitant(es) des quartiers prioritaires d'Elbeuf sur Seine et de Cléon/Saint Aubin les Elbeuf en facilitant la participation des habitant(es) à l'action, et en agissant avec l'ensemble des structures et professionnel(les) du territoire sur les déterminants sociaux de santé (cadre de vie, offres et accès aux droits, aux soins et à la prévention, comportements individuels et collectifs).

10. Projet de Renouveau Urbain « Arts Fleurs-Feugrais »

La ville de Cléon a été retenue par l'Agence Nationale de Renouveau Urbain au titre du Nouveau Programme de Renouveau Urbain.

L'année 2016 a été consacrée à la rédaction du protocole de préfiguration à l'échelle métropolitaine avec la Société Publique Locale « Rouen Normandie Aménagement » en assistance.

L'objectif à poursuivre dans le protocole de préfiguration est de présenter un schéma d'aménagement du quartier des « Arts et Fleurs-Feugrais » en répondant aux enjeux suivants :

- Améliorer la diversité, la qualité de l'habitat et le peuplement
- Développer la mixité fonctionnelle et le développement économique
- Favoriser le désenclavement et la mobilité
- Améliorer l'efficacité énergétique

11. Plan Educatif Local

Objectifs :

- Axe 1 : Prévenir le risque d'éparpillement et garantir la cohérence
- Axe 2 : Porter une attention particulière aux publics fragilisés
- Axe 3 : Permettre une meilleure articulation entre les projets des établissements scolaires et les projets des autres acteurs éducatifs.
- Axe 4 : Poursuivre les dynamiques éducatives collectives au niveau des principaux quartiers de la ville : Les Fleurs – Les Feugrais – Lacroix – Pierre DAC – les Peintres et les Sculpteurs
- Axe 5 : Développement de la responsabilité et du vivre ensemble.
- Axe 6 : Accès au sport, à la culture et aux savoirs

La commune de Cléon a présenté 4 actions en 2016 portées par le Centre Social :

- Activités scientifiques et techniques : 11/14ans
- Maraîchage : 22 jeunes 13/15 ans et 10 jeunes 10/12 ans + 8 adultes
- Atelier Musique et Musique Assistée par Ordinateur
- Atelier Vidéo

12. Contrat Enfance Jeunesse

Les contrats « enfance et jeunesse » ont deux objectifs principaux :

- Favoriser le développement et optimiser l'offre d'accueil par :
 - un soutien ciblé sur les territoires les moins bien servis, au regard des besoins repérés
 - une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants
 - un encadrement de qualité
 - une implication des enfants, des jeunes et de leurs parents dans la définition des besoins, la mise en œuvre et l'évaluation des actions
 - une politique tarifaire accessible aux enfants des familles les plus modestes.
- Contribuer à l'épanouissement des enfants et des jeunes et à leur intégration dans la société par des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation pour les plus grands.

Sur Cléon, le CEJ est décliné de la sorte :

- Halte-Garderie « les Marmousets »
- L'Amicale Laïque de Cléon
 - ASLH Curie - Goscinny / matin et soir
 - ASLH Curie - Goscinny – pause méridienne

- ASLH Capucine – Prévert - Jean de la Fontaine
- L'association le SILLAGE:
 - Séjours vacances été
 - Séjours petites vacances
 - Atelier multimédia (non financé sur le précédent CEJ)
 - Atelier Musique Assistée par l'Ordinateur (non financé sur le précédent CEJ)

13. Ateliers du Temps de Restauration

Cette mission a été confiée à l'association le SILLAGE.

Le temps du repas en milieu scolaire est un temps particulier dans la vie de l'enfant, deux heures environ que l'on appelle pause méridienne, une coupure dans le rythme du travail scolaire. Durant cette coupure, les enfants déjeunent et profitent d'un temps d'atelier.

En milieu de journée, l'enfant accuse de la fatigue et est plus vulnérable. Ce moment correspond à un creux d'énergie. Cette pause méridienne doit offrir de bonnes conditions de calme et de convivialité pour remplir son rôle réparateur.

Il est nécessaire pour l'équipe de remplir son rôle éducatif auprès des enfants.

Ce moment de la journée est un temps de vie sociale où adultes et enfants se côtoient et développent des relations privilégiées. C'est un moment de vie collective qui participe à la formation du futur citoyen, respectueux de l'autre dans ses différences sociales et culturelles.

Afin que cette pause méridienne soit un réel temps éducatif, elle doit être intégrée dans un projet pédagogique comme moment éducatif ; son organisation doit être réfléchie de manière à offrir à l'enfant un vrai temps de détente qui lui permettra de mieux appréhender le reste de sa journée scolaire.

Le SILLAGE a accueilli 300 enfants qui fréquentent les écoles Curie et Goscinny pendant la pause méridienne.

Une équipe de 23 animateurs est présente sur les deux sites, sous la conduite d'un chef de projet pour chaque école.

Cela a représenté 140 jours de fonctionnement (2h d'intervention pour les animateurs par jour auxquelles s'ajoutent 5 à 8h de réunion annuelle.)

14. Dispositif « si t'es sport » - Cléon sport

Le projet consiste à permettre aux jeunes des quartiers d'accéder aux équipements sportifs de la commune dans de bonnes conditions et dans le cadre d'un programme d'activités structurées et encadrées par des éducateurs sportifs diplômés.

Une vingtaine de disciplines sportives différentes sont pratiquées avec une participation de 90 jeunes de 6 à 16 ans.

15. Dispositif Eté Jeunes 2016

Le programme Eté Jeunes de Cléon est l'aboutissement d'un partenariat :

- des services municipaux (jeunesse – médiathèque - services techniques)
- des associations (Le Sillage – APRE – La Traverse)
- des associations sportives dans le cadre du dispositif Cléon/sports

- des partenaires intercommunaux (MJC, Services Jeunesse des communes de l'agglomération, CAF, Cinémas Le Grand Mercure, Base de loisirs de Bédanne...).

Ce partenariat a abouti à un projet éducatif de loisirs composé de nombreuses activités différentes. Ces programmes sont proposés à tous les jeunes de la commune et de l'agglomération avec pour objectif de :

- Favoriser les approches qualitatives avec des activités originales et motivantes, sources de découvertes, de rencontres et de partage
- Lutter contre le désœuvrement et le consumérisme et favoriser l'initiative, l'apprentissage de la citoyenneté et l'exercice de la responsabilité

16. L'accompagnement scolaire

- 160 enfants et adolescents, âgés de 6 à 16 ans, scolarisés du CP à la 3ème (écoles Goscinny & Curie, collège Jacques Brel), domiciliés à Cléon et à Saint-Aubin-lès-Elbeuf (quartiers des Fleurs, des Feugrais, Pierre Dac, Peintres et Sculpteurs), rencontrant généralement de grandes difficultés scolaires.
- Forte implication des étudiants bénéficiaires du dispositif Contrat Etudiants en accompagnement scolaire.
- Travail de médiation et d'accompagnement parental par Le Sillage.

Lieux de réalisation :

- Locaux de la maison de quartier Bobby Lapointe
- Local Pierre Dac
- Local Peintres et Sculpteurs
- Ecole Goscinny

Objectifs de l'action :

- Donner à chaque enfant les chances de réussir dans son parcours éducatif
- Renforcer le lien parents, enfants, Centre Social et Education Nationale
- Lutter contre les inégalités sociales

RECAPITULATIF DES ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT

<u>ACTIONS</u>	<u>FINANCEMENT</u>		
	<u>TOTAL ACTIONS</u>	<u>VILLE</u>	<u>AUTRES</u>
<u>Quinzaine Petite Enfance</u>	<u>25 500 €</u>	<u>15 000 €</u>	<u>10 500 €</u>
<u>Semaine de la plantation</u>	<u>3 300 €</u>	<u>3 300</u>	<u>0 €</u>
<u>Agents d'accueil aux abords des écoles</u>	<u>48 633.44</u>	<u>48 633.44</u>	<u>0 €</u>
<u>Agents de médiation</u>	<u>70 535.22</u>	<u>70 535.22</u>	<u>0 €</u>
<u>Cellule de Veille</u>	<u>2 000 €</u>	<u>0 €</u>	<u>2000 €</u>
<u>Chantiers Jeunes</u>	<u>16 097€</u>	<u>13 097 €</u>	<u>3 000 €</u>
<u>Contrats Etudiants</u>	<u>10 250 €</u>	<u>10 250 €</u>	<u>0 €</u>
<u>Activités périscolaires</u>	<u>505 683 €</u>	<u>381 242 €</u>	<u>124 441 €</u>
<u>Contrat urbain de cohésion sociale (dépenses éligibles)</u>	<u>487 075 €</u>	<u>79 470 €</u>	<u>407 605 €</u>
<u>Projet de Renouveau Urbain</u>	<u>9 292 €</u>	<u>9 292 €</u>	<u>0 €</u>
<u>Projet Educatif Local</u>	<u>62 755 €</u>	<u>37 634 €</u>	<u>25 121 €</u>
<u>Si t'es sport-Cléon sport</u>	<u>39 431 €</u>	<u>25 611 €</u>	<u>13 820 €</u>
<u>Eté Jeunes</u>	<u>1 990 €</u>	<u>663 €</u>	<u>1 327 €</u>
<u>Accompagnement scolaire</u>	<u>79 000 €</u>	<u>40 716 €</u>	<u>38 284 €</u>
<u>TOTAL</u>	<u>1 361 541,66 €</u>	<u>626 098,00 €</u>	<u>735 443,66 €</u>
	<u>100 %</u>	<u>45,98%</u>	<u>54,02%</u>

C) DARNETAL

Au vu des résultats d'une étude sociale réalisée sur la commune en 2014, les élus ont déterminé 3 priorités, congruentes avec les axes portés par la Politique de la Ville, à savoir :

- L'emploi et insertion
- La santé
- La réussite éducative

Nous allons présenter un panorama social, en évoquant, dans un premier temps les actions Politique de la Ville. Nous le compléterons, dans un deuxième temps, par les actions qui ne bénéficient pas du soutien financier de l'Etat, mais qui sont essentielles aux habitants de Darnétal.

PROGRAMMATION 2016 :

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Ville de Darnétal: Ateliers du midi	8) Lutter contre le décrochage scolaire	Favoriser la réussite de la scolarité en valorisant l'enfant sur des activités éducatives non purement scolaires et favoriser son intégration sociale.	3-5 ans : 107 6-11 ans : 157 <u>Total : 264</u> 100% issu-e-s du QPV Dont 144 femmes (55%)	8 professionnel-le-s (2,1 ETP)	CGET: 24 710 € Département: 2 460 € Darnétal (PDLV): 29 076 € CCAS de Darnétal : 2 237 € CAF: 17 970 € <u>Total: 76 453 €</u>
CCAS de Darnétal: Programme de réussite éducative	8) Lutter contre le décrochage scolaire	Assurer une prise en charge globale en s'appuyant sur une équipe pluridisciplinaire sollicitée selon les besoins individuels de chaque enfant, avec l'adhésion de sa famille et sa participation aux actions mises en place.	3-5 ans : 11 6-11 ans : 14 12-15 ans : 7 <u>Total : 32</u> 100% issu-e-s du QPV Dont 11 femmes (34%)	1 professionnelle (0,4 ETP)	CGET: 5 000 € MRN (PDLV): 10 000 € CCAS de Darnétal : 3 839 € <u>Total: 18 839 €</u>
CCAS de Darnétal: Ateliers santé / promotion de la santé	18) Mieux intégrer la dimension santé dans les politiques publiques	<ul style="list-style-type: none"> • Créer un réseau partenarial pour développer et améliorer le suivi sanitaire des Darnétalais • Favoriser une meilleure coordination entre les acteurs de terrain en apportant un soutien méthodologique • Favoriser la participation des publics pour améliorer leur santé 	habitants, élus, professionnels	1 professionnelle (0,4 ETP)	MRN (PDLV): 11 670 € Darnétal (CCAS) : 6 066 € <u>Total: 17 736 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Ville de Darnétal: Fresques darnétalaises	19) Favoriser l'accès à la culture	Mêler lien social entre les habitants et accès à la culture théâtrale	1037 spectateurs Dont 228 issu-e-s du QPV (20%) La majorité est composée de femmes	47 acteurs 15 bénévoles Prestations: 22 500€ Recours à un chantier jeunes	CGET: 20 000 € Département: 2 500 € Darnétal (PDLV): 4 240 € Autres: 4 500 € <u>Total: 31 240 €</u>
CCAS de Darnétal: Accompagnement emploi	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Accueillir le public en difficulté d'insertion professionnelle pour une réorientation sur les structures de droit commun • Prodiguer en parallèle un suivi de proximité, rassurant. 	18-25 ans : 12 26-39 ans : 48 40-59 ans : 20 <u>Total : 80</u> Dont 44 femmes (55%) Dont 52 issu-e-s du QPV (65%)	1 professionnel-le (1 ETP)	CGET: 17 304 € (20 000 € prévus) CCAS de Darnétal: 4 326 € <u>Total: 21 630 €</u>
Ville de Darnétal: Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS)	Ingénierie	<ul style="list-style-type: none"> • Coordonner le partenariat et les actions communales du contrat de ville • Coordonner le Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et encadrer l'équipe de médiateurs • Soutenir la dynamique du conseil citoyen • Suivre les conventions TFPB et GUSP • Suivre le projet de rénovation urbaine 	habitants, élus, professionnels	2 professionnel-le-s (0,8 ETP) : <ul style="list-style-type: none"> • chef de projet (0,5 ETP) • directrice de la solidarité (0,3 ETP) 	CGET: 11 718 € Darnétal: 14 557 € <u>Total: 26 275 €</u>
Sous-total Darnétal		<u>Pour mémoire en 2015 :</u> CGET = 84 710 € Métropole = 21 670 €			<u>Pour mémoire en 2016 :</u> CGET: 78 732 € (81 428 € prévus) MRN: 21 670 €

SYNTHESE DES ACTIONS FINANCEES PAR LA DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE (D.S.U.)

Dans la continuité des résultats de l'étude sociale réalisée en 2014, les élus ont déterminé 3 priorités, congruentes avec les axes portés par la Politique de la Ville, à savoir :

- L'emploi et l'insertion,
- la santé,
- la réussite éducative.

L'inquiétude ambiante due aux différents actes terroristes en France et en Europe ainsi que le sentiment d'insécurité en général ont poussé également les élus à porter une attention particulière aux principes forts de cohésion sociale en plaçant certaines des actions au sein même des quartiers.

En complément des financements liés au contrat de ville, la commune de Darnétal a perçu la dotation de solidarité urbaine en 2016 à hauteur de 466 743 €. Cette somme a permis de cofinancer les actions ci-dessous. Dans un premier temps, il sera présenté les cinq actions portées par le contrat de Ville et financées par le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) et soutenues par la Métropole Rouen Normandie ainsi que celle dépendant des crédits du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD). Dans un deuxième temps, le rapport sera complété par l'ensemble des actions ne bénéficiant pas du soutien financier de l'État mais qui sont essentielles aux habitants de Darnétal.

1. Actions Politique de la Ville

1.1 Ateliers santé

Cette action répond aux difficultés pour les personnes du quartier prioritaire d'accéder aux soins et d'avoir des informations de prévention et de promotion de la santé. Elle permet également de sensibiliser les usagers au lien étroit entre santé et bien-être. Les ateliers se déroulent en plein cœur du Quartier Politique de la Ville (QPV), à la Maison de la Solidarité, de l'emploi et de la famille.

Animée par une coordinatrice « santé » (0,40 ETP), cette action a consisté, comme prévu par le projet initial, en :

- la création d'une banque de données "santé" et du point Info Santé disponible sur la structure d'accueil,
- la mise à disposition de la référente santé pour répondre à tous besoins méthodologiques de mise en place d'une action santé en collaboration avec les services municipaux de la Ville,
- un travail de terrain avec l'appui d'un groupe ressource d'habitants pour favoriser l'émergence de thèmes à proposer sous formes d'ateliers santé qui a permis la mise en place de cycles d'ateliers (sensibilisation aux pollutions intérieur, ateliers de fabrication de produits écologiques...), à destination du public darnétalais.

La coordinatrice contribue à l'amélioration et à la dynamisation du réseau de partenaires impliqués dans cette action.

Ainsi, un groupe ressource constitué de 8 personnes s'est réuni chaque semaine (mardi matin ou jeudi après-midi) de début janvier à mi-février, ceci afin de faire émerger des thèmes d'ateliers santé qu'ils avaient envie de voir abordés. 4 séances d'atelier santé ont eu lieu au mois de mars autour du thème du bien-être et des soins naturels ; 4 séances ont eu lieu au mois de mai autour des bienfaits d'une alimentation équilibrée. Un atelier sport santé adulte s'est déroulé de septembre à décembre et concrétisait l'atelier santé "bien-être" (10 séances ont été réalisées sur septembre/décembre 2016). 5 séances d'ateliers autour des pollutions intérieures ont eu lieu en décembre. Un travail en partenariat avec les infirmières scolaires a été entamé autour des bienfaits du petit déjeuner. Cela représente :

- 57 séances cumulées pour l'ensemble des participants sur l'ensemble des rencontres.
- Les bénéficiaires résident tous dans le quartier prioritaire et sont demandeurs d'emploi. La participation est très majoritairement féminine.

1.2 Programme de Réussite Educative (PRE)

Le Programme de Réussite Educative concerne des enfants issus du quartier prioritaire, scolarisés de la maternelle au collège, rencontrant un cumul de difficultés compromettant leur bien-être et leur développement. Le dispositif repose sur un travail en partenariat étroit avec la famille. Il ne vise pas uniquement une réussite

scolaire mais plutôt une réussite éducative au sens large. Les prises en charge se déroulent en plein cœur du (QPV), à la Maison de la Solidarité, de l'emploi et de la famille.

Ce dispositif est animé par une coordonnatrice « PRE » (0,40 ETP).

Comme prévu dans le projet de départ, les orientations des enfants se sont poursuivies tout au long de l'année scolaire via les documents élaborés en partenariat avec l'équipe éducative. Cependant la majorité des intégrations se font au premier trimestre. L'équipe pluridisciplinaire s'est réunie une fois par mois afin de procéder aux intégrations des nouveaux enfants dans le dispositif mais également pour permettre un suivi des situations en cours. Les rendez-vous entre la coordonnatrice du dispositif et les familles concernées ont pour leur part lieu à une fréquence adaptée aux objectifs de chaque dossier. Ils se déroulent à la Maison de la Solidarité et de l'Emploi et de la Famille, située au sein même du quartier prioritaire du Parc du Robec.

Cela représente en 2016 :

- 32 enfants accompagnés sur le dispositif en 2016 s'élève à 32, répartis de la façon suivante :
- 11 maternelles (9 garçons et 2 filles), 14 élémentaires (7 garçons et 7 filles) et 7 collégiens (5 garçons et 2 filles).
- Ces enfants sont scolarisés pour 11 d'entre eux à l'école Mozart (maternelle), 8 à l'école Ferry (primaire), 5 à l'école Savale (primaire), 1 à l'école Clemenceau et 7 au collège Rousseau.
- Tous les enfants bénéficiaires résident dans le "Quartier prioritaire du Parc du Robec".

1.3 Fresques darnétalaises

Les "Fresques darnétalaises" sont un spectacle de plein-air créé par et pour des habitants.

Un appel aux acteurs bénévoles est lancé chaque début d'année par la Ville et l'association partenaire.

Une réunion est organisée pour évoquer le thème des Fresques et une première lecture est faite. Chaque participant se voit demander s'il souhaite un rôle, de la figuration ou être bénévole.

Une association de Théâtre (La Littoralité Francophone) dirige et coordonne des répétitions pour mettre en place une pièce. Tous les volontaires trouveront un rôle.

De nombreuses représentations se sont déroulées en 2016 :

Le 03/07 : Cour de récréation de l'école Ferry (dans QPV), le 04/07 : Cour de l'école Pagnol, le 05/07 : Cour de récréation de l'école Ferry (dans le QPV), les 08/07 et 09/07 : Jardins de l'Hôtel de Ville appelé le Jardin des couleurs, le 18/09 : Théâtre de l'Echo dans le cadre des « Journées du Patrimoine », le 02/12 : Centre Culturel Savale dans le cadre du Téléthon.

En 2016 cela représente 1 153 bénéficiaires (directs et indirects), répartis comme suit :

- 47 acteurs et 15 bénévoles ont participé.
- 1 037 spectateurs cumulés

Cette année, des adaptations ont été proposées afin d'ancrer cette action dans le périmètre du QPV:

- 14 élèves de l'école Ferry, située en QPV ont pu participer au projet également, avec un encadrement spécifique sur les temps périscolaires (le midi) par une animatrice de la Littoralité Francophone.

- 40 personnes se sont déplacées pour assister à une répétition publique qui a été organisée le 3 juillet dans la cour de récréation de l'école Ferry pour inviter les habitants du quartier à venir voir le travail en cours. Ils ont été accueillis par les conseillers citoyens.

Le nombre de participants, de spectateurs est toujours croissant. La diversité (en origine géographique et en âge) de ces participants permet une mixité sociale enrichissante pour chacun, les relations transgénérationnelles sont aussi de grande qualité. Les Fresques contribuent à modifier l'image du quartier et de ses habitants. D'ailleurs, la presse locale s'en fait écho.

1.4 Ateliers du midi

La Ville de Darnétal propose aux écoliers darnétalais un aménagement de la pause méridienne avec la mise en place d'un dispositif appelé les Ateliers Du Midi (ADM). Ces ateliers se déroulent entre 12h et 14h, tout au long de l'année scolaire. Les enfants choisissent en début de période parmi un panel de propositions, un atelier par jour auquel il doit participer pendant environ 7 semaines. Ces animations sont construites à partir d'un projet pédagogique et les animateurs transcrivent ce projet en projet d'animation.

Les ADM se déroulent tout au long de l'année (sauf vacances) les lundi, mardi, jeudi et vendredi. Pour le déroulement de ces actions, sont utilisés les locaux de chacune des écoles et diverses structures municipales (Gymnase Ferry, Centre culturel Savale...).

Ces ateliers concernent tous les enfants résidant dans le quartier prioritaire qui fréquentent l'une des quatre écoles publiques (maternelles et primaires); cela représente environ 265 enfants âgés de 4 à 11 ans.

1.5 Emploi-insertion

Cette action consiste :

- en l'animation du réseau de partenaires,
- en la proposition d'un accueil de proximité de personnes en démarche de recherche d'emploi,
- en la création d'un partenariat avec le secteur économique de la Ville.

Les suivis se déroulent en plein cœur du Quartier Politique de la Ville (QPV), à la Maison de la Solidarité, de l'emploi et de la famille.

Une référente « emploi » (1 ETP) assure l'accompagnement régulier des bénéficiaires.

Cela représente en 2016 un suivi auprès de 80 personnes : 44 femmes et 36 hommes, chiffre en légère diminution par rapport à 2015 du fait de la vacance du poste pendant quelques semaines.

A cela s'ajoutent différents temps de travail avec de nombreux partenaires réunis dans diverses instances : - 20 réunions de partenaires ont été mises en place tout au long de l'année au rythme de 2 par mois (11 Carrefour jeunes pour public 16/25 ans et 9 Carrefours des partenaires pour public adulte). Ces "Carrefours" spécialisés dans l'insertion professionnelle, permettent aux professionnels de connaître des dispositifs et des structures et de chercher à plusieurs des solutions pour les situations individuelles.

Exemple de structures partenaires : Mission Locale, Inserstaté, SAT le Robec, Le SAIS, Pôle Emploi, AID 76, Solidarités Textiles, Emergences, le Bon Créneau, l'UDAF, Aux Fils Conducteurs, Relais Horizon Emploi...

L'action décrite ci-dessous se déroule à la Maison de la Solidarité, de l'emploi et de la famille (MSE).

La MSE est une structure partenariale d'accueil et d'accompagnement pour les demandeurs d'emploi habitant Darnétal, domicilié en plein cœur du quartier prioritaire. Elle propose un ensemble de services destinés à aider les demandeurs d'emploi dans leur parcours de recherche d'emploi. Des associations et partenaires sont présents: PLIE, Relais Horizon Emploi, CAF, référent RSA du CCAS...

Ils fonctionnent en réseau, facilitant ainsi les démarches, et assurent des passerelles entre la formation et l'emploi, le suivi social, etc...

La référente Emploi insertion et coordinatrice du réseau, accueille sur rendez-vous les demandeurs d'emploi le matin, sur prescription Pôle Emploi ou par démarche spontanée. Les après-midis sont consacrés à la recherche d'informations et aux relations avec les partenaires.

La Maison de la Solidarité, de l'Emploi et de la Famille via le C.C.A.S. a signé début 2011 une nouvelle convention avec Pôle Emploi Darnétal afin d'associer leurs actions dans la lutte contre l'exclusion et pour l'insertion par l'emploi, et bénéficie à ce titre du savoir-faire et de l'aide précieuse d'Evelyne COCAGNE, Responsable de l'équipe sociale au Pôle Emploi de Darnétal, et Stéphane MARECHAL, Conseiller principal. Ladite convention permet au Pôle Emploi d'orienter vers la MSE. Des demandeurs éloignés de l'emploi et ayant des difficultés sociales à prendre en compte avant la reprise d'emploi. Le suivi est de 6 mois renouvelables.

1.6 Raccrochage : des partenaires et des outils

Depuis plusieurs années, la Ville de Darnétal dans le cadre du FIPDR organise un chantier jeune. L'évolution du cahier des charges du FIPDR nous a incité à quelques évolutions : les jeunes auxquels est proposé le chantier sont ciblés. Les chantiers s'inscrivent dans le cadre d'une action plus large intitulée « raccrochage : des partenaires et des outils » dans laquelle sont impliquées : la prévention spécialisée, la Mission Locale, l'Éducation Nationale et le CCAS de Darnétal.

L'action est coordonnée mensuellement grâce à une instance nommée « Carrefour Jeunes ».

L'action concerne des temps de rencontres collectifs pendant lesquels peuvent être travaillés les techniques de recherche d'emploi, la préparation au code de la route, des chantiers, des entretiens individuels. L'idée est de raccrocher les jeunes à un projet en mobilisant le droit commun.

Le groupe de jeunes est constitué à partir de la liste des décrocheurs communiquée par la Mission Locale (liste de jeunes décrocheurs : + de 16 ans sortis du système scolaire sans diplôme). Il est complété de jeunes qui n'ont pas de projet, qui n'adhèrent pas aux différents accompagnements qui leur sont proposés et/ou qui sont concernés par quelques passages à l'acte.

12 jeunes "décrochés" (dont 4 adolescentes) ont été en lien avec le dispositif :

- 6 sont intervenus en juillet pendant l'organisation des Fresques darnétalaises (spectacles historiques) et lors du repas des anciens du 14 juillet. Ce chantier consiste en de la manutention (montage de scène, mise en place de tables et chaises, de la lumière scène...
- 6 sont intervenus en septembre au moment de l'installation et du démontage du Festival Bd Normandibulles.

Les jeunes ont été assidus tout au long des différents chantiers ; forces d'initiatives, ils ont réussi à s'intégrer et échanger avec les agents.

Les accompagnements individuels ont été nombreux car chacun des jeunes a été reçu à la fréquence de 2 fois par mois ; et ceci sur la période de janvier à octobre.

2 Autres dispositifs

2.1 Actions du Pôle culture, jeunesse et sport de la Ville de Darnétal

2.1.1 Contrat local d'accompagnement à la scolarité (CLAS)

Il s'agit de proposer après le temps scolaire des activités ludiques favorisant la réussite éducative des enfants. L'encadrement et le suivi permettent de réinvestir des savoirs scolaires lors de ces activités ludiques : jeux de société, livres... sont notamment utilisés.

Les ateliers sont proposés dans toutes les écoles élémentaires de la commune. 180 enfants environ participent chaque jour et ce, trois fois par semaine.

A noter qu'une quarantaine d'enfants fréquentent le Clas sur l'école Ferry, école située dans le QPV.

2.1.2 *Sport's cool*

Sport's cool est une école du sport pour les 6-11 ans. Chaque mercredi, de 14 h 30 à 16 h et de septembre à juin, la Ville offre la possibilité aux enfants de s'initier à de nombreuses disciplines sportives différentes avec la découverte d'une famille sportive (sports de combat, de raquette, collectifs, ...) pendant un cycle de plusieurs semaines. Les activités se déroulent au gymnase Ferry (situé dans le QPV) ou au gymnase Pagnol, en deux groupes de tranches d'âge (6-7 ans et 8-11 ans). *Sport's cool* est l'une des composantes du dispositif Ludisport, co-financé par le Département de Seine-Maritime. Ce dernier permet, en plus de *Sport's cool*, de proposer dans le même esprit des activités physiques et sportives aux enfants à la fois sur le temps du midi et le soir dans le cadre de l'accueil périscolaire. Cette action est une offre à moindre coût pour les enfants et permet à ceux et celles qui ne peuvent pratiquer une activité sportive dans un club de profiter de la démarche municipale.

2.2 Prévention spécialisée

La Ville de Darnétal a signé une convention tripartite avec le Département et l'association APER relative à la mise en place des actions de Prévention spécialisée sur son territoire. Ces actions ont vocation à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion, la promotion sociale des jeunes et des familles dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale.

L'équipe est composée de 3 éducateurs, un chef de service et une secrétaire à mi-temps. Ils travaillent en respectant différents principes : libre-adhésion, anonymat, non mandat et non-institutionnalisation. L'équipe élabore des réponses en fonction des besoins qu'ils repèrent.

Les actions collectives sont des supports permettant d'entrer en contact avec les jeunes de 11 à 18 ans principalement et de créer une relation de confiance. Des accompagnements individuels peuvent ensuite en découler. L'APER est notamment partenaire dans des dispositifs communaux : CLSPD, carrefour des partenaires (emploi), 18/25, « Raccrochage : des partenaires et des outils ».

2.3 La vie dans les quartiers

2.3.1 L'adulte-relais

L'association ADDLR (Association de Défense des Locataires du Robec) a signé en avril 2013 une convention avec l'Etat concernant l'embauche d'un adulte-relais pour une durée de 3 ans.

Les missions de ces agents sont celles qui sont prévues par la circulaire DIV/DPT-IEDE n°2002-283 du 3 mai 2002 relative à la mise en œuvre du programme aux adultes-relais. Il s'agit de participer au renforcement du lien social sur le territoire de Darnétal et de concourir à la mise en œuvre des actions développées dans le cadre de la politique de la ville aux côtés des agents de la ville.

La Ville et l'ADDLR (Association de Défense des Locataires du Robec) ont signé une convention qui prévoit un financement municipal complémentaire à celui du CGET soit 20%.

Ce dispositif a été maintenu jusqu'en avril 2016, ensuite le poste a pu être pérennisé grâce au soutien financier de Logiseine (bailleur) dans le cadre de la convention d'exonération TFPB via l'action « bien vivre ensemble à Darnétal » et grâce au soutien de la Ville sur cette même action.

2.3.2 Le conseil citoyen

Dans le cadre du Contrat de Ville, un Conseil citoyen est mis en place pour le quartier du Robec. Son objectif est de faire le bilan de l'existant et proposer des actions pour répondre aux besoins non satisfaits du quartier. Les membres sont des habitants qui se sont portés candidat, des associations et des acteurs sociaux. Ils agissent en indépendance vis-à-vis de la mairie.

A l'heure actuelle, 8 conseillers représentent le quartier du Parc du Robec.

2.3.3 La Brigade citoyenne

4 médiateurs sont en charge de missions vastes et variées. Ils sont présents dans un cadre préventif et sécuritaire à l'entrée et sortie d'établissements scolaires (élémentaires et collèges) et des aires de jeux, ils ilotent en équipe de 2 dans tous les quartiers de la ville allant à la rencontre des habitants et des personnes isolées. Ils couvrent une plage horaire d'intervention allant de 8h30 à 18h15 sur la période hivernale et 9h à 18h45 sur la période estivale.

Ils participent également à la vie municipale en étant présents lors des manifestations municipales.

En uniforme, ils sont facilement reconnaissables et leur existence est gage de sentiment de sécurité pour tous, ceci dans l'idée plus large d'améliorer le cadre de vie des darnétalais tout en étant à proximité des inquiétudes de chacun.

Ils ont la lourde tâche d'indiquer les incivilités malheureusement courantes : stationnement gênant ou dangereux, jets de poubelle par les fenêtres, jeux dangereux ou inappropriés sur la voie publique...

Pour autant, ils n'interviennent pas dans un cadre répressif, leur action est véritablement tournée vers la médiation, l'arbitrage, la conciliation pour une vie meilleure à Darnétal.

Depuis le 13 février 2017, la Brigade citoyenne est constituée de 4 médiateurs.

D) ELBEUF

La loi du 21 février 2014 sur la programmation pour la ville et la cohésion urbaine permet de mettre en œuvre la réforme de la politique de la ville entamée en 2013 qui a pour objet à la fois la simplification et le renforcement des moyens en direction des quartiers prioritaires.

Prenant effet en 2015 jusqu'en 2020, elle revoit en profondeur les instruments de la politique de la ville en inscrivant pour la première fois le principe fondamental de co-construction de la Politique de la Ville avec les habitants, en redéfinissant les quartiers prioritaires à partir d'un critère unique, en instaurant un contrat urbain global, et en engageant une nouvelle étape de rénovation urbaine indissociable du volet social.

La ville d'Elbeuf sur Seine s'est engagée dans ce nouveau contrat de ville afin de continuer à œuvrer quotidiennement pour renforcer la cohésion sociale sur son territoire et développer des actions citoyennes auprès des habitants du quartier prioritaire « Centre ville ».

Tout d'abord, une politique éducative volontariste est menée pour accompagner les jeunes tout au long de leur scolarité : mise en place des rythmes scolaires, Programme de réussite éducative (PRE), accompagnement scolaire (ASCO), Contrats partenaires jeunes (CPJ), niveau élevé d'équipements informatiques dans les écoles, prévention, médiation, Elbeuf est sur tous les fronts pour éviter le décrochage scolaire et favoriser la réussite scolaire. Education, Culture, Sport, Associations, tous les leviers sont mobilisés par la commune pour favoriser la cohésion sociale et permettre aux habitants d'accéder au plus grand nombre de services en luttant contre l'exclusion. C'est un investissement à long terme afin de faire bouger les lignes et faire évoluer les indicateurs sociaux. C'est pourquoi ces efforts qui s'inscrivent dans la durée nécessitent la mobilisation de tous les acteurs publics.

L'accent est également porté sur renouvellement urbain en centre ancien, zone dont l'habitat est particulièrement dégradé et rend les conditions de vie des habitants inconfortables et précaires. Le secteur « République », situé au cœur du quartier politique de la ville « centre ville », en frange du quartier du Puchot qui a fait l'objet d'une convention avec l'ANRU signée en mai 2005 et dont le projet est aujourd'hui achevé, est plus particulièrement ciblé car il présente les caractéristiques suivantes :

- Il constitue l'un des sites principaux de la démarche active de valorisation du territoire dans le cadre de la requalification de l'axe marchand République Martyrs, colonne vertébrale de la Ville ;
- Il s'agit de l'un des quatre macro-îlots de restauration immobilière repérés comme secteur à enjeux dans le cadre de la rénovation du centre ancien.

Il regroupe plus de deux cents logements sociaux n'ayant fait l'objet d'aucune opération globale de rénovation depuis plus de dix ans. En complément, la Gestion urbaine de proximité (GUP) est une démarche active qui permet d'améliorer le cadre de vie des habitants du quartier prioritaire.

La sécurité et la tranquillité publique sont également une préoccupation de la Ville en lien avec la Préfecture et la Police Nationale pour offrir un environnement serein aux habitants du quartier prioritaire. Un CLSPD (Contrat local de sécurité et de prévention de la délinquance) a été mis en place le 21 octobre 2013 et un projet de CISPD (Contrat intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance) est à l'étude. Dans ce cadre, un ensemble d'actions ciblées a été élaboré afin de prévenir la délinquance en coordonnant tous les partenaires publics et privés pour qu'ils agissent de concert pour lutter efficacement contre les incivilités et les actes de délinquance qui altèrent la qualité de vie des habitants.

La cohésion sociale est au cœur de l'action impulsée par le biais du contrat de ville à la fois comme moyen et comme objectif. Les valeurs républicaines de laïcité, fraternité et d'égalité permettent de fédérer les citoyens autour de projets communs ayant pour objet d'améliorer leur qualité de vie. Il s'agit en effet :

- de mobiliser les habitants par la médiation, la concertation et l'implication citoyenne notamment par le biais du conseil citoyen afin qu'ils soient acteurs de leur quartier et de leur avenir ;

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

- de renouer les liens entre les habitants et les institutions en renforçant l'accès au droit, au Sport et à la Culture, en faisant la promotion de la Santé, en offrant un accompagnement social adapté, en luttant contre les discriminations et en améliorant l'égalité Homme – Femme.

Enfin, il est essentiel d'agir aux côtés des partenaires dont c'est la compétence pour activer le levier de l'économie et de l'insertion afin de permettre aux habitants du quartier prioritaire d'accéder à l'emploi et d'améliorer leur niveau de revenu.

PRESENTATION DU QUARTIER PRIORITAIRE

Le quartier prioritaire « centre ville » est constitué du territoire de l'ancienne ZUS et d'une partie du centre ville ancien.

La Zone Urbaine Sensible (ZUS) d'Elbeuf sur Seine présentait la particularité d'être située sur les franges du centre ville et à lui seul le quartier du Puchot représente environ 10% de la surface du centre ville dense. La majeure partie de la ZUS a fait l'objet de projets urbains d'envergure au travers l'ORU pour les Mesliers Mont Duve et du PRU pour le quartier du Puchot.

Ces ensembles monofonctionnels (logements) avec un bon niveau d'équipements présentent donc une physionomie renouvelée, l'enjeu consiste donc à y pérenniser les investissements consentis.

Par contraste, le centre ville ancien composé d'un patrimoine architectural important présentant des immeubles à pans de bois, des immeubles avec des greniers-étentes et d'anciennes manufactures se caractérise par des réhabilitations malmenées, un bâti abandonné, des cœurs d'îlots imperméables et des espaces publics peu qualifiants.

L'inégale vitesse d'évolution entre la morphologie urbaine et son contenu social et économique ainsi que la fragilité croissante des propriétaires ont créé des conditions de la paupérisation du secteur : il convient donc d'intervenir globalement sur ce secteur pour créer les conditions nécessaires à son attractivité.

PROGRAMMATION 2016

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Association Anim'Elbeuf: Construire sa citoyenneté	Encourager le développement d'une culture de l'égalité et de la non-discrimination	<ul style="list-style-type: none"> Eduquer activement aux valeurs et aux principes d'une citoyenneté démocratique et solidaire Développer la participation des jeunes et mettre au cœur des structures collectives l'éthique de la solidarité et de la laïcité Former 10 animateurs afin de tenir un discours commun aux jeunes 	6-11 ans : 108 12-15 ans : 12 18 ans : 8 <u>Total : 128</u> Dont 59 femmes (46%) Dont 128 issu-e-s du QPV (100%)	1 professionnel-le (0,18 ETP) 10 animateurs (valorisation)	Vente de produits: 108 € CGET: 5 694 € (6 000 €) Elbeuf: 6 400 € <u>Total: 12 202 €</u> <i>Contributions volontaires en nature:</i> 2 452 €
Ville d'Elbeuf: Lutte contre les discriminations et violences sexistes	Encourager le développement d'une culture de l'égalité et de la non-discrimination	Sensibiliser filles et garçons, hommes et femmes, à l'égalité des droits et au respect mutuel pour permettre de dépasser les freins liés au sexisme	16-17 ans : 249 18-25 ans : 44 26-49 ans : 408 50-64 ans : 30 65-74 ans: 25 <u>Total : 756</u> Dont 378 issu-e-s du QPV (50%) Dont 453 femmes (60%)	1 professionnelle (1 ETP sur 2 mois)	CGET: 5 000 € Elbeuf: 8 517 € <u>Total: 13 517 €</u>
Association MJC Région d'Elbeuf: Accompagnement à la scolarité	Lutter contre le décrochage scolaire	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des éléments de méthodes nécessaires aux apprentissages scolaires et favoriser leur motivation Développer leurs capacités d'expression et leur ouverture culturelle Leur faire acquérir les règles primordiales de la vie en groupe Accompagner les parents dans leur rôle éducatif 	6-11 ans : 158 12-15 ans : 63 16-17 ans : 7 <u>Total : 228</u> Dont 56% issu-e-s des QPV Dont 141 femmes (62%)	4,07 ETP (dont 3 services civiques; qualifications non renseignées) + bénévoles	Produits & services: 25 480 € DRJSCS: 3 025 € CGET: 58 044 € Elbeuf: 52 983 € CAF: 2 247 € ASP: 26 347 € Autres: 4 581 € <u>Total: 172 707 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
CCAS d'Elbeuf: Programme de réussite éducative (PRE) Elbeuf/Cléon/ St-Aubin/ Caudebec	Lutter contre le décrochage scolaire	Rendre effective la réussite scolaire des enfants et adolescents en situation de fragilité en leur proposant un parcours individuel composé d'actions scolaires, éducatives, sportives, culturelles, sanitaires ou sociales adaptées aux difficultés mais aussi aux atouts dont l'enfant et/ou le jeune font preuve.	3-5 ans : 4 6-11 ans : 93 12-15 ans : 85 <u>Total : 182</u> Dont 127 issu-e-s des QPV (70%) Dont 69 femmes (38%)	<ul style="list-style-type: none"> • 8 professionnel-le-s (3 ETP): coordinatrice, référente de parcours, secrétaire, 13 vacataires (1 psychologue, 12 intervenants réussite éducative) • Des référents de parcours bénévoles ou salariés de structures partenaires 	CGET : 49 160 € Dont 14 560 € pris sur l'enveloppe dédiée à Cléon/St-Aubin MRN (PDLV): 37 840 € Dont 13 440 € pris sur l'enveloppe dédiée à Cléon/St-Aubin Elbeuf: 76 840 € Aides privées: 442 € <u>Total: 184 600 €</u>
Ville d'Elbeuf: Maison de la Justice et du Droit	Garantir la qualité des permanences d'accès au droit	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la connaissance des droits en général et la possibilité de donner une suite (judiciaire ou non) aux différentes demandes • Renforcer l'autonomie du public dans la recherche d'informations sur ses droits et devoirs 	16-17 ans: 40 18-25 ans : 599 26-49 ans : 2 216 50-64 ans : 2 821 plus de 65 ans: 1 270 <u>Total : 6 946</u> Dont 75% issu-e-s des QPV	2 personnes = 1,3 équivalents temps plein	MRN (PDLV): 12 500 € Elbeuf: 103 246 € <u>Total: 115 746 €</u>
Association Centre Social du Puchot: Accompagnement éducatif et budgétaire	Rendre les dispositifs existants d'accès aux droits plus accessibles	Lutter contre l'exclusion des personnes éloignées des démarches administratives : <ul style="list-style-type: none"> - Aider au traitement des dettes afin de rétablir un équilibre budgétaire - Apporter un soutien dans l'organisation du budget - Favoriser l'accès aux droits - Utiliser des bornes informatiques 	18-25 ans : 7 26-49 ans : 74 50-64 ans : 85 plus de 65 : 24 <u>Total : 190</u> Dont 110 issu-e-s des QPV (58%) Dont 147 femmes (77%)	2 conseillères en économie sociale et familiale (1 ETP)	Vente produits & services: 13 280 € CGET: 14 592 € Etat (FONJEP): 2 010 € Département: 16 366 € Elbeuf: 16 000 € <u>Total: 62 248 €</u> <i>Contributions volontaires en nature: 3 861 €</i>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
CCAS d'Elbeuf: Lieu d'accueil enfants parents (LAEP)	Promouvoir la santé des 0-25 ans	Renforcer les compétences parentales et sociales des parents, en particulier les plus fragilisés et/ou isolés	2 ans : 43 3-5 ans : 6 6-11 ans : 2 18-25 ans : 4 (parents) Plus de 25 ans : 50 (parents) <u>Total : 101 personnes</u> 91 issu-e-s du QPV (90%) Dont 53 femmes (52%)	3 professionnel-le-s (0,3 ETP) Dont 2 CUI	CGET: 9 694 € Elbeuf (Ville): 1 842 € CAF: 4 444 € <u>Total: 15 980 €</u>
Association Centre Social du Puchot: Ma santé, j'en prends soin	Faciliter l'accès aux soins	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter l'accès aux soins et aux dispositifs de santé. Pour le groupe d'habitants : <ul style="list-style-type: none"> - acquérir de nouvelles connaissances - modifier les comportements face à leur propre santé - améliorer l'accès aux soins (prise de RDV, dépistages...). 	3-5 ans : 315 6-11 ans : 108 26-49 ans : 22 50-64 ans : 32 plus de 65 ans : 23 âge inconnu : 12 <u>Total : 512</u> Dont 387 issu-e-s des QPV (75%) Dont 352 femmes (69%)	2 professionnel-le-s (0,75 ETP) Des intervenants extérieurs	CGET: 5 000 € ARS: 17 000 € Département: 2 792 € Elbeuf: 10 000 € CAF: 12 500 € <u>Total: 47 292 €</u>
Association Ensemble: Relais d'aide et d'écoute psychologique (RAEP)	Faciliter l'accès aux soins	Favoriser le mieux-être en proposant quatre types d'accompagnement : <ul style="list-style-type: none"> - suivi psychologique, - coaching professionnel, - suivi socio-esthétique, - et accompagnement social lié à la santé. 	<u>26-64 ans : 64</u> Dont 28 issu-e-s des QPV (61%) Dont 46 femmes (72%)	4 professionnel-le-s (3 ETP): psychologue, socioesthéticienne, CESF = 2,6 ETP fonction support = 0,4 ETP	CGET: 6 694 € Département: 39 000 € ARS: 32 000 € FSE: 66 670 € <u>Total: 144 354 €</u>
CCAS d'Elbeuf: Atelier santé ville (ASV) Elbeuf/Cléon/ St-Aubin-lès-Elbeuf	Mieux intégrer la dimension santé dans les politiques publiques	Améliorer la santé des habitants en favorisant leur participation et en agissant avec l'ensemble des professionnel-le-s du territoire sur les déterminants sociaux de santé (cadre de vie, offres et accès aux droits, aux soins et à la prévention, comportements individuels et collectifs)	professionnel-le-s, réflexion sur la participation des habitant-e-s	1 coordinatrice	CGET (enveloppe Elbeuf): 5 000 € CGET (env. Cléon/St-Aub.): 5 006 € MRN (env. Elbeuf): 11 600 € Elbeuf (Ville): 5 967 € Elbeuf (CCAS): 5 968 € ARS: 10 715 € <u>Total: 44 256 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Association Centre Social du Puchot: Implication citoyenne (réseau d'échanges réciproques de savoirs)	Favoriser l'accès à la culture	<ul style="list-style-type: none"> Permettre aux habitants de se mobiliser et de s'investir dans la vie du centre social Soutenir et promouvoir la dynamique du Réseau d'Échanges Réciproques de Savoirs, quel que soit l'âge Favoriser la pratique culturelle, développer l'appropriation par les habitants des équipements culturels et de loisirs du quartier et de la ville Favoriser et comprendre le multiculturalisme 	18-25 ans : 3 26-44 ans : 50 45-49 ans : 17 50-64 ans : 64 65-74 ans : 31 plus de 75 ans : 9 âges inconnus : 35 <u>Total : 209</u> Dont 166 issu-e-s des QPV (79%) Dont 178 femmes (85%)	4 professionnel-le-s (0,68 ETP) 33 bénévoles	Vente produits: 21 453 € CGET: 10 092 € Etat (FONJEP): 7 327 € Département: 0 € Elbeuf: 8 050 € CAF (fonctionnement): 10 000 € ASP: 1 888 € <u>Total: 58 810 €</u> <i>Contributions volontaires en nature: 3 653 €</i>
Association MJC Région d'Elbeuf: Les petits génies	Favoriser l'accès à la culture	<ul style="list-style-type: none"> Permettre l'accès à la culture scientifique, technique, numérique et environnementale Contribuer à la réussite éducative Inciter les filles à s'intéresser aux sciences Faire se rencontrer les habitants d'un même territoire lors d'animations 	3-5 ans : 111 6-11 ans : 189 12-17 ans : 117 18-25 ans : 43 26-44 ans : 184 plus de 50 ans : 113 <u>Total : 757</u> Dont 757 issu-e-s des QPV (100%) Dont 377 femmes (50%)	1 coordinateur animateurs spécialisés (sciences, environnement...) Etudiants bénévoles de l'INSA Bénévoles de la MJC Contrats étudiants Services civiques	CGET: 7 119 € DRJSCS: 658 € Elbeuf: 18 012 € CAF: 488 € ASP: 9 412 € Aides privées: 1 000 € Autres: 994 € <u>Total: 37 683 €</u>
Ville d'Elbeuf: Médiation culturelle et insertion à la Péniche	Favoriser l'accès à la culture	Accueillir et accompagner, notamment en matière d'accès à la culture mais aussi d'insertion sociale et économique, certains jeunes en rupture avec les institutions	16-17 ans : 24 18-25 ans : 113 26-44 ans : 17 <u>Total : 154</u> dont 29 femmes (19 %) dont 100% issu-e-s du QPV	4 personnes = 3,3 équivalent temps plein	Vente produits & services: 1 500 € CGET: 22 285 € (22 535 € prévus) Report 2015: 45 215 € <u>Total: 69 000 €</u> <i>Contributions volontaires en nature: 27 324 €</i>
Association Anim'Elbeuf: 100% filles	Favoriser l'accès aux sports et aux loisirs	Attirer et fidéliser le public féminin en luttant contre les inégalités d'accès à la pratique d'activités sportives	Une dizaine de filles 100% issu-e-s du QPV	2 professionnel-le-s (0,17 ETP sur 2 mois)	CNDS: 3 000 €

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Ville d'Elbeuf: Participation citoyenne	Participation citoyenne	Faire participer les habitants à la vie de la cité (activités associatives, sportives, culturelles, etc.) en leur permettant de monter des projets dans ces domaines pour se les approprier, mobiliser leurs voisins et amis et devenir acteurs citoyens	18-25 ans : 24 26-44 ans : 39 45-49 ans : 10 50-64 ans : 21 <u>Total : 94</u> Dont 56 femmes (60%) Dont 80 % issu-e-s du QPV	2 personnes = 0,25 équivalent temps plein	CGET: 17 585 € Elbeuf: 9 806 € <u>Total: 27 391 €</u>
Association Anim'Elbeuf: Favoriser l'insertion des jeunes	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Développer l'information autour de la formation et l'emploi, dans le cadre du bureau information jeunesse (BIJ) situé au cours Carnot • Eduquer les jeunes à l'information au moyen des nouvelles technologies 	242 jeunes Dont 116 femmes (38%) Dont 194 issu-e-s du QPV (80%)	1 professionnel-le (0,3 ETP)	Vente de produits: 540 € CGET: 11 694 € Elbeuf: 15 372 € <u>Total: 27 606 €</u> <i>Contributions volontaires en nature: 4 904 €</i>
CCAS d'Elbeuf: Chargé d'accueil de proximité	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	Accompagner les publics les plus en difficulté, et éloignés de l'emploi, vers les structures adaptées	18-25 ans : 71 26-44 ans : 51 45-49 ans : 75 <u>Total : 197</u> Dont 177 issu-e-s des QPV (90%) Dont 76 femmes (39%)	1 professionnelle (1 ETP)	MRN (PDLV): 10 000 € Elbeuf (CCAS): 21 469 € <u>Total: 31 469 €</u>
Ville d'Elbeuf: Clés de l'emploi	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Proposer des parcours d'insertion individualisé • Accompagner plus spécifiquement la recherche d'emploi des jeunes, des femmes et des seniors • Garantir la qualité de l'accueil de proximité et restaurer la confiance dans les institutions 	18-30 ans : 126 30-50 ans : 134 plus de 50 ans : 44 <u>Total : 304</u> Dont 182 issu-e-s du QPV (60%) Dont 161 femmes (53%)	2 professionnelles (2 ETP sur un mois)	CGET: 5 000 € Elbeuf: 10 689 € <u>Total: 15 689 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Association Centre Social du Puchot: Accompagnement et médiation sociale et culturelle	Améliorer la qualification et les compétences des publics	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'accès aux droits pour les personnes étrangères maîtrisant mal la langue française • Améliorer la connaissance des cultures différentes • Accompagner les jeunes en facilitant les relations avec le milieu scolaire et leur famille 	12-15 ans : 33 18-25 ans : 11 26-49 ans : 103 50-64 ans : 73 plus de 65 : 28 âge inconnu : 27 <u>Total : 275</u> Dont 224 issu-e-s des QPV (81%) Dont 178 femmes (65%)	2 professionnel-le-s (1,75 ETP) : 2 médiatrices	Vente de produits: 12 569 € CGET: 14 592 € Etat (FONJEP): 2 024 € ASP (adulte-relais): 13 216 € Département: 5 094 € Elbeuf: 14 900 € Aides privées (La Poste): 13 300 € <u>Total: 75 695 €</u>
Association MJC Région d'Elbeuf: Ateliers de savoirs socio-linguistiques	Améliorer la qualification et les compétences des publics	<ul style="list-style-type: none"> • Lutter contre l'isolement, les préjugés et discriminations. • Permettre une maîtrise de la lecture, de l'écriture et du français. • Sensibiliser aux valeurs républicaines, aux codes sociaux et à l'environnement professionnel. • Accompagner les apprenants vers l'accès au droit, développer leur autonomie dans la vie quotidienne et les accompagner vers la formation et l'emploi. 	16-17 ans : 3 18-25 ans : 15 26-49 ans : 79 50-64 ans : 19 plus de 65 ans : 5 <u>Total : 121</u> Dont 71 femmes (59%) Dont 121 issu-e-s des QPV (100%) + 55 issus des territoires de veille	4 professionnel-le-s (1,08 ETP) 15 bénévoles (1,37 ETP) 48 h de cours par semaine	Produits & services: 1 863 € CGET: 22 829 € DRJSCS: 923 € Elbeuf: 23 966 € CAF: 685 € ASP: 1 196 € Autres produits: 1 397 € <u>Total: 52 859 €</u>
Sous-total Elbeuf		<u>Pour mémoire en 2015 :</u> CGET = 281 220 € + Part CGET de Cléon/St-Aubin affectée au PRE et à l'ASV = 19 566 € Métropole = 71 940 € + Part MRN de Cléon/St-Aubin affectée à l'ASV = 13 440 €			<u>En 2016 :</u> CGET: 270 324 € + Part CGET de Cléon/St-Aubin affectée au PRE et à l'ASV = 19 566 € MRN: 71 940 € + Part MRN de Cléon/St-Aubin affectée à l'ASV = 13 440 €

Synthèse de l'utilisation de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) :

En 2016, la Dotation de solidarité urbaine attribuée à la ville d'Elbeuf s'élevait à 3 129 449 €.

Aménagement quartier Blin (ANRU)
Aménagement cœur de quartier du Puchot (ANRU)
Construction centre multi accueil (ANRU)
Aménagement des extérieurs du Parc Saint Cyr (ANRU)
Subventions versées aux propriétaires - campagne de ravalement de façades
Subventions versées aux propriétaires - vitrine commerciale
Subventions versées aux propriétaires - logements OPAH
PAVE - Travaux de mise en accessibilité
Achat d'une balayeuse et moto à déjection canine
Aménagement aire de jeux - jardin Youinou
Aménagement jardin R. Youinou : clôture, main courante murs etc
Réfection du city stade du Parc Maubec
Réfection de la cour de l'école Brassens
Travaux maçonnerie sur mur - Résidence du Sud
Vidéoprotection
Travaux de désamiantage - HDV écoles Prévert et Brassens
Mise en conformité de la hotte de la cuisine Mouchel
Salle de sport du Buquet - remplacement des polycarbonates
Jeunesse : 50 % de la subvention à Anim'Elbeuf (centres de loisirs, secteur jeunes)
Culture/manifestations : voyage et sorties seniors, Seine d'été, Elbeuf à la page, Elbeuf sur fête
CCAS : crèche, action sociale
Education : classes de découvertes
Achat de foncier sur Saint Amand avec terrain et voirie
Achat de PDA et logiciels de la Police Municipale

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

En 2016, les actions suivantes ont été financées grâce à la Dotation Politique de la ville (DPV, ex-DDU) pour un montant total de 1 398 462 € :

Projet concerné	Coût en euros
Rénovation de la médiathèque (DDU)	286 433
Gymnase de la Cerisaie et aménagements extérieurs (DDU)	1 091 927
Aménagement plateforme Cours Carnot (DDU)	13 160
Aménagement ancien lavoir salle Poussin (DDU)	6 942
TOTAL	1 398 462

Actions financées au titre du CIEC en 2016 :

Actions	Coût en euros
FDPH	1 000
PRE REP+ collège Mandela	6 822
TOTAL	7 822

E) GRAND-COURONNE

Quartier prioritaire des Bouttières.

Ce quartier est composé principalement d'immeubles avec 2 bailleurs sociaux :

- Dialogue avec 45 appartements dans un immeuble et 27 maisons individuelles ;
- et Habitat 76 avec 485 logements dans des immeubles.

Ce quartier dispose d'un groupe scolaire, une école maternelle avec 3 classes, une école élémentaire avec 7 classes et un collège classé en R.E.P.

En termes d'équipements, la Ville dispose d'une salle de sport, de terrains multisports, d'un espace où sont installés une antenne C.A.F., une permanence enfants-parents avec le Département et une salle d'activité ou de location pour les associations.

Est présent également un Centre Commercial avec plusieurs magasins (boucher, pizzeria, Dia, librairie, tabac, boulangerie, pharmacie, coiffeur).

En 2015, l'ouverture de la ludothèque dans ce quartier a apporté une vie sociale plus intense avec une fréquentation plus importante.

Un espace est mis à disposition gracieusement par la Ville pour accueillir l'association de prévention spécialisée.

Le quartier est assez éloigné du centre-ville et peut nécessiter de prendre les transports en commun pour se rendre au centre.

Quartier prioritaire Diderot – Mesliers.

Ce quartier est composé principalement avec 2 bailleurs sociaux, Logiseine avec 287 logements en appartement et 33 en maison individuelle et Logirep avec 111 logements. Un groupe scolaire avec une école maternelle de 9 classes et une école élémentaire de 10 classes ainsi qu'un collège qui jusqu'en 2015 étaient reconnus R.E.P.

En termes d'équipements, des terrains multisports sont implantés dans chaque quartier et la Bibliothèque – Médiathèque et le C.R.D. sont à proximité surtout pour les immeubles du Parc Diderot. Ces quartiers sont assez proches du Centre Ville.

Chaque quartier a son Conseil Citoyen qui s'est mis en place fin 2015.

PROGRAMMATION 2016

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Ville de Grand-Couronne: Ludothèque	Encourager le développement d'une culture de l'égalité et de la non-discrimination	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser les échanges sociaux, culturels, et intergénérationnels autour du jeu de société. Permettre, par une communication bienveillante d'aider le public à accepter l'autre et ses différences. Améliorer les relations parents/ enfants à travers le partage d'une activité. 	<p>Non inscrits : 5 430 (flux) 2-11 ans : 3 547 (65%) 12-25 ans : 1 090 (20%) 26-49 ans : 679 (12%) 50-69 ans : 114 (2%) Dont 47% de femmes Dont 70% issu-e-s des QPV</p> <p>Inscrits : 294 Dont 195 femmes (66%) Dont 50 issu-e-s des QPV (17%)</p>	4 professionnel-le-s (1,5 ETP)	CGET: 20 500 € DRAC: 2 035 € Grand-Couronne: 37 465 € <u>Total: 60 000 €</u>
Ville de Grand-Couronne: Lutte contre le décrochage scolaire & soutien à la parentalité	Lutter contre le décrochage scolaire	Mener un travail de partenariat avec les établissements scolaires de niveau primaire et secondaire, les acteurs sociaux, les associations et les familles afin d'accompagner le jeune en prévision d'un retour en classe ou d'une réorientation vers une formation plus adaptée à la situation générale de l'élève	6-11 ans : 26 12-15 ans : 53 16-17 ans : 6 18-25 ans : 5 <u>Total : 90</u> Dont 44 femmes (47%) Dont 90 issu-e-s du QPV (100%)	4 professionnel-le-s (0,5 ETP)	CGET: 16 548 € Grand-Couronne: 4 859 € <u>Total: 21 407 €</u>
Ville de Grand-Couronne: Coordinateur de projets liés à l'insertion socio-professionnelle et la prévention santé	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<ul style="list-style-type: none"> Identifier les besoins des publics en difficultés, Mettre en œuvre des actions, en étroite collaboration avec le service Prévention, le CCAS, l'épicerie sociale et les partenaires (Pôle emploi, Mission locale, CAPS Prévention et Formation, CMS...) 	12-15 ans : 69 16-25 ans : 91 26-49 ans: 194 50-59 ans: 33 60 ans et plus : 6 <u>Total : 393</u> Dont 252 femmes (64%) Dont 314 issu-e-s du QPV (80%)	1 ETP	CGET: 13 730 € MRN (PDLV): 23 980 € Grand-Couronne: 7 970 € <u>Total: 45 680 €</u>
Ville de Grand-Couronne: Atelier de vie quotidienne et de communication	Améliorer la qualification et les compétences	Réussir l'insertion socio-professionnelle du public.	18-25 ans : 6 26-49 ans : 17 50-59 ans : 5 <u>Total : 28</u> Dont 28 femmes (100%) Dont 22 issu-e-s du QPV (80%)	1 ETP	CGET: 20 000 € Grand-Couronne: 14 450 € <u>Total: 34 450 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Ville de Grand-Couronne: Participation citoyenne	Participation citoyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Impliquer les habitants dans un évènement festif et convivial autour d'animations culturelles éducatives et sociales proposées à tous les habitants gratuitement. • Créer ou renforcer les liens entre les habitants et les travailleurs sociaux / partenaires sociaux. 	2-5 ans : 37 6-11 ans : 76 12-15 ans : 33 16-25 ans : 49 26-49 ans : 62 50-59 ans : 13 <u>Total : 270</u> Dont 169 femmes (63%)		CGET: 19 330 € Grand-Couronne: 7 570 € <u>Total: 26 900 €</u>
Grand-Couronne		<u>Pour mémoire en 2015 :</u> CGET = 93 740 € Métropole = 23 980 €			<u>Sous-total 2016 :</u> CGET: 90 108 € MRN: 23 980 €

B) SYNTHÈSE DES ACTIONS FINANÇÉES PAR LA DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE (D.S.U.)

En complément des financements liés au contrat de ville, la commune de Grand-Couronne a perçu la dotation de solidarité urbaine en 2016 à hauteur de 264 225 euros.

Cela a permis de financer l'ensemble des travaux réalisés sur les bâtiments implantés dans ces quartiers, auxquels s'ajoute le personnel affecté dans les écoles pour des actions spécifiques.

F) MAROMME

La Ville de Maromme a depuis plusieurs années fait le constat de la nécessité d'une intervention importante de rénovation urbaine sur le quartier de Binche qui concentre certaines difficultés d'ordre social et urbain.

Elle a engagé une dynamique de projets à l'égard de ce quartier, animée par 3 principes :

- développer l'attractivité du quartier à travers un changement d'image,
- assurer l'équité de traitement du quartier par rapport aux autres quartiers de la Ville : le quartier de Binche n'a pas été oublié dans les différents projets,
- aboutir à un équilibre de la population du quartier.

Ainsi, en 2012 la Ville a lancé le signal de la rénovation de ce secteur de la ville par la réhabilitation de l'ancienne école Fouquet désaffectée pour la transformer en Maison Municipale Des Associations qui accueille multiples associations dans des locaux permanents ou partagés, et mis à disposition ; l'implantation de la plus grande aire de jeux auprès de la MMDA à proximité du stade et l'école maternelle et élémentaire Delbos.

A partir de ce constat la Ville se rapproche du bailleur social Dialogue, soucieux de redynamiser la faible attractivité de ses immeubles, pour travailler à l'élaboration d'un projet de renouvellement de ce quartier.

Il s'agit de redonner un signal qualitatif à un ensemble qui aujourd'hui relève de la géographie prioritaire.

Même si offrir un nouveau cadre de vie aux habitants du quartier de Binche reste important, la ville de Maromme souhaite développer des actions afin de permettre la réussite éducative pour tous, l'accès à la culture et au sport pour tous, développer la citoyenneté, participer à la prévention de la santé et à l'accompagnement vers l'emploi.

Ainsi, la ville envisage d'orienter sa politique publique autour de 3 axes principaux du contrat de ville :

- la cohésion sociale
- le cadre de vie
- l'accompagnement vers l'emploi

Dans le cadre de la programmation politique de la ville 2016, 5 orientations ont été retenues :

- la communication humaine de proximité sur les dispositifs
- la synergie des acteurs
- le soutien à la parentalité
- la lutte contre le décrochage scolaire et l'orientation des post 3^{ème}
- le développement d'un volet santé

Le recrutement d'un référent coordonnateur de la réussite éducative recruté en novembre 2015 a permis de présenter aux différents professionnels partenaires potentiels la stratégie de la commune et de constituer un réseau sur lequel s'appuieront les futurs accompagnements individualisés.

L'accompagnement vers l'emploi a été initié en novembre 2015 par la mise en place d'une action « aide au financement du permis de conduire », reconduite en 2016.

PROGRAMMATION 2016

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Association APMAR: Club de langue et d'ouverture culturelle	Lutter contre le décrochage scolaire	Accompagner sur le plan scolaire, social et culturel dans le cadre du Dispositif de Réussite Educative : - Soutenir et valoriser les compétences des enfants - Tisser du lien social et favoriser la relation de confiance, aussi bien avec les enfants qu'avec leurs parents	<u>6-11 ans : 5</u> Dont 5 issu-e-s du QPV (100%) Dont 3 femmes (60%)	1 animateur Français Langue Etrangère	CGET: 6 346 € Fonds propres: 866 € <u>Total: 7 212 €</u>
CCAS de Maromme: Coordination réussite éducative	Lutter contre le décrochage scolaire	<ul style="list-style-type: none"> Accompagner les enfants qui présentent des signes de fragilité ou qui ne bénéficient pas d'un environnement social, familial et culture favorable à leur développement harmonieux. Mettre en place des parcours individualisés de réussite éducative en lien avec les familles, dans le cadre d'une approche pluridisciplinaire 	3-5 ans : 2 6-11 ans : 16 12-15 ans : 3 <u>Total : 21</u> Dont 12 issu-e-s du QPV (57%) Dont 8 femmes (38%)	1 agent contractuel de catégorie B, formation Assistante sociale (0,5 ETP)	MRN (PDLV): 15 730 € Maromme: 3 933 € <u>Total: 19 663 €</u>
Association Théâtre et différences: Un conte urbain	Favoriser l'accès à la culture	<ul style="list-style-type: none"> Permettre la découverte et l'accès des habitants à la culture (théâtre et musique) Permettre la mixité et l'inclusion par la création de lien social 	6-11 ans : 16 16-25 ans : 8 26-39 ans : 9 40-59 ans : 1 <u>Total : 34</u> dont 29 femmes (88%) dont 31 issus du QPV (91%)	9 professionnel-le-s (0,22 ETP) 9 bénévoles (0,03 ETP)	CGET: 20 000 € Maromme: 5 000 € Produits exceptionnels: 235 € <u>Total: 25 235 €</u> <i>Contributions volontaires en nature: 9 800 €</i>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
CCAS de Maromme: Aide au financement du permis de conduire	21) Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter l'obtention du permis de conduire pour améliorer la mobilité indispensable à l'accès à l'emploi et à l'inclusion sociale Faire face aux difficultés de financement du permis en cas de précarité 	18-25 ans : 5 26-39 ans: 6 40-49 ans: 3 50-59 ans: 2 <u>Total : 16</u> Dont 12 femmes (75%) Dont 16 issus du QPV (100%)	assistante sociale (0,10 ETP / mois) + commission d'attribution de l'aide facultative	CGET: 23 040 € <u>Total: 23 040 €</u>
Ville de Maromme: Mon quartier, ma ville	Participation citoyenne	<ul style="list-style-type: none"> Proposer aux jeunes un soutien financier et logistique dans la réalisation d'un projet personnel, moyennant la participation à un projet collectif et à visée citoyenne ; Créer des passerelles vers les dispositifs de droit commun déjà implantés sur le territoire pour faciliter leur usage par les jeunes. 	0-5 ans: 15 6-15 ans: 109 16-17 ans: 20 18-25 ans : 11 <u>Total : 155</u> Dont 93 femmes (60%) Dont 55 issus du QPV (35%)	un animateur BPJEPS (0,2 ETP/ mois sur l'année)	CGET: 9 722 € (10 184 € prévus) Maromme: 1 059 € <u>Total: 10 781 €</u>
Sous-total Maromme		<u>Pour mémoire en 2015 :</u> CGET = 61 490 € Métropole = 15 730 €			<u>Pour mémoire en 2016 :</u> CGET: 59 108 € MRN: 15 730 €

SYNTHESE DES ACTIONS FINANCEES PAR LA DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE (D.S.U.)

En complément des actions Politique de la Ville en faveur de son quartier prioritaire, la Dotation de Solidarité Urbaine (1 608 877 €) a permis à la Ville de Maromme de maintenir ses services à la population:

- Police Municipale,
- accès à des tarifs modiques aux activités culturelles (médiathèque gratuite, école de musique, cinéma et spectacles),
- politique tarifaire solidaire basée sur un dispositif de quotient familial (restauration collective, centre de loisirs, crèche),
- rénovation de 2 écoles,
- animations favorisant le lien social (événementiels seniors, fête de la Ville...).

En outre, le soutien aux associations locales a été reconduit grâce à la DSU, dont celles implantées dans le QPV, notamment la rénovation du terrain de football en terrain synthétique en faveur du club de football qui compte le nombre le plus important de licenciés.

Cette politique globale a pu bénéficier à l'ensemble de la population du territoire.

G) NOTRE-DAME-DE-BONDEVILLE

En 2007, la Municipalité a intégré le dispositif de la Politique de la Ville en signant, avec 12 autres communes de l'Agglomération Rouennaise, un *Contrat Urbain de Cohésion Sociale*. Jusqu'à cette date et malgré plusieurs demandes, Notre-Dame de Bondeville n'avait jamais été retenue dans les différents dispositifs antérieurs et notamment les *Contrats de Ville*.

L'intégration de notre commune, et plus particulièrement le quartier Jean Moulin (Centre-Ville Est), dans le dispositif reflète la prise en compte des difficultés quotidiennes auxquelles sont confrontés les habitants mais aussi tous ceux qui interviennent sur le quartier.

La signature du contrat de Ville 2015/2020 a permis de mettre en place une politique durable visant au développement économique, social et urbain du quartier. Le diagnostic de territoire réalisé a mis en évidence plusieurs axes de travail correspondant aux thématiques prioritaires que sont l'accès à l'emploi, la réussite éducative ou encore la cohésion sociale.

Après sept années d'expérience de la politique de la ville, la collectivité de Notre-Dame de Bondeville a su mettre en place un fonctionnement adapté aux différents cahiers des charges. Des moyens financiers importants sont consacrés au dispositif, ainsi que des moyens humains compétents et qualifiés. A titre d'exemple, plus de 50 000 € par an sur le budget de la ville sont consacrés à la politique de la ville et les formations des permanents sont adéquates avec la problématique (BPJEPS « territoires en difficulté » pour la responsable du P.I.J. et Diplôme d'Ingénierie Sociale pour le chef de projet)

La signature du nouveau Contrat de Ville sur la période 2015-2020 permet de renforcer, valoriser et développer les actions existantes, dont le bilan est largement positif. Mais, cela offre aussi de nouvelles perspectives en direction du quartier prioritaire en s'appuyant sur deux objectifs premiers :

- La mise en cohérence des actions existantes et des acteurs intervenants sur le territoire concerné.
- La prise en compte de l'habitant en le plaçant au centre du dispositif et en favorisant la démarche d'«*empowerment* », l'égalité des chances et le «*mieux vivre ensemble* ».

Afin d'éviter le « saupoudrage » des financements, la collectivité a fait le choix de prioriser certaines thématiques dans un premier temps en s'appuyant sur les résultats du diagnostic réalisé à l'échelle locale.

4 actions ont été reconduites en 2016 :

- Les chantiers de jeunes
- Le fonctionnement du PIJ et de ses ateliers
- Le poste de Chargé de proximité
- Et le dispositif de réussite éducative.

Le développement du dispositif « Réussite Educative » montre bien la volonté, par la municipalité, de prendre en compte les jeunes générations de maintenant pour préparer l'avenir.

PROGRAMMATION 2016

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
CCAS de Notre-Dame-de-Bondeville: Dispositif de réussite éducative	Lutter contre le décrochage scolaire	<ul style="list-style-type: none"> Remobiliser les enfants dans leur parcours scolaire à travers une valorisation de soi qui entraîne un changement de comportement vis-à-vis de l'institution scolaire. Mettre en réseau tous les intervenants du temps de l'enfant en plaçant ce dernier au centre du dispositif. 	6-11 ans: 17 12-15 ans: 4 <u>Total : 21</u> Dont 8 femmes (38%) Dont 100% issu-e-s du QPV	1 professionnelle (0,5 ETP): formation Assistante sociale	CGET: 24 770 € Notre-Dame-de-B.: 3 276 € <u>Total: 28 046 €</u>
Ville de Notre-Dame-de-Bondeville: Point information jeunesse	Conforter la médiation sociale en assurant la coordination des acteurs	Apaiser le climat du quartier en mettant en place un accompagnement individuel et collectif de la population qui favorise les initiatives et encourage le travail en partenariat.	6-11 ans: 48 12-15 ans: 36 16-25 ans: 19 26-44 ans: 16 <u>Total : 119</u> Dont 58 femmes (49%) Dont 100 issu-e-s du QPV (84%)	1 professionnelle (0,5 ETP): animatrice BEATEP	CGET: 17 017 € Notre-Dame-de-B.: 16 827 € <u>Total: 33 844 €</u>
Ville de Notre-Dame-de-Bondeville: Chargé d'accueil de proximité	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter le parcours et l'accompagnement du demandeur d'emploi. Permettre à ce dernier d'avoir accès à un maximum d'informations, mais aussi qu'il soit en capacité de mettre en place son itinéraire de retour vers l'emploi de façon plus autonome. 	18-25 ans: 55 26-44 ans: 40 Total: 95 Dont 40 femmes (42%) Dont 95 issus du QPV (100%)	2 professionnelles (0,5 ETP): • 1 animatrice BEATEP	MRN (PDLV): 13 090 € Notre-Dame-de-B.: 17 320 € Total: 30 410 €
Ville de Notre-Dame-de-Bondeville: Chantiers de jeunes	Améliorer le suivi des jeunes en risque de délinquance	<ul style="list-style-type: none"> Réduire le nombre d'incivilités au sein du quartier Revaloriser le jeune d'une part, en travaillant sur l'estime de soi et d'autre part, en améliorant son image vis-à-vis de la population. Cette première découverte avec le monde du travail permet l'amélioration des relations "adulte référent" / jeune et une prise de conscience des contraintes du monde du travail. 	12-15 ans : 5 16-17 ans : 11 18-25 ans : 2 <u>Total : 18</u> Dont 6 femmes (33%) Dont 16 issu-e-s du QPV (89%)	4 professionnel-le-s (0,4 ETP) : • 2 animateurs BEATEP • 2 agents techniques	Produits & services: 5 902 € CGET: 7 400 € Notre-Dame-de-B.: 8 406 € <u>Total: 21 708 €</u> Contributions volontaires en nature: 3 000 €

Sous-total Notre-Dame- de-Bondeville	<u>Pour mémoire en 2015 :</u>			<u>Pour mémoire en 2016 :</u>
	CGET = 51 170 € Métropole = 13 090 €			CGET: 49 187 € MRN: 13 090 €

SYNTHESE DES ACTIONS FINANCEES PAR LA DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE (D.S.U.)

Il n'apparaît pas de Dotation de Solidarité Urbaine dans la dotation Global de Fonctionnement perçue par la collectivité pour l'exercice 2016.

H) OISSEL

La commune d'Oissel présente, au sein de l'agglomération Rouennaise, une situation sociale qui a justifié son inscription parmi les sites prioritaires de la Politique de la Ville et du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

Dans un contexte de réduction des crédits spécifiques et de redéfinition par l'Etat des orientations, des modalités et des périmètres prioritaires de la Politique de la Ville, la ville de Oissel a souhaité dans un premier temps justifier son maintien parmi les communes prioritaires de la Politique de la Ville en faisant état de sa situation et du degré de difficultés sociales auquel est confrontée sa population.

La géographie de la nouvelle politique de la ville a été établie sur la base du critère unique de revenu fiscal médian par unité de consommation. A Oissel, cette géographie regroupe les quartiers Bel Air violettes, Saint Julien, Boieldieu et les Oiseaux. Elle concerne une population de 1 790 habitants (valeur 2014) dont le revenu fiscal médian est de 9700 euros par unité de consommation.

La politique municipale visant à concilier le développement de l'offre locative sociale et la répartition de cette offre sur l'ensemble du territoire communal a eu pour effet jusqu'à présent de limiter les processus de concentration des ménages en difficulté dans des quartiers dévalorisés fortement différenciés du reste du tissu urbain. La perception des difficultés sociales est donc atténuée par leur relative diffusion sur l'ensemble du territoire communal.

La ville souhaite poursuivre et amplifier son action dans les quartiers prioritaires en s'attachant plus particulièrement à

- Favoriser la transversalité et le partenariat autour de projets fédérateurs ou structurants (par exemple : liens entre requalification urbaine, valorisation du territoire et participation des habitants autour du projet Art Urbain)
- Favoriser la participation des habitants
- Renforcer le réseau des acteurs locaux pour une meilleure connaissance des besoins et une action plus efficace

Dans cette perspective, la ville a mis en place une équipe projet qui réunit des référents communaux sur les principales thématiques de la politique de la ville : habitat et cadre de vie, activités économiques, accompagnement vers l'emploi, santé, réussite scolaire et éducative, accès aux droits, sécurité et prévention, participation, lutte contre les discriminations, égalité hommes femmes.

Enfin, concernant les territoires de veille active, il est important de rappeler que la ville d'Oissel participe au financement de l'Association pour le Développement de l'Animation aux Landaus (ADAL) à hauteur de 3000 €. De même, la municipalité maintient ses actions en matière de prévention spécialisée, en subventionnant l'association de Prévention de la Région Elbeuvienne (APRE) à hauteur de 41 000 € (prévention spécialisée, chantiers éducatifs).

PROGRAMMATION 2016

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Ville de Oissel: Coup de pouce clé	Lutter contre le décrochage scolaire	Lutter contre l'échec scolaire et l'illettrisme, et de fait, lutter contre l'exclusion sociale, souvent liée à ces problématiques pour des enfants de CP en "risque de décrochage" par rapport à l'apprentissage de la lecture et ne bénéficiant pas d'un environnement favorable pour l'aide à la scolarité	6-11 ans : 29 <u>Total : 29</u> Dont 16 femmes (31%) Dont 9 issu-e-s des QPV (31%)	6 professionnel-le-s (0,2 ETP)	CGET: 6 750 € Oissel: 16 378 € <u>Total: 23 128 €</u>
Ville de Oissel: Projets en direction des ados	Lutter contre le décrochage scolaire	<ul style="list-style-type: none"> • Valoriser les aptitudes des adolescents (par l'écoute psychologique, le djembé, les chantiers éducatifs) • Travailler autour de l'estime de soi, condition indispensable à la réussite scolaire • Intervenir le plus en amont possible pour éviter le décrochage scolaire 	6-11 ans : 36 12-15 ans: 99 16-25 ans: 22 <u>Total : 157</u> Dont 95 femmes (61%) Dont 126 issu-e-s des QPV (80%)	6 professionnel-le-s (0,23 ETP) partenariat avec l'APRE (association de prévention de la région d'Elbeuf)	CGET: 5 600 € Oissel: 8 417 € <u>Total: 14 017 €</u>
Ville de Oissel: Réussite éducative des scolaires	Lutter contre le décrochage scolaire	<ul style="list-style-type: none"> • Permettre aux élèves d'acquérir les compétences du socle commun et réduire les écarts entre les résultats départementaux et communaux • Permettre l'acquisition d'une culture artistique en favorisant les sorties culturelles à but éducatif • Former de futurs citoyens avisés et critiques dans le domaine de la culture 	3-5 ans : 504 6-11 ans: 747 <u>Total : 1 251</u> Dont 625 femmes (50%) Dont 301 issu-e-s des QPV (24%)	1,3 ETP	CGET: 11 568 € Oissel: 36 936 € <u>Total: 48 504 €</u>
Ville de Oissel: Animations de quartiers	Favoriser l'accès à la culture, aux sports et aux loisirs	<ul style="list-style-type: none"> • Occuper les enfants et les jeunes pendant leur temps libre • Lutter contre l'isolement de certains habitants • Ré-insérer socialement et/ou professionnellement • Proposer des passerelles vers les organismes de droit commun 	6-11 ans : 65 12-15 ans: 45 16-25 ans: 50 26-44 ans: 30 âges inconnus: 30 <u>Total : 220</u> Dont 105 femmes (48%) Dont 176 issu-e-s des QPV (80%)	2,3 ETP	Produits & services: 5 029 € CGET: 27 000 € Oissel: 85 802 € CAF: 9 675 € <u>Total: 127 506 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
CCAS de Oissel: Chargé d'accueil de proximité	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	Faciliter le retour à l'emploi des personnes en difficultés et accompagner la mise en place de l'atelier et chantier d'insertion (ACI)	18-25 ans : 33 26-49 ans: 113 50-64 ans: 60 plus de 65 ans: 46 <u>Total : 301</u> Dont 141 femmes (47%) Dont 94 issu-e-s du QPV (31%)	4 professionnel-le-s (4 ETP): 1 conseiller en insertion professionnelle + 3 assistantes sociales	CGET: 16 820 € MRN (PDLV): 19 690 € Oissel: 59 025 € <u>Total: 95 535 €</u>
Ville de Oissel: Aide municipale étudiants	Améliorer la qualification et les compétences des publics	Favoriser l'égalité des chances en répondant aux besoins des jeunes dont les parents n'ont pas les ressources suffisantes pour financer leurs études	18-25 ans : 43 <u>Total : 43</u> Dont 16 femmes (37%) Dont 11 issu-e-s des QPV (26%)	pas de frais de personnel valorisés	CGET: 6 250 € Oissel: 18 750 € <u>Total: 25 000 €</u>
Oissel		<u>Pour mémoire en 2015 :</u> CGET = 76 970 € Métropole = 19 690 €			<u>Sous-total 2016 :</u> CGET: 73 988 € MRN: 19 690 €

SYNTHESE DES ACTIONS FINANCEES PAR LA DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE (D.S.U.)

En 2016, la Ville de OISSEL a été éligible à la Dotation de Solidarité Urbaine et a reçu à ce titre 581 476 €.

Cette dotation a contribué au financement des actions de développement social urbain suivantes :

ACTIONS DEVELOPPEES SUR OISSEL	Centre Communal d'Actions Sociales	Actions de solidarité en faveur de l'emploi	Actions de solidarité en faveur des habitants et des familles	Actions de solidarité en faveur des jeunes	Actions encourageant la participation des habitants	Actions en direction des familles hébergées au foyer COALLIA	Actions au titre du renouvellement urbain
TYPE D' ACTIONS REALISEES	La Ville a versé en 2016 une subvention de 650 000 € au CCAS afin de financer ses activités.	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre de clauses d'insertion dans les marchés publics de la Ville, - Développement de l'accompagnement global, - Financement de postes dédiés à l'accueil de proximité, - Création d'un Atelier et Chantier d'Insertion. 	- Action de parentalité « Trans'parents ».	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre des chantiers éducatifs, - Signature de contrats partenaires jeunes, - Animation de quartier, - Ecoute ado. 	- Activités de médiation animées par l'Association de Développement des Animations aux Landaus,.	<ul style="list-style-type: none"> - Aides sociales, accompagnement social et insertion, - Accueil scolaire et périscolaire, restauration, - Accueil Centre de Loisirs et halte-garderie, - Activités culturelles et sportives, -Atelier « Alphabétisation lecture pour tous ». 	<ul style="list-style-type: none"> - Animation de la Convention Territoriale du volet renouvellement urbain du contrat de ville par un chargé de mission. - Développement des GUSP. - Partenariat avec les bailleurs sur l'abattement de TFPB.

I) PETIT-QUEVILLY

Le projet urbain et social ci-après décrit correspond au territoire vécu, en lieu et place des limites de l'ancien quartier Nobel-Bozel.

Le périmètre du quartier de géographie prioritaire de la piscine n'est qu'un sous-ensemble du dit quartier, qu'il convient d'appréhender dans son environnement global.

Ce projet de territoire s'appuie sur les crédits du CGET et de l'ANRU, et l'équipe projet en tient compte.

Après une première phase de travaux en 2012-2013 qui a permis d'aménager et d'embellir les abords immédiats de la rue Pablo Neruda et de l'entrée de ville Prévert, une nouvelle étape importante est en cours de réflexion pour améliorer le cadre de vie d'environ 5 500 habitants de Petit-Quevilly.

Forts des travaux de création d'installations et d'équipements, de requalification des espaces publics, et de réhabilitation / résidentialisation réalisés en concertation et en accompagnement avec les bailleurs publics et privés, la Ville de Petit-Quevilly souhaite à présent continuer la reconquête de ce morceau de ville.

En effet, les premiers travaux de rénovation urbaine ont été accueillis avec un vif intérêt de la part de la population, consciente de l'attention portée à leur quartier et des interventions visant à améliorer leur cadre de vie.

En étant sélectionné dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, le quartier de la piscine pourra bénéficier d'un programme d'envergure, essentiellement porté sur le renouvellement / la rénovation du bâti des patrimoines des bailleurs sociaux et des copropriétés privées ; ainsi que sur la plaine de jeux et le centre commercial Jean Jaurès. Cela permettra d'améliorer plus globalement la vie du quartier et de faciliter son accès.

Ce projet se fera avec l'implication des habitants, associations et acteurs locaux, dans la définition d'un projet commun, urbain et social, via le conseil citoyen à la maison du projet (actuel espace citoyen situé 15bis rue Pablo Neruda). S'agissant des questions de gestion et d'entretien courants, le dispositif de Gestion Urbaine de Proximité perdurera afin qu'une vision concrète et partagée des espaces bâtis ou non et des usages soient pris en compte régulièrement par les détenteurs de ces patrimoines.

L'ensemble des acteurs du quartier établira un schéma directeur d'aménagement afin de coordonner les actions tant sur le bâti (parties privatives et communes), que sur les espaces extérieurs et publics afin de relier le quartier à l'hypercentre commercial et à Petit-Quevilly Village.

Ce programme se traduira principalement par une intervention sur le bâti et les logements en concertation avec les bailleurs sociaux afin d'améliorer les conditions de vie des habitants et le rééquilibrage de l'offre de logements. Les syndicats de copropriétés pourront également accompagner cette recomposition urbaine.

L'effort porté par la municipalité et ses partenaires pourra conduire à un réajustement de la part de logement social par dé-densification bâtie et recomposition d'une offre davantage inscrite dans la diversification et l'élargissement du parcours résidentiel de ses habitants. Une dé-densification pourra également être amorcée par la réappropriation / reconquête de la plaine de jeux.

Une intervention sur le centre commercial pourra permettre l'ouverture de ce dernier sur l'espace urbain central de la ville et concourir à la tranquillité de ses usagers.

L'objectif est bien de transformer la physionomie générale du quartier, rompre l'isolement et la singularité du quartier tant physique que social.

Pour cela, il conviendra de mettre en valeur ses atouts susceptibles d'aider à l'inversion du processus de ségrégation urbaine (situation centrale dans la Ville et sa métropole, très bonne accessibilité par les transports collectifs, niveau important d'équipements publics et de services urbains, 1ère requalification urbaine partiellement réalisée).

En outre, il fait l'objet, de la part de la commune et de ses partenaires de la Politique de la Ville, d'une attention particulière permanente compte tenu des enjeux cruciaux posés par son évolution.

Présentation du quartier prioritaire

Les différents indicateurs établis dans le cadre de l'élaboration du contrat de ville ont mis en exergue les besoins aigus qui s'exprimaient sur le quartier Nobel et plus particulièrement sur le quartier de la piscine, en son sein.

Fort de ce constat et à l'image du travail mené depuis plusieurs années sur le quartier Saint-Julien et dont on peut aujourd'hui mesurer les effets, la Ville de Petit-Quevilly a fait le choix d'une politique volontariste qui a l'ambition de répondre à la situation du quartier Nobel.

Dans cette perspective et compte tenu des particularités observées sur le périmètre plus restreint du quartier de la piscine, la définition d'un projet social de territoire spécifique est inéluctable pour épouser, au plus juste, les contours d'une réalité complexe où les problématiques se conjuguent.

Néanmoins, cette orientation prioritaire n'est pas envisagée au détriment du travail mené sur le quartier Saint-Julien où celui-ci a démontré sa pertinence et où le contexte atteste sans nul doute de la nécessité de poursuivre.

Ainsi, en premier lieu, la ville a-t-elle déposé auprès de la CAF deux procédures d'agrément de Centre Sociaux. Un pour que le quartier Saint-Julien, qui fait office de renouvellement et un pour le quartier Nobel qui est une création.

L'entité Centre Social du quartier Nobel correspond à la mise en place d'un travail large sur l'ensemble d'un territoire qui intègre le quartier de la Piscine, reconnu en géographie prioritaire.

Ainsi, outre les actions du Centre Social Nobel dont bénéficiera bien entendu la population du quartier de la piscine, le projet social de territoire pourrait s'articuler comme suit :

➤ Faire vivre les espaces mis en place en septembre 2014, au cœur du quartier de la piscine en lien avec les objectifs du Contrat de Ville :

- « L'espace citoyen » chargé d'accueillir la population adulte » et qui accueillera la Maison du projet dans le cadre du programme de requalification urbaine portée par l'ANRU II.
- « Le 16 » destiné à accueillir plus particulièrement les pré-adolescents et a mené des actions dans le cadre du PRE.
- « Le 19 » à destination des adolescents et jeunes adultes avec un programme d'activités, d'animations collectives et d'accompagnement social individualisé.
- « La mission insertion » où 2 agents municipaux ont pour unique objectif d'intervenir sur l'insertion professionnelle des publics accueillis dans l'ensemble des structures.

Ces espaces privilégiés de socialisation ont été mis en place dans la perspective de préparer, d'accompagner et de dynamiser la vie sociale locale dans le cadre du projet plus large de requalification urbaine.

Ce projet d'accueil de proximité s'appuie sur un postulat selon lequel, chacun a sa place dans la vie du quartier. Au plus près du terrain, les agents municipaux accompagnent les différentes tranches d'âges de la population pour les aider à faire face aux difficultés du quartier et se projeter dans un rôle.

L'objectif de mise en responsabilisation permanente est un souci constant. Il devra aboutir très concrètement à dynamiser la création d'associations en parallèle au travail mené dans le cadre du Conseil Citoyen.

- Favoriser la mixité interculturelle et l'ouverture du quartier de la piscine sur son environnement.

Afin de développer la mixité sociale et de prévenir le risque communautariste, il s'agit d'inscrire les espaces de service public dans l'environnement immédiat. Ouvert à tous et offrant une continuité de service, ces équipements doivent s'adapter aux réponses et besoins des habitants et devront favoriser l'organisation d'ateliers, d'activités ou d'animations à vocation de découvertes de l'autre.

- Développer avec les habitants une dynamique d'accompagnement du projet de requalification urbaine du quartier.

La volonté de « co-construire » ensemble devra s'appuyer sur le conseil citoyen et les équipes déjà mises en place dans le cadre de la GUP.

Des espaces de paroles et d'échanges développés dans la Maison du projet auront pour objectif de placer les habitants au cœur de la démarche de requalification afin qu'ils s'approprient les enjeux de leur quartier et qu'ils trouvent la possibilité de faire des choix structurants pour l'avenir de leur lieu de vie.

Des réunions publiques compléteront le dispositif.

- Promouvoir l'inclusion sociale des habitants en risque de marginalisation.

Il s'agit de soutenir les publics les plus fragilisés, particulièrement présents dans le quartier de la piscine.

Le travail des équipes éducatives municipales et des intervenants sociaux de secteur doit permettre de rompre l'isolement et de développer des alternatives au repli sur soi.

Le travail mené par la mission insertion au cœur du quartier, qui aide à renouer avec le monde du travail et permet de se qualifier, devra se développer en lien spécifique avec les partenaires spécialisés (Mission Locale, Pôle Emploi). En effet, au plus près du terrain, ces équipes sont à même d'identifier les problématiques individuelles « de fond » grâce à un relationnel quotidien avec les habitants.

L'ensemble de ces constats sont de nature à être partagés avec les partenaires sociaux qui, dans un second temps, pourront aider à surmonter les situations à risques (santé, primo-délinquance, conduites addictives déjà ciblées sur le quartier).

- Enfin, en appui à l'ensemble de cette démarche, un travail plus spécifique de soutien aux projets de nature citoyenne comme la création d'association ou les initiatives collectives, sera développé et fera l'objet de retour en conseil citoyen.

La mise en place d'un projet visant à améliorer le partenariat avec l'ASTI, très présente sur le quartier, pourrait être envisagée.

PROGRAMMATION 2016

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Caisse des écoles de Petit Quevilly: Programme de Réussite Educative (PRE)	Lutter contre le décrochage scolaire	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des mesures auprès des enfants/jeunes et de leurs familles pour résoudre leurs difficultés ou améliorer leur situation globale • Améliorer l'implication scolaire et la maîtrise des apprentissages fondamentaux 	3-5 ans : 80 6-11 ans : 112 12-15 ans : 98 <u>Total : 290</u> Dont 106 femmes (37%) Dont 166 issu-e-s du QPV (57%)	23 professionnels (7 ETP): 1 coordinatrice, 1 secrétaire, 1 référent de parcours, 2 éducateurs, 3 vacataires médico-sociaux, 10 animateurs	CGET: 53 930 € MRN (PDLV): 22 990 € Petit-Quevilly: 43 051 € <u>Total: 119 971 €</u> <i>Contributions volontaires en nature: 8 494 €</i>
Association ASTI Petit-Quevilly: Point d'appui aux démarches administratives / Ecrivain public / Cafés citoyens	Optimiser l'accès au droit	<ul style="list-style-type: none"> • Prévenir l'exclusion sociale en particulier des étrangers et des femmes, • Accompagner le public auprès des permanences d'accès au droit (MJD, PAD, délégués du défenseur des droits), les centres médico-sociaux, les organismes de protection sociale ou tout autre acteur compétent 	18-25 ans: 22 26-49 ans: 151 50-59 ans: 16 plus de 60 ans: 33 <u>Total : 222</u> Dont 123 femmes (55%) Dont 222 issu-e-s du QPV (100%)	3 salariés + 2 bénévoles	CGET : 6 000 € Etat (DDCS): 2 000 € ASP:10 801 € <u>Total: 18 801 €</u> <i>Contributions volontaires en nature: 1 500 €</i>
Ville de Petit Quevilly: Lien social & implication des habitants (GUP)	Rendre les dispositifs existants d'accès aux droits plus accessibles	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser le lien social et développer les échanges, l'animation sociale participative (espaces de paroles) ; • Soutenir et développer la vie associative ; • Accompagner les familles à bien vivre les périodes de travaux (rénovation urbaine). 	0-5 ans : 12 6-15 ans : 14 16-25 ans : 3 26-64 ans : 21 plus de 65 ans : 2 <u>Total : 52</u> Dont 31 femmes (60%) Dont 52 issu-e-s du QPV (100%)	2 professionnelles + vacataires	CGET: 12 500 € Petit-Quevilly: 31 000 € <u>Total: 43 500 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Ville de Petit Quevilly: Insertion et prévention de la délinquance	Améliorer le suivi des jeunes en risque de délinquance	Rendre la vie sociale plus harmonieuse.	6-11 ans : 4 12-15 ans: 29 16-17 ans : 40 18 ans : 11 <u>Total : 84</u> Dont 37 femmes (44%) Dont 84 issu-e-s du QPV (100%)	5 professionnel-le-s: 3 animateurs 2 agents d'insertion Intervenants ponctuels	CGET: 13 958 € (14 958 € prévus) Petit-Quevilly: 60 994 € <u>Total: 74 952 €</u> <i>Contributions volontaires en nature: 146 864 €</i>
Petit-Quevilly		Pour mémoire en 2015 : CGET = 89 870 € Métropole = 22 990 €			Sous-total 2016 : CGET: 86 388 € MRN: 22 990 €

DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE (D.S.U.)

En complément des financements liés au contrat de ville, la commune de Petit-Quevilly a perçu la dotation de solidarité urbaine en 2016 à hauteur de 3 214 114 €. Celle-ci a permis de financer les opérations suivantes :

Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.)

Versement d'une subvention afin de financer ses activités :

- secours à la population concernant l'aide à la scolarité, les assurances, les besoins primaires, le chauffage et l'électricité, la santé et le logement-foyer,
- actions en faveur des personnes âgées (restauration, sorties et loisirs, repas de fin d'année, aides ménagères à domicile, télé-relation),
- tarifs aidés de restauration scolaires pour les personnes ayant des revenus modestes,
- accompagnement social des ménages fragilisés.

Caisse des Ecoles

Versement d'une subvention afin de financer :

- bourses communales,
- aides aux devoirs,
- participation aux projets pédagogiques des établissements scolaires,
- programme de prévention et d'accompagnement social des jeunes et de leurs familles en complément du Programme de Réussite Educative.

Actions en faveur de l'emploi et de la famille

- fonctionnement du point information jeunesse en partenariat avec le pôle emploi,
- convention avec le C.A.P.S. et le Département de Seine-Maritime,
- participation à l'animation sociale et à la responsabilisation des habitants.

Actions de solidarité concernant l'éducation et les jeunes

- accès tout public au service multimédia à la bibliothèque François Truffaut,
- participation aux classes d'environnement,
- subventions, dans le cadre de la 'politique de la ville', aux associations pour des micros projets,
- participation aux chantiers jeunes et projets collectifs,
- aides au fonctionnement des associations oeuvrant dans les domaines des loisirs, de la culture, de l'aide aux familles.
- accompagnement des actions de soutien aux programmes scolaires.

Actions pour le logement social

- poursuite de la politique d'aide au logement,
- participation financière pour la réalisation de logements P.L.A.,
- participation financière pour la construction de logements neufs,
- gestion urbaine de proximité devant contribuer au bon fonctionnement du quartier de la piscine en améliorant la qualité de vie.

J) ROUEN

Forte de ses valeurs de solidarité et de respect de l'équilibre des territoires, la Ville de Rouen se donne pour ambition de garantir « un droit à la Ville » pour tous.

Elle souhaite poursuivre la mutation de ses quartiers les plus fragiles en réduisant les inégalités socio-économiques entre ses territoires, en améliorant les conditions de vie de chacune et chacun par une intervention publique adaptée aux spécificités de ces quartiers et en renforçant la participation des habitants à ces enjeux.

En effet, la réforme de 2014 relative à la politique de la ville place l'enjeu de la participation citoyenne au cœur de l'action publique. Action politique et action citoyenne sont étroitement liées et complémentaires dans la recherche d'une République apaisée, pour tous et par tous.

La Ville de Rouen s'inscrit depuis plusieurs années dans cet esprit en portant un projet social, urbain et participatif au cœur de sa politique en faveur des quartiers prioritaires, nouvel outil de démocratie participative sur les territoires prioritaires.

Plus largement, l'implication et la participation des habitants, comme celle des partenaires locaux, aux projets portés dans le cadre de la Politique de la Ville, par le contrat de Ville et le nouveau programme national de renouvellement urbain constitue une réelle priorité stratégique.

Ainsi, dans le cadre de l'arrivée à terme de son premier Programme de Renouvellement Urbain et de l'élaboration du nouveau contrat de ville, la Ville de Rouen a sollicité les habitants et les acteurs du territoire afin d'élaborer un plan stratégique local. Cette démarche, engagée en lien avec les services de l'État, a permis d'objectiver la situation actuelle des quartiers, de définir leur place et leur rôle dans la ville et de dresser leurs perspectives d'évolution à moyen terme (5 ans) et à long terme (10-15 ans). Ces travaux ont constitué un appui précieux pour identifier les grands enjeux urbains et sociaux auxquels sont confrontés les quartiers prioritaires aujourd'hui ainsi que pour définir les priorités qui devront être traitées dans le nouveau contrat de ville.

Ces nouveaux projets de territoire veulent répondre aux 13 « objectifs » qui recourent les trois principaux piliers de la politique de la ville :

➤ **Cohésion sociale :**

- Améliorer la lisibilité et l'accessibilité des équipements publics et services de proximité
- Développer des actions auprès des jeunes des quartiers en médiation et en prévention
- Renforcer la coordination des partenaires pour la prévention des impayés locatifs
- Renforcer l'accompagnement social des ménages dont les conditions d'occupations des logements sont fragilisées (en situation ou en risque d'impayés)
- Développer la participation des habitants aux actions d'accompagnement et de développement social local

➤ **Développement de l'activité économique et de l'emploi**

- Améliorer la levée des freins à l'emploi
- Favoriser le développement de l'offre de services en matière d'insertion professionnelle et de formation
- Travailler les représentations associées aux métiers dans le cadre de la construction des projets professionnels
- Consolider la mixité fonctionnelle des quartiers

➤ **Cadre de vie et renouvellement urbain :**

- Diversifier l'offre de logements en développant des produits immobiliers adaptés à la demande (logements individuels en accession à la propriété)
- Affirmer une stratégie d'attribution concertée des logements sociaux à l'échelle intercommunale afin de limiter la concentration de publics fragilisés sur les mêmes secteurs
- Mettre en place un outil d'observation des conditions d'occupation du parc social à l'échelle infra-communale pouvant être développé à sur l'ensemble de l'agglomération.
- Favoriser l'attractivité du territoire et le changement d'image des quartiers en valorisant leur identité

Par ailleurs, si une véritable mutation des quartiers a été engagée dans le cadre du premier programme de renouvellement urbain, les caractéristiques de ces quartiers mettent en exergue la nécessité de poursuivre la dynamique engagée par un nouveau programme d'opérations de renouvellement urbain, complémentaire et réorienté selon les priorités suivantes :

Sur le quartier Grammont :

- ✓ Soutenir la diversification de l'habitat (Reconstruction des maisons individuelles sur le secteur des Contremoulins)
- ✓ Améliorer le confort des logements en poursuivant la réhabilitation et la résidentialisation (Groupe David Ferrand)
- ✓ Requalifier l'offre de services publics (restructuration du centre de vie sociale)

Renforcer la diversification fonctionnelle des quartiers Hauts de Rouen

Sur le quartier des Hauts de Rouen :

- ✓ Réussir la mixité sociale en renforçant la diversification de l'habitat
- ✓ Améliorer le confort des logements en poursuivant la réhabilitation et la résidentialisation des bâtiments
- ✓ Requalifier l'offre de services publics
- ✓ Renforcer la diversification fonctionnelle des quartiers

Les perspectives que la Ville de Rouen souhaite se donner au travers des actions qu'elle engage avec ses partenaires, tant au titre du contrat de ville que par la mobilisation des politiques publiques de droit commun au bénéfice de ces quartiers sont les suivantes :

➤ A court terme (5 ans) :

- L'amélioration de l'environnement quotidien et de proximité des habitants
- La poursuite des interventions sur le parc d'habitat
- Restructuration du centre de vie sociale afin d'améliorer les conditions d'accueil du public et d'hébergement des structures associatives et institutionnelles
- Le développement d'actions d'animation et d'accompagnement à destination de la jeunesse
- Renforcer l'accompagnement des habitants vers l'emploi
- L'enrayement du processus de précarisation de l'occupation du parc social : (renforcer les moyens d'accompagnement social lié au logement...)
- La consolidation de la mixité fonctionnelle : améliorer la visibilité des équipements et les conditions d'accueil des entreprises
- La promotion de l'image des quartiers en valorisant leur identité

➤ A long terme (10-15 ans) :

- La diversification de l'habitat (notamment via la construction de maisons individuelles en accession à la propriété)
- La définition des objectifs de mixité pour le parc social
- La poursuite du développement de l'attractivité des quartiers

- Le traitement qualitatif des franges des quartiers Hauts de Rouen

La dimension éminemment transversale de la politique de la Ville ne saurait limiter l'intervention de la Ville au seul cadre précité. Ainsi, la vision prospective du territoire rouennais et ses objectifs stratégiques trouvent un écho avec les réflexions menées par la Ville. Parce que notre ambition d'attractivité renouvelée de ces quartiers se conjugue à notre volonté de permettre une réelle égalité des chances, nos orientations sont également articulées avec les priorités du mandat exprimées dans le Projet Educatif Territorial, l'Agenda 21, le Contrat Local de Santé ou la Stratégie Locale de Sécurité et de Prévention de la délinquance.

PRESENTATION DES QUARTIERS PRIORITAIRES

Le quartier des Hauts de Rouen se situe sur un plateau au Nord-Est du centre-ville de Rouen et constitue une sorte de promontoire isolé d'où l'on dispose d'une qualité paysagère exceptionnelle et par endroits d'une vue panoramique sur Rouen et la rive gauche. La ville ne s'est étendue sur les plateaux Nord-Est qu'au début des années 60 pour faire face à l'explosion démographique.

Le quartier des Hauts de Rouen est composé de quatre secteurs :

- **La Grand'Mare** occupe l'extrémité Sud du promontoire des Hauts de Rouen et est séparée des quartiers Nord par un vaste équipement sportif. On y retrouve à la fois de l'immeuble collectif et du pavillonnaire en zone périphérique. Le quartier a connu dans le cadre du GPV d'importantes interventions, en particulier dans le domaine du développement économique, encouragé par le dispositif de Zone Franche Urbaine, avec la création d'un pôle d'activités artisanales et la reconversion de l'ancien centre de formation de la poste en hôtel d'entreprises. La Grand Mare, de par l'offre initiale de logements locatifs sociaux et en propriété privée, constitue également un secteur où la mixité sociale est réelle et historique depuis l'époque de construction. La réhabilitation du parc locatif social, la complète restauration du centre commercial et la rénovation de nombreux espaces publics ont permis de redonner à ses habitants un confort de vie.
- **La Lombardie** est située entre le site sportif Salomon au Sud et le quartier du Châtelet au Nord. Le quartier est caractérisé par un habitat exclusivement de type locatif social, porté par un bailleur unique : Rouen Habitat. Le quartier a connu la réhabilitation de près de 60% de son patrimoine locatif social ainsi qu'une importante modification de son organisation viaire, notamment au travers de la restructuration de la rue Galilée lors de la mise en place de la ligne de transport en commun TEOR et de la création de voies transversales Est-Ouest. Le premier programme de renouvellement urbain a également permis l'installation sur le territoire de l'association Interm'aide Emploi dédiée à l'insertion professionnelle. D'importants travaux sur le complexe sportif Salomon ont permis l'homologation des terrains de football en catégorie 3, les rendant aptes à l'accueil de compétitions officielles.
- **Le Châtelet** est le quartier situé le plus au Nord des Hauts de Rouen, en limite de la commune de Bihorel. A l'instar du quartier de la Lombardie, le Châtelet était caractérisé par un habitat exclusivement de type locatif social. Le quartier a connu d'importantes opérations de démolition, représentant près de 45% de son patrimoine locatif. Ces opérations de démolition ont permis de réorganiser le maillage viaire et de recréer une structure urbaine traditionnelle en îlots, dédiés à la reconstitution d'une partie de l'offre en logements sociaux et à la diversification, à l'image de l'opération de construction de cinquante logements en accession portée par la société Nexity. Ces opérations se sont accompagnées de la complète requalification des espaces publics
- **Les Sapins**, entourés des rues Dupuis et Texier, surplombent le quartier pavillonnaire du Vallon Suisse. Le quartier a connu, dans le cadre du GPV, d'importants travaux de réhabilitation/résidentialisation sur son parc locatif social, typologie d'habitat prédominante sur les quartiers prioritaires, portés par le bailleur Rouen Habitat. L'aménagement des espaces extérieurs a permis de clarifier la circulation au cœur du site, d'en faciliter la desserte et de créer des espaces de

rencontre (place, aires de jeux...) pour ses habitants. Ces travaux se sont accompagnés d'une procédure foncière visant à clarifier les limites entre espaces publics et privés.

Le quartier de Grammont, situé rive gauche et séparé de la Seine par un large faisceau de voies SNCF, a été en partie édifié après la seconde guerre mondiale. Tout d'abord lieu d'accueil d'une cité d'urgence de l'Abbé Pierre et d'une sablière, le quartier a ensuite été complété par des logements sociaux dans les années 60. Le quartier a connu de profonds changements dans le cadre du programme de renouvellement urbain, notamment, sur les volets du désenclavement et de la diversification. Le prolongement du réseau viaire vers Sotteville-lès-Rouen a permis de réduire l'effet « cul-de-sac » de ce quartier qui a toujours été considéré comme le « bout » de la ville malgré sa proximité avec le centre. La nouvelle géographie prioritaire redessine les contours du quartier. D'importantes opérations de démolition-reconstruction ont permis de diversifier les produits locatifs et de développer des programmes d'accession à la propriété. Toutefois, certains îlots d'habitats ou d'équipements dégradés continuent de stigmatiser le quartier Grammont et agissent comme autant de contre publicité pour ce quartier et le développement de sa diversité. Le quartier se caractérise, encore aujourd'hui, par une population fragile. Des interventions sociales et urbaines complémentaires restent à entreprendre afin de conforter les actions mises en œuvre dans le cadre du projet de rénovation urbaine, mener à bien le changement d'image du quartier et améliorer la qualité de vie de ses habitants. Aussi, depuis la disparition du centre social en 2016, une réflexion sur les services de proximité dédiés aux habitants en cours.

Les actions menées dans le cadre du PNRU ont conduit à la nette amélioration du cadre de vie des habitants ainsi qu'au désenclavement et à la dynamisation de ces quartiers. Cependant, certaines problématiques n'ont pas été traitées, ou de façon partielle, notamment dans les domaines de la qualité de l'habitat et de la diversification. Ces quartiers souffrent encore aujourd'hui d'une mauvaise image qui nuit à leur développement et qui pourrait mettre en péril les actions portées dans le cadre du premier programme de renouvellement urbain.

PROGRAMMATION 2016

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
--------	----------	-------------	--------	----------------	-------------------

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

<p>Association Emergence(s) Mieux vivre dans son logement</p>	<p>Améliorer le cadre de vie des habitants et augmenter l'attractivité des quartiers</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les conditions d'habitat, • Répondre aux besoins d'acquisition de notions de base pour agir en autonomie sur son logement, • Permettre l'acquisition ou la valorisation de savoir-être et savoir-faire, • Faciliter la création de lien social par l'insertion dans son quartier et l'entraide, l'échange de savoirs, • Faciliter une expression citoyenne. 	<p>2-5 ans : 12 6-11 ans : 14 16-25 ans : 3 26-49 ans : 18 50-59 ans : 2 plus de 60 ans : 3 <u>Total : 52</u> Dont 31 femmes (60%) Dont 52 issus du QPV (100%)</p>	<p>1 animateur sociotechnique (0,8 ETP) 1 adulte-relais (0,7 ETP)</p>	<p>CGET: 15 500 € Rouen (PDLV): 5 000 € Rouen (adulte-relais): 3 714 € CAF: 5 000 € Rouen Habitat: 25 714 € ASP: 18 823 € Produits exceptionnels: 34 € <u>Total: 73 785 €</u></p>
<p>Association Interm'aide emploi: Happy Culture</p>	<p>Améliorer le cadre de vie des habitants et augmenter l'attractivité des quartiers</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un rucher partagé au lieu dit "la petite Bouverie" • Renforcer l'attractivité du quartier par la mise en œuvre d'une activité interculturelle, intergénérationnelle et mixte socialement. 	<p>16-17 ans : 4 18-25 ans : 2 26-64 ans : 20 <u>Total : 26</u> Dont 4 femmes (15%) Dont 16 issus du QPV (62%)</p>	<p>2 professionnels (1,2 ETP) 1 bénévole (0,05 ETP)</p>	<p>Vente produits: 23 632 € CGET: 6 000 € Etat (DIRECCTE): 10 000 € Rouen (PDLV): 6 000 € ASP: 22 680 € Autres produits gestion courante: 993 € <u>Total: 69 305 €</u></p>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Association Mer et Campagne: Jardins partagés (Hauts-de-Rouen et Grammont)	3) Améliorer le cadre de vie des habitants et augmenter l'attractivité des quartiers	<ul style="list-style-type: none"> Eduquer au développement durable pour favoriser les nouvelles pratiques écologiques au quotidien, Renforcer les liens sociaux entre les usagers des jardins partagés situés sur deux quartiers, Faire participer les habitants à l'embellissement de leur quartier, à la production de légumes et à partager des moments festifs et solidaires. 	30-49 ans : 190 50-59 ans : 26 plus de 60 ans : 11 <u>Total : 227</u> Dont 122 femmes (54%) Dont 227 issus du QPV (100%)	1 professionnel-le (1 ETP) 5 bénévoles	Vente produits: 620 € Rouen (PDLV): 12 000 € FSE: 10 000 € ASP: 9 512 € Cotisations: 340 € <u>Total: 32 472 €</u> <i>Contributions volontaires en nature: 16 200 €</i>
Association Mer et Campagne: Un quartier plein d'énergie	3) Améliorer le cadre de vie des habitants et augmenter l'attractivité des quartiers	<ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les enfants à l'éco-citoyenneté et au développement durable à travers des initiatives concrètes et en s'appuyant sur l'expérimentation Développer les actions collectives permettant d'agir sur le vivre ensemble 	6-11 ans : 98 Dont 43 femmes (44%) Dont 98 issus du QPV (100%)	1 coordinateur animateurs (1,3 ETP)	Produits & services: 1 530 € CGET: 7 500 € Rouen (PDLV): 2 000 € ASP: 10 800 € Produits exceptionnels: 120 € <u>Total: 21 950 €</u>
Association ASIFA: Marche vers la citoyenneté	7) Encourager le développement d'une culture de l'égalité et de la non-discrimination	<ul style="list-style-type: none"> Permettre aux habitants des quartiers des Hauts de Rouen d'acquérir des comportements citoyens, facilitant leur insertion sociale Créer les conditions nécessaires pour faire émerger les capacités anesthésiées par le déclassement social et les parcours migratoires Inscrire les bénéficiaires dans les démarches d'apprentissage 	18-25 ans : 14 26-49 ans : 38 50-59 ans : 4 plus de 60 ans : 4 <u>Total : 60</u> Dont 17 femmes (28%) Dont 60 issu-e-s du QPV (100%)	1 formateur 2 médiatrices 1 encadrant bénévole	Vente produits: 1 480 € CGET: 6 000 € Rouen (PDLV): 6 000 € ASP: 19 121 € <u>Total: 32 601 €</u>
Association Asso en action: L'éducation, un droit et un devoir pour tous ! "He named me Malala"	7) Encourager le développement d'une culture de l'égalité et de la non-discrimination	Aider les jeunes à prendre conscience de l'importance de l'éducation dans leur devenir	- 164 élèves issus des collèges Georges Braque et Camille Claudel - 20 professionnels et bénévoles mobilisés - 80 jeunes touchés par l'action issus des quartiers prioritaires	7 intervenants en service civique	Rouen (PDLV): 1 000 € Rouen (DC): 7 00 € <u>Total: 1 700 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Association Logacité: Le journal des petits reporters (Grammont)	7) Encourager le développement d'une culture de l'égalité et de la non-discrimination	<ul style="list-style-type: none"> • Acquérir des savoirs en multimédia • Susciter des vocations dans les métiers du journalisme et du numérique • S'exprimer, rédiger et réaliser des prises de vues photos et caméra • Regagner en confiance et en estime de soi • Améliorer son expression verbale et non verbale • Développer le travail en équipe et la créativité 	6-11 ans : 42 12-15 ans : 38 <u>Total : 80</u> Dont 38 femmes (47%) Dont 24 issus du QPV (30%)	2 professionnels 4 bénévoles (1 ETP)	Vente produits: 1 000 € Rouen (PDLV): 4 500 € ASP: 1 000 € <u>Total: 6 500 €</u>
Association APMAR: Eveil action	8) Lutter contre le décrochage scolaire	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les relations enfants/école/parents par la mise en place de temps de loisirs partagés • Associer les parents à une réflexion autour de la parentalité 	6-11 ans : 36 12-15 ans : 2 <u>Total : 38</u> Dont 18 femmes (47%) Dont 38 issu-e-s du QPV (100%)	6 professionnels (3 ETP) Dont 1 volontaire service civique ? 2 bénévoles (0,2 ETP)	Département: 6 000 € Rouen (PDLV): 16 000 € Rouen (DC): 20 000 € CAF: 5 000 € ASP: 19 152 € Autres produits de gestion courante: 922 € <u>Total: 67 074 €</u> Contributions volontaires en nature: 1 500 €
Association Educ'action: Jeunes en action	8) Lutter contre le décrochage scolaire	<ul style="list-style-type: none"> • Éviter la rupture du jeune avec le collège, réussite au Brevet des Collèges et détermination d'une orientation réaliste et positive. • Éviter l'isolement de l'adolescent et prévenir les conduites à risque • Renouer le lien adolescents-parents-collège 	En attente du bilan 2016	En attente du bilan 2016	Rouen (PDLV): 6 000 € Vente produits: 500 € Fonds propres : 1 390 € <u>Total: 7 890 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
CCAS de Rouen: Programme de Réussite Educative (PRE)	8) Lutter contre le décrochage scolaire	<ul style="list-style-type: none"> • 100% de parcours personnalisés, domaine d'intervention large en lien avec l'environnement du jeune, habitant les quartiers prioritaires et démarche de projet: diagnostic partagé et pluridisciplinaire 	3-5 ans : 35 6-11 ans : 286 12-15 ans : 232 16-17 ans : 8 <u>Total : 561</u> Dont 278 femmes (50%) Dont 524 issus du QPV (93%)	3 permanent-e-s : 1 coordinatrice du PRE, 2 coordinateurs territoriaux 1 service civique (6 mois) Des partenaires et vacataires	CGET: 165 700 € MRN (PDLV): 62 800 € Rouen (PDLV ou DC ?): 100 544 € <u>Total: 329 044 €</u> Contributions volontaires en nature: 70 496 €
Collège Braque (Rouen): Classe Horaire Aménagé Musique (CHAM)	Lutter contre le décrochage scolaire	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de l'image du collège • Développement d'une mixité sociale sur le collège • Gain en termes de réussite scolaire 	6-11 ans : 12 12-15 ans : 12 16-17 ans : 12 18-25 ans : 11 <u>Total : 47</u> Dont 36 femmes (77%) Dont 47 issus du QPV (100%)	2 professionnel-le-s (1 ETP)	Vente produits: 930 € CGET: 12 000 € Département: 12 000 € Rouen (PDLV): 12 000 € <u>Total: 36 930 €</u>
Association ASIFA: Accès aux droits et lien social	Optimiser l'accès au droit par une meilleure coordination des acteurs et des ressources	<ul style="list-style-type: none"> • Permettre l'accès aux droits pour les femmes, notamment pour les populations démunies au regard de la culture institutionnelle. • Faire connaître les droits et les droits à acquérir. • Donner aux bénéficiaires de l'action les moyens et les outils pour regagner de l'autonomie et le pouvoir de gérer individuellement leur vie. 	18-25 ans : 5 26-49 ans : 23 50-59 ans : 6 plus de 60 ans : 11 <u>Total : 45</u> Dont 35 femmes (78%) Dont 45 issu-e-s du QPV (100%)	2 intervenant-e-s (1 ETP) : 1 médiatrice adulte-relais 1 bénévole	Vente produits: 518 € CGET: 6 000 € Rouen (PDLV): 6 000 € ASP: 19 121 € Autres produits gestion courante: 95 € <u>Total: 31 734 €</u>
Ville de Rouen: Accès aux droits - MJD	10) Garantir la qualité de l'accueil des permanences réalisées par les professionnels du droit	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'accès au droit et la résolution amiable des conflits par la médiation sociale, familiale, civile et pénale • Soutenir les victimes 	moins de 18 ans : 0,001% 18-25 ans : 0,5% 26-60 ans : 81% plus de 60 ans : 12% <u>Total : 8 910</u> Dont 61% de femmes Dont 24 issus des QPV	4 professionnel-le-s (3,4 ETP)	Etat (Justice): 17 295 € MRN (PDLV): 42 000 € Rouen (DC): 140 227 € Conseil départemental de l'accès au droit: 16 874 € <u>Total: 216 396 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Association APEHR (Action Parentalité Enfance Hauts de Rouen): Initiatives parents	11) Rendre les dispositifs existants d'accès aux droits plus accessibles	"Démystifier" les institutions auprès des habitants afin d'en faciliter l'accès	16-25 ans : 16 26-49 ans : 42 50-59 ans : 2 60-69 ans : 22 <u>Total : 92</u> Dont 48 femmes (52%) Dont 92 issu-e-s du QPV (100%)	1 médiatrice (ETP non renseigné) 21 439 € de frais de personnel (86% des charges directes)	Rouen (PDLV): 4 876 € ASP: 19 773 € CAF: 5 000 € Cotisations: 328 € Produits & services: 3 € Produits financiers: 17 € <u>Total: 25 799 €</u>
Association Comité de coordination du centre social de la Grand Mare: Médiation pour l'insertion sociale des jeunes	11) Rendre les dispositifs existants d'accès aux droits plus accessibles	(Re)mettre en lien des jeunes de 18 à 25 ans avec les acteurs de l'insertions sociale et de l'emploi	52 personnes dont 19 femmes (37%) dont 80% entre 18 et 29 ans	1 professionnel (1 ETP)	Rouen (PDLV): 5 000 € ASP: 9 468 € Fonds propres: 500 € <u>Total: 14 968 €</u> <i>Contributions volontaires en nature: 750 €</i>
Association Solidarité Plateau: Plateforme d'orientation (Hauts de Rouen)	12) Renforcer l'action sociale de premier recours	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la capacité de la plateforme à structurer des parcours d'insertion globaux en favorisant la mobilisation des principaux partenaires de l'insertion. • Renouveler le séjour insertion • Pérenniser les ateliers bien-être en partenariat avec les partenaires médico-sociaux du territoire 	16-25 ans : 3 26-39 ans : 20 40-59 ans : 31 60-69 ans : 9 70 ans et plus : 3 <u>Total : 66</u> Dont 47 femmes (71%) Dont 66 issus du QPV (100%)	2 professionnel-le-s (1,2 ETP)	Vente Produits: 10 € CGET: 12 500 € Département: 12 000 € Rouen (PDLV): 12 500 € <u>Total: 37 010 €</u> <i>Contributions volontaires en nature: 200 €</i>
Association Maison des sages: Café social	14) Lutter contre l'isolement des personnes âgées	<ul style="list-style-type: none"> • Développer le travail de réseau sur l'animation en direction des personnes âgées • Rompre l'isolement des personnes âgées • Faciliter l'accès aux droits (retraite, CPAM...), notamment pour les personnes issues de l'immigration 	En attente du bilan définitif 2016	En attente du bilan définitif 2016	Rouen (PDLV): 5 000 €

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Ville de Rouen: Fonds Animation & Expérimentation Locale (FAEL)	Faciliter le développement du lien social et de la vie associative	Développer des projets permettant de mobiliser des habitants, dans le temps des habitants et non celui des institutions : projets associatifs majoritairement, dans le champ du lien social et de l'expérimentation sociale au sens large.	10 projets soutenus		CGET: 11 141 € Rouen (PDLV): 22 000 € <u>Total: 33 141 €</u>
Ville de Rouen: Atelier Santé Ville (ASV)	17) Faciliter l'accès aux soins	<ul style="list-style-type: none"> Organiser un réseau mobilisé autour des enjeux de promotion de la santé Traduire en programme d'actions les conclusions du diagnostic partagé 	Action collective d'ingénierie	2 professionnel-le-s (1,5 ETP)	CGET: 15 000 € MRN (PDLV): 10 000 € ARS: 39 000 € <u>Total: 64 000 €</u>
Association Groupement d'employeurs du Plateau (GEDP): Porteur de paroles	19) Favoriser l'accès à la culture	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer, avec tous ceux qui œuvrent au développement des quartiers, à la transformation de leur image en réalisant 10 à 20 reportages Replacer les habitants au centre de la vie de ces territoires 	En attente du bilan définitif 2016	1 ETP (1 technicien vidéo)	Rouen (PDLV): 4 000 €
Association Radio HDR: HDR 3.0 la radio connectée	19) Favoriser l'accès à la culture	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la coopération avec les différentes structures associatives ou institutionnelles, ainsi qu'avec les habitants Améliorer la perception de l'image du quartier et de l'association Développer le site internet de la radio 	6-11 ans : 33 12-15 ans : 22 16-25 ans : 46 26-39 ans : 150 40-49 ans : 208 50-59 ans : 52 60-69 ans : 7 <u>Total : 511</u> Dont 147 femmes (29%) Dont 511 issus du QPV (100%)		Vente produits: 4 000 € CGET: 20 000 € FSER: 30 000 € Département: 2 000 € Rouen (PDLV): 20 000 € Rouen (DC): 60 000 € ASP: 45 600 € Autres établissements publics: 5 000 € <u>Total: 186 600 €</u> <i>Contributions volontaires en nature: 22 000 €</i>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Association Mer et Campagne: Horizons verts & bleus	Favoriser l'accès à la culture, aux sports et aux loisirs	<ul style="list-style-type: none"> Permettre aux enfants et aux familles l'accès aux vacances et aux loisirs Renforcer les liens familiaux intergénérationnels et le partenariat associatif et institutionnel Valoriser les savoir-faire et partager les cultures Développer l'autonomie, la solidarité et la citoyenneté Sensibiliser au développement durable et au respect de la nature 	moins de 5 ans : 19 6-11 ans : 81 12-15 ans : 14 16-25 ans : 13 <u>Total : 127</u> Dont 61 femmes (48%) Dont 127 issus du QPV (100%)		Vente produits: 20 237 € CGET: 5 000 € Etat (CIEC): 5000 € Rouen (PDLV): 13 000 € FSE: 19 000 € ASP: 13 459 € Autres produits gestion courante: 408 € <u>Total: 76 104 €</u>
Association Interm'aide emploi: Parcours gardien	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	Encourager l'accès à l'emploi de gardiens d'immeuble (CDI temps complet) pour des demandeurs d'emploi	26-29 ans : 3 30-39 ans : 14 40-49 ans : 10 50-59 ans : 1 <u>Total : 28</u> Dont 6 femmes (21%) Dont 12 issus du QPV (43%)	4 professionnel-le-s (0,95 ETP)	Vente produits: 73 091 € CGET: 7 500 € Rouen (PDLV): 7 500 € Aides privées: 13 922 € <u>Total: 102 013 €</u>
Association Interm'aide emploi: Sécurisation des parcours d'insertion	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<ul style="list-style-type: none"> Permettre aux salariés de l'association de découvrir, d'analyser et de mieux intégrer les codes professionnels Leur dispenser la qualification minimale nécessaire pour se positionner dans une dynamique positive vers l'emploi Fluidifier les entrées-sorties dans l'association 	18-25 ans : 7 26-49 ans : 56 50-59 ans : 11 60-69 ans : 1 <u>Total : 75</u> Dont 30 femmes (40%) Dont 62 issus du QPV (83%)	10 professionnels (1,82 ETP) ETP & qualifications non renseignés (150 104 € de frais de personnel, soit 97% des charges directes)	CGET: 11 000 € Région: 38 000 € Rouen (PDLV): 11 000 € FSE: 63 433 € ASP: 1 877 € <u>Total: 125 310 €</u>
Association Taekwondo Elite 76: Taekwond'Hauts de Rouen pour l'emploi des jeunes	21) Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<ul style="list-style-type: none"> Sur le plan socio-sportif : Favoriser la coopération entre les jeunes pendant les entraînements // Acquérir des valeurs // Progresser dans la maîtrise du sport. Sur le plan professionnel : Accès à des formations qualifiantes ou diplômantes // Retour à l'emploi. 	16-25 ans : 6 26-39 ans : 1 <u>Total : 7</u> Dont 2 femmes (29%) Dont 7 issus du QPV (100%)		Etat: 4 800 € Rouen (PDLV): 8 000 € Rouen (DC): 2 200 € FSE: 7 747 € Aides privées: 6 500 € <u>Total: 29 247 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
CCAS de Rouen: Bourses aux projets de formation et d'insertion socio-professionnelle	21) Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter la levée des freins à l'insertion professionnelle, Compléter les dispositifs d'aide existant, notamment en contribuant aux projets de formation professionnelle lorsque le droit commun ne peut tout financer 	18-25 ans : 4 26-49 ans : 26 50-64 ans : 5 <u>Total : 35</u> Dont 9 femmes (26%) Dont 29 issu-e-s du QPV (83%)	Action menée dans le cadre de l'Equipe Emploi Insertion	Rouen (PDLV): 4 000 € Mécénat (ERDF): 15 177 € <u>Total: 19 177 €</u>
CCAS de Rouen: Equipes d'intervention en insertion	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<ul style="list-style-type: none"> Proposer un cadre sécurisant et professionnel pour permettre la (re)prise de contact avec les exigences imposées par le monde du travail. Le support d'insertion sera adapté au besoin du bénéficiaire. Engagement dans un processus d'accompagnement, (ré)ouverture de droits, puis retour vers le droit commun. 	13 missions pour une moyenne de 220 heures d'insertion rémunérées chacune 48 contrats dont 25% de femmes dont 1/3 de moins de 26 ans	2 professionnel-le-s (0,5 ETP)	CGET: 69 000 € Rouen (PDLV): 25 000 € Aides privées: 9 000 € Autres établissements publics: 19 935 € <u>Total: 122 935 €</u> Contributions volontaires en nature: 30 000 €
Association APMAR: Plateforme d'insertion linguistique (PIL)	Améliorer la qualification et les compétences des publics	Favoriser l'insertion professionnelle des migrants demandeurs d'emploi des Hauts de Rouen	18-24 ans : 5 25-44 ans : 32 45-55 ans : 10 plus de 55 ans : 1 <u>Total : 48</u> Dont 34 femmes (71%) Dont 31 issu-e-s du QPV (65%)	1 conseillère socioprofessionnelle (1 ETP)	CGET: 26 000 € Rouen (PDLV): 10 000 € FSE: 9 494 € Autres produits : 3 310 € <u>Total: 48 804 €</u>
Association APMAR: Trajectoire Emploi	Améliorer la qualification et les compétences des publics	Favoriser l'apprentissage de la langue française en vue d'une insertion réussie	16-25 ans : 34 26-49 ans : 171 50-59 ans : 25 plus de 60 ans : 9 <u>Total : 239</u> Dont 61 femmes (67%) Dont 80 issu-e-s du QPV (33%)	4 professionnelles (3 ETP) 3 bénévoles (1 ETP)	Vente produits & services: 11 652 € CGET: 27 000 € Etat (FONJEP): 5 011 € Département: 18 000 € Rouen (DC): 7 500 € FSE: 53 171 € ASP: 5 733 € Autres produits : 1 766 € <u>Total: 129 833 €</u> Contributions volontaires en nature: 9 000 €

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Ville de Rouen: BAFA citoyen	Améliorer la qualification et les compétences des publics	Faciliter l'insertion professionnelle de futurs animateurs	18-25 ans : 20 <u>Total : 20</u> Dont 10 femmes (50%) Dont 20 issus du QPV (100%)	Les moyens humains ne sont pas valorisés, car il s'agit d'une aide financière	CGET: 5 000 € Rouen: 1 600 € <u>Total: 6 600 €</u>
CCAS Rouen: CitéLab	Développer l'activité économique	Développer la création d'activités au sein des quartiers prioritaires ou par leurs habitants : -Détecter les candidats à la création d'entreprises -Favoriser le passage de l'idée au projet de création d'entreprises -Préparer les candidats à leur entrée au sein des dispositifs d'accompagnement à la création d'entreprise et les orienter vers les structures dédiées.	140 personnes sensibilisées 24 personnes reçues en individuel 20 accompagnées sur l'amorçage de leur projet 20 accompagnées pour des actions innovantes	2 professionnel-le-s (1,5 ETP): 1 cheffe de projet 1 assistante	MRN (PDLV): 15 000 € Rouen (PDLV): 18 000 € Rouen (CCAS): 14 800 € CDC (solde 2015): 14 366 € Autres produits de gestion courante: 1 106 € Report ressources non utilisées: 17 153 € <u>Total: 80 425 €</u>
Association Fraternité Banlieue: Bâtisseurs de ponts	Améliorer le suivi des jeunes en risque de délinquance	<ul style="list-style-type: none"> • Amener le plus possible de jeunes à fréquenter les points fraternité et à participer à leurs activités pour échapper à la délinquance. • Conduire ces jeunes à construire un projet citoyen et à définir leur projet professionnel 	6-15 ans : 100 16-17 ans : 115 18-25 ans : 103 26-64 ans: 104 <u>Total : 422</u> Dont 34% de femmes 100% issu-e-s du QPV		CGET: 5 000 € Etat (FONJEP): 7 104 € Département: 14 892 € Rouen (PDLV): 18 000 € Rouen (DC): 23 059 € CAF: 7 200 € ASP: 89 486 € Aides privées: 4 800 € Cotisations: 32 018 € <u>Total: 201 559 €</u> <i>Contributions volontaires en nature: 28 000 €</i>
Association MJC Grieu: Chantiers & ateliers jeunes citoyens	25) Améliorer le suivi des jeunes en risque de délinquance	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des chantiers et ateliers permettant aux jeunes d'acquérir des savoir-faire techniques appropriés et de développer leur créativité • En contrepartie, accorder aux jeunes un "capital loisirs vacances" de 10 € par demi-journée de 3 heures 	12-15 ans : 55 16-17 ans : 37 18-25 ans : 23 <u>Total : 115</u> Dont 26 femmes (23%) Dont 67 issus du QPV (58%)		Vente produits: 670 € CGET: 9 900 € Etat (FIPD): 19 500 € CAF: 15 756 € ASP: 17 737 € FAEL: 2 000 € Rouen (DC): 25 146 € <u>Total: 90 709 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Ville de Rouen: Maîtrise d'oeuvre urbaine et sociale (MOUS)	Ingénierie	<ul style="list-style-type: none"> • Développer des projets, en particulier dans une logique d'expérimentation. • Favoriser si possible leur prise en compte ultérieure dans le droit commun. • Accompagner les porteurs de projet (conception, réalisation et évaluation). • Animer l'équipe pluridisciplinaire. • Faciliter la concertation. 		2,3 ETP (2 chargés de mission + 1 chef de service + 1 secrétaire)	CGET: 45 000 € Rouen (DC): 92 986 € <u>Total: 137 986 €</u>
Rouen		<p><u>Pour mémoire Sous-total 2015 :</u> CGET = 507 400 € MRN (PDLV) = 129 800 €</p>			<p><u>Sous-total 2016 :</u> CGET: 487 741 € MRN (PDLV): 129 800 €</p>

SYNTHESE DES ACTIONS FINANCEES PAR LA DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE (D.S.U.)

En complément des financements liés au contrat de ville, la ville de Rouen a perçu la dotation de solidarité urbaine en 2016 à hauteur de **2 457 476 euros**. Celle-ci a permis de financer les actions suivantes :

EDUCATION

Programme de Réussite Educative

L'équipe du PRE participe pleinement à l'ensemble des dynamiques des territoires, aiguille et co-accompagne des projets des structures éducatives, sociales, culturelles afin de lier au mieux les enfants et jeunes bénéficiaires du PRE aux dispositifs existants et amener les structures des territoires à développer leurs projets dans une logique de territoire. Pour rappel, le PRE de Rouen se construit autour d'un accompagnement personnalisé et individualisé d'enfants et de jeunes présentant des signes de fragilité en prenant en compte la globalité de leur environnement et de leurs difficultés, pour favoriser leur réussite. Il est fondé sur la bienveillance et la prévention éducative; un accompagnement partagé avec les parents; l'identification des fragilités, l'élaboration de parcours avec des leviers de réussite, la participation et la co-construction avec les partenaires de terrain et institutionnels mobilisant le droit commun en priorité.

Nombre des bénéficiaires : 561 enfants et jeunes ont bénéficié d'un parcours personnalisé. Cela représente 35 enfants de 2/5 ans, 286 de 6/10 ans, 232 de 11/16 ans et 8 de 17 ans et plus (278 filles et 283 garçons)

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Date et lieux : Le PRE s'est poursuivi tout au long de l'année civile 2016. 93% des bénéficiaires habitent sur les quartiers politiques de la ville de Rouen, tandis que les 7% n'habitent pas les quartiers, y sont scolarisés: 105 à la Grand-Mare, 107 à la Lombardie, 64 au Châtelet, 38 au Sapins, 137 à Grammont et 17 habitent en dehors de ces secteurs mais sont scolarisés dans les établissements REP et REP+ de Rouen.

Résultat : Les objectifs quantitatifs ont été dépassés, 561 parcours sur 300 prévus. La mobilisation du droit commun est systématiquement recherchée, elle a concerné 218 enfants et jeunes. 21 actions sur mesures ont été construites pour 261 bénéficiaires. Un soutien familial et un accompagnement à la fonction parentale a concerné 274 parents.

Moyens humains et financiers : 3 postes de coordonnateurs à temps plein, 1 chef de projet (0,15 ETP), 2 postes administratifs (0,07 ETP).
Charges réalisées : 328 425€ et Produits réalisés : 329 044€

CULTURE

Contrat Local d'Education Artistique et Culturelle (CLEAC) année scolaire 2016/2017

Descriptif : Convention signée entre 3 partenaires :

- le Ministère de la Culture et de la Communication – DRAC Haute-Normandie,
- l'inspection Académique de Seine-Maritime, le REP Nord de Rouen
- la Ville de Rouen.

Les principaux objectifs du CLEAC sont d'harmoniser l'ensemble des actions artistiques et culturelles proposées aux 54 écoles maternelles et élémentaires rouennaises et de rendre lisible ces actions organisées à l'intérieur d'un seul et même cadre.

Groupe accès à la culture (Hauts de Rouen et Grammont)

Objectif : Groupe de travail qui réunit régulièrement acteurs culturels, socio-culturels et issus du champ social dont l'objectif général est de rendre accessible la culture aux habitants des quartiers prioritaires.

Résultats obtenus : Lien entre les structures, les acteurs, meilleure connaissance, projets culturels plus en adéquation avec le territoire.

Public : Acteurs culturels, socio-culturels et issus du champ social

Moyens humains et financiers : Mobilisation de deux agents de la Ville de Rouen (DCJVA et DSCS)

Musique à l'école (Hauts de Rouen et Grammont)

Objectif :

Développer une offre d'éducation musicale de qualité et d'ouverture artistique en milieu scolaire.

Cet objectif vise entre autres effets :

- le renforcement de l'attractivité scolaire,
- l'émergence d'une culture musicale commune aux élèves,
- la sensibilisation des familles à la démarche, la mobilisation de celles-ci sur des évènements en lien avec le dispositif,
- l'accompagnement des parents dans une démarche de promotion sociale et culturelle de leur enfant par un parcours vers des institutions spécialisées d'enseignement et de diffusion dans le domaine musical.

Résultats obtenus :

Les enseignants pointent, de façon quasi unanime, qu'à quelques exceptions près, des améliorations émergent dans divers registres du parcours des élèves :

- mobiliser son attention, savoir écouter, écouter l'autre,
- comprendre, interpréter, respecter une consigne,
- mobiliser ses compétences pour se produire, collectivement, en public (contrôler son attitude, sa voix, son attention durablement),
- s'approprier sa place, construire son engagement dans un projet collectif et un cadre codifié,
- se produire en public dans des conditions d'accompagnement et de contraintes professionnelles,
- donner une image positive d'estime de soi, de son travail personnel, de son appartenance à un groupe en situation de production collective.

Public : Toutes les écoles du Réseau d'Education Prioritaire, soit 13 écoles (2 écoles primaires, 5 écoles élémentaires et 6 écoles maternelles)

Budget : 67 200€ Financement Ville de Rouen (DCJVA)

Rouen Impressionnée

Dans le cadre du festival « Normandie Impressionniste », l'édition « Rouen Impressionnée » 2016 a été consacrée à l'art contemporain.

3 parcours de street art ont été réalisés dont un sur le quartier des Sapins avec 8 fresques murales.

Durant ce temps de réalisations, les riverains et les habitants ont été au cœur de ce processus de création artistique et culturelle

CADRE DE VIE

Groupe de travail « Mieux vivre dans son logement »

Objectif : Recenser les **problématiques liées au logement** (hygiène dans le logement, lutte contre les nuisibles, précarité énergétique, tri et gestion des déchets...) sur les Hauts de Rouen et Grammont et trouver des **solutions opérationnelles** aux enjeux relevés

Résultats obtenus : Mise en place de groupes de travail opérationnels visant à résoudre les problèmes identifiés (Groupe de travail « Précarité énergétique / Octobre Bleu, groupe de travail hygiène)

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Public : Bailleurs, acteurs institutionnels (Dpt, Ville, CCAS...) et associatifs

Moyens humains et financiers : Mobilisation d'un agent de la Ville de Rouen (DSCS) et d'agents du CCAS sur différentes actions

EMPLOI INSERTION PROFESSIONNELLE (clauses d'insertion, chantiers d'insertion, MEF/MIP, ...)

L'Equipe Emploi Insertion (EEI)

Créée en 2002, l'Equipe Emploi Insertion de Rouen a pour missions de :

- faciliter l'accès à l'information sur l'emploi et la formation, en organisant, le cas échéant, le relais avec les structures existantes,
- (Pôle Emploi, Mission Locale, Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi...)
- permettre l'accès aux offres d'emploi et aux aides à l'emploi aux habitants des quartiers prioritaires de la Ville, déclencher un appui social aussi bien qu'un appui aux projets individuels,
- donner accès aux prestations du Service Public de l'Emploi, et créer ou adapter, si besoin, des prestations d'accompagnement à l'emploi,
- faire le lien entre les interventions des différents acteurs concernés présents dans les quartiers
- proposer au Service Public de l'Emploi des mesures en vue d'améliorer la cohérence et l'efficacité des interventions locales en faveur de l'emploi.

Chaque institution présente au sein de l'EEI est habilitée pour intervenir auprès de l'ensemble du public et proposer son offre de service selon les spécificités et les compétences qui leurs sont propres :

- La Mission Locale pour les jeunes de 16 à 25 ans
- Pôle Emploi pour les publics adultes inscrits comme demandeurs d'emploi
- la Ville pour les deux catégories mais aussi auprès des publics les plus en difficulté d'ordre social et personnel :
 - en détectant des demandeurs d'emploi non repérés par la Mission Locale ou non-inscrits à Pôle Emploi
 - en identifiant et en levant les freins repérés pour l'insertion (garde d'enfants, mobilité, difficulté financière, etc.)
 - en travaillant en commun avec l'ensemble des partenaires, locaux ou non (les référents RSA, les travailleurs sociaux, les associations, etc.)

L'Equipe Emploi Insertion est composée de 4 postes équivalents temps plein, répartis comme suit:

- deux Conseillers de la Mission Locale de l'Agglomération Rouennaise à mi-temps,
- un Conseiller Pôle Emploi affecté à temps plein sur l'EEI
- deux agents de la Ville de Rouen : un accompagnateur emploi et une documentaliste

Chaque conseiller de l'EEI a son propre logiciel de suivi des usagers, il n'est pas possible de croiser ses données.

L'EEI accueille sans RDV tous les matins.

Coordination des clauses d'insertion sociale dans les opérations co-financées par l'ANRU

Objectif : Les clauses d'insertion sont intégrées dans les marchés publics pour le renouvellement urbain et permettent ainsi aux bénéficiaires d'être placés en situation d'emploi afin de confirmer leur projet professionnel et d'acquérir de l'expérience et des compétences professionnelles.

Le Plan Local d'Application de la Charte ANRU 1 signé en 2006 fixe un objectif de 212 811 heures d'insertion pour la période 2006 - 2011. Les opérations co-financées par l'ANRU sont suivies soit par la Ville de Rouen soit par la Métropole Rouen Normandie selon les maîtres d'ouvrage. Ce sont les services de la Ville qui se chargent de synthétiser les données et de réaliser les bilans demandés par l'ANRU. Par ailleurs la Ville et la Métropole développent et coordonnent les clauses dans les opérations non co-financées par l'ANRU.

Résultats : Dans le cadre des opérations co-financées par l'ANRU : Au 31/12/2016, 205 577,5 heures d'insertion cumulées ont été réalisées soit 96,50% de l'objectif fixé par le PLACI 1.

Moyens humains et financiers : 1 chargée de mission (à temps partagé)

Les missions de la Mission Insertion Professionnelle (MIP)

- Favoriser pour les Rouennais et en particulier ceux issus des territoires prioritaires, l'accès aux dispositifs insertion, formation et emploi
- Accueillir, Informer, orienter et accompagner les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires des minima sociaux, les salariés en reconversion, les jeunes scolarisés ou non
- Mettre en réseau les acteurs pour améliorer la satisfaction des besoins et renforcer la cohérence inter structures
- Etre fonction support en matière d'ingénierie d'insertion

Pour ce faire, le SEIP est doté d'un équipement « la Maison de l'Emploi et de la Formation » implanté sur les Hauts de Rouen.

SANTE

Atelier Santé Ville : Hauts-de-Rouen et Grammont

Objectif :

Réduire les inégalités sociales et territoriales de santé

Animer un réseau d'acteurs mobilisés autour des enjeux de santé publique repérés dans le diagnostic de l'ASV.

Résultats obtenus

> 4 "P'tits déj de la prévention" : temps formatifs sur la thématique des conduites addictives et de la santé mentale, à destination du réseau d'acteurs locaux.

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

> 10 émissions de radio "L'air de rien" en partenariat avec la radio HDR : émission de radio mensuelle abordant une thématique de santé en lien avec les enjeux de santé publique des QPV, ou relayant les campagnes nationales de prévention.

> Mise à jour du diagnostic local de Santé : analyse des résultats et édition du document.

> Lancement de l'expérimentation de PSFP (Programme de Soutien aux Familles et à la Parentalité) - pilotage : faciliter la vie quotidienne des familles et prévenir les souffrances psychiques, les comportements à risques et les pratiques addictives. Programme expérimental (coordonnée par Santé Publique France) valorisant les compétences parentales et reposant sur la communication positive.

> Accompagnement méthodologique du projet "Moi et les autres", coordonné par l'association Just Kiff Dancing pour la quatrième année, dans le cadre du CESC des collèges Braque et Boieldieu : Développer des programmes d'éducation et de promotion à la santé à destination des collégiens sur la question de la vie affective et l'éducation à la sexualité.

Public :

> Professionnels et bénévoles œuvrant sur les QPV.

> Habitants des QPV

Moyens humains et financiers :

2 coordinatrices ASV : 1 ETP

ARS : 39 000 €

CGET : 15 000 €

Métropole : 10 000 €

Ville de Rouen : 24 775 €

ACCES AUX DROITS

La Maison de la Justice et du Droit (MJD) dispose de 4 permanents pour fonctionner: 3 fonctionnaires de la Ville de Rouen à temps plein (une juriste coordinatrice catégorie A, une juriste catégorie B, un agent d'accueil catégorie C) et une greffière du Tribunal de Grande Instance 2 jours par semaine.

Des intervenants reçoivent également le public lors de permanences (avocats, notaires, huissiers, associations, conciliatrice de justice, défenseur des droits).

Activité accueil, information, orientation du public et résolution amiable des conflits

8980 personnes reçues dont :

- 23% habitants des Hauts de Rouen
- 1% habitants sur le quartier Grammont de Rouen

Unité de Travail Social (UTS) des quartiers politique de la ville

L'UTS assure une mission d'accueil, d'aide et d'accompagnement des habitants des Hauts de Rouen et de Grammont en difficulté, (notamment les bénéficiaires du RSA).
Permanences à Grammont et au Châtelet

La Cyberbase

Structure qui a pour objectif d'offrir aux habitants de tous âges, un accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication
Résultat : 8 481 accueils en 2016, dont 3208 accueils liés à l'accompagnement des publics pour les démarches administratives et l'accès aux droits

LIEN SOCIAL

Actions intergénérationnelles

Temps de convivialité autour des jeux ou de la cuisine

Objectif : Sensibiliser les enfants à la solidarité entre générations / Rompre l'isolement des résidents

Public : 30 jeunes du CPJ / Résidence des Sapins

Moyens humains et financiers : 1 animateur du CPJ + 1 animateur de la résidence des Sapins

Rapprochement police/population

Objectif : Découverte bilatérale / rapprochement de la police des préoccupations des femmes des QPV et meilleure appréhension du travail des forces de l'ordre par les habitantes + dépôt de plainte et suites en cas de violences conjugales. Réalisation d'un documentaire pédagogique + renforcement compétences psycho sociales

Résultats obtenus : réalisation documentaires sur plainte + MJD en ligne site ville et you tube

Public : 25 personnes dont 20 issues des QPV +

Moyens humains et financiers : 3000€ dont 2000 CGET et 1000 VDR

Marche exploratoire

Objectif : Habitant(e)s associé(e)s aux décisions publiques en matière de tranquillité publique, de vivre ensemble et de cadre de vie + autonomisation et égalité femmes/hommes

Résultats obtenus : film de la méthodologie / modification concrète des espaces publics selon préconisations des marcheuses

Public : 10 femmes dans l'action + 100 personnes touchées par reportage lors du 8 mars 2016

Moyens humains et financiers : 24000€ dont 5000€ FIPD et 19000€ VDR

Découverte collégiens / police

Objectif : stage d'immersion de 3ème pour 10 collégiens des HDR pour découverte des forces de sécurité de l'État + lutte contre les représentations et rapprochement police/population

Résultats obtenus : expérience valorisée par les jeunes

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Public : 11 jeunes ZSP - parité + sensibilisations par la police dans toutes les classes de 3ème des 2 collèges en ZSP

Moyens humains et financiers : 3 750 € dont 1850 € FIPD et 1 900 € VDR

Prévention et médiation sociales

Objectif : Assurer une présence quotidienne dans l'espace public notamment en soirée, et désamorcer les troubles. Intervenir sur toute la commune avec une priorisation donnée aux quartiers politique de la ville. Régulation sur des espaces publics et établissements publics ou privés (scolaires, Baileurs...) + médiation sociale auprès des publics

Résultats obtenus : Présence régulière permet d'éviter un certain nombre de phénomènes non quantifiables. Les issues des interventions de l'équipe prévention sont souvent favorables et évitent la mobilisation des services de police (pacification)

Public : Toutes/tous principalement QPV

Moyens humains et financiers : 74000€ dont 65000€ VDR et 9000€ FIPD

Voisins relais (Sapins)

Objectif : lutter contre l'isolement des habitants par l'organisation d'une solidarité entre voisins

Accueil des habitants « Chatelet-Lombardie »

Objectif :

- Structuration d'un réseau d'entre-aide aux démarches administratives
- Accueil et accompagnement des primo-arrivants
- Renouvellement de temps forts d'accueil des habitants

Happy Day Braque

Réalisation d'une porte ouverte le 18 juin 2016

Objectif : développer l'attractivité du quartier et renforcer les liens entre parents, enfants, habitants et établissements scolaires

LOGEMENT/RELOGEMENT

Les missions du **service Logement**:

- Assurer un accueil et un suivi des demandeurs de logement en lien avec les 13 bailleurs sociaux présents sur la commune.
- Participer à des opérations de relogements exceptionnels.
- Gérer le contingent d'environ 1500 logements sociaux réservés à la Ville.

Action marquante sur 2016 :

2 juin 2017

Participation à la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) et aux réunions techniques afin d'élaborer la convention intercommunale d'équilibre territorial

Logement VIF(violences intra-familiales)

Objectif : apporter une solution d'hébergement temporaire aux victimes de VIF en plus des dispo d'hébergement d'urgence existant + faciliter le relogement autonome

Résultats obtenus : travail sur logement dédié - nettoyage-mise aux normes - ameublement + rencontres avec bailleurs pour information et bonnes pratiques / cadre du relogement des VIF

Public : femmes victimes de violences

Moyens humains et financiers : 5000€ VDR

Mission Politique de la Ville (MPV)

Animation de l'équipe de Maitrise d'œuvre Urbaine et Sociale

Préparation et animation du Comité de Direction du Contrat de Ville

Animation de groupes de travail thématiques

Animation du territoire (journée « contrat de ville » avec l'ensemble des acteurs du territoire, forte remobilisation des acteurs sur Grammont suite à la fermeture du centre social depuis le printemps 2016...)

Soutien et accompagnement des porteurs de projets

Elaboration de la programmation contrat de ville et suivi de sa mise en œuvre

Relais des différents appels à projets auprès des acteurs des territoires prioritaires

K) SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY

30 années d'un long processus de renouvellement urbain et de développement social ont apporté de profondes transformations dans les quartiers relevant toujours de la nouvelle géographie prioritaire.

Au fil de l'expérience, la concertation entre les acteurs municipaux du développement social et du développement urbain a permis une évolution régulière des pratiques et amélioré l'articulation des interventions entre le volet social et le volet urbain.

Le bilan de sortie de la précédente convention ANRU souligne la persistance de certaines problématiques qui n'ont pas été résolues ou traitées par le projet de renouvellement urbain et indique que certaines dynamiques demandent à être entretenues dans le temps.

Deux priorités fortes ont émergé :

- Le maintien de la gestion urbaine et sociale de proximité incluant la continuité de l'accompagnement social global des ménages que ce soit sur le plan individuel ou collectif,
- Le traitement du bâti non concerné par les ORU ou ayant fait l'objet d'une requalification « non structurelle » (copropriétés et immeubles non détruits et sources de dysfonctionnement sur différents sites).

Les premières préconisations formulées pour le volet urbain du futur contrat unique intégraient ces constats.

C'est donc avec une très grande déception que les acteurs locaux, élus et professionnels ont constaté l'absence de la Ville dans la liste des sites retenus pour le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain.

Cette décision s'impose sans remettre en cause la conviction acquise : l'amélioration durable des conditions de vie des habitants est indissociable de la poursuite du renouvellement urbain. C'est pourquoi, la Ville maintient sa candidature auprès de l'État dans le cadre de l'enveloppe de 24 millions d'euros dédiée aux projets d'intérêt régional.

Il s'agit de sauvegarder les acquis remarquables du précédent programme de renouvellement urbain, tout particulièrement sur le quartier du Château blanc où persistent des dysfonctionnements urbains et des risques importants et identifiés : copropriétés dégradées et commerces de proximité menacés.

Les pistes d'intervention que nous proposons s'inscrivent dans le prolongement des actions que nous conduisons dans le cadre du CUCS et du PRE avec le souci permanent de prévenir les discriminations, promouvoir l'égalité et renforcer l'accompagnement des jeunes et de tous les publics fragiles surreprésentés dans les quartiers prioritaires.

Inscrit dans une logique de guichet, le CUCS a permis le financement d'un programme d'actions d'accompagnement du renouvellement urbain.

Sur la durée, le programme d'actions du CUCS et les crédits alloués ont subi des ajustements en raison soit de la diminution des crédits, soit de la réorientation des prescriptions des politiques publiques nationales.

Le recentrage opéré par l'État sur la mobilisation des crédits de droit commun a ouvert de nouvelles contractualisations avec la CREA, l'ARS ou l'État et dans le même temps renforcé le partenariat institutionnel comme l'illustre le CLS - Contrat Local de Santé ou le CLEAC - Contrat local d'Éducation Artistique et Culturelle.

Le projet de ville et les projets thématiques ont renforcé les politiques publiques municipales en matière d'accès aux droits, de lutte contre les discriminations, de promotion de la santé, d'accompagnement des parcours d'études, d'accès à l'éducation, aux loisirs, ou à la culture.

Les démarches du projet de ville ont encouragé le développement du partenariat et favorisé la transversalité autour d'un projet de territoire.

A l'heure du bilan du CUCS et de la mise en œuvre du nouveau contrat de ville, nous constatons dans nos quartiers prioritaires la persistance d'un niveau de difficultés sociales toujours élevé et la dégradation des conditions de vie des habitants exposés à la crise économique.

Cette fragilité sociale est susceptible de compromettre la qualité de l'habitat et du cadre de vie retrouvée.

Les indicateurs le démontrent, les habitants vivent au quotidien la précarité et la pauvreté. Peu qualifiés, rarement diplômés, ils n'accèdent guère à l'emploi et restent dépendants aux prestations sociales.

En perspective d'une nouvelle étape de la politique de la ville, il s'agit bien pour la Ville de mobiliser tous les acteurs publics majeurs en faveur d'un projet de territoire solidaire et durable.

La loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine pose le cadre du nouveau contrat de ville. Celui-ci a pour mission première de « **réduire les inégalités de territoires** » en assurant la cohésion sociale, le dynamisme économique et l'emploi, l'accès pour tous à un habitat décent et un cadre de vie propice au respect de l'environnement. Chaque habitant doit pouvoir accéder à ses droits, trouver sa place au sein de la collectivité et devenir acteur de son parcours de vie. L'ensemble des signataires de ce contrat de ville devra, grâce aux moyens mis à contribution, œuvrer en ce sens.

Ce contrat de ville se construit sur trois piliers :

- **Cohésion sociale**
- **Cadre de vie et renouvellement urbain**
- **Développement économique et emploi**

Trois piliers, parcourus par des axes transversaux que sont :

- **La lutte contre les discriminations et mémoire des quartiers**
- **L'égalité Homme/Femme**
- **La jeunesse**
-

Les habitants des Quartiers Prioritaires constituant le public cible, avec un focus sur :

- **Les jeunes**
- **Les familles monoparentales**
- **Les personnes âgées**

La commune de Saint-Étienne-du-Rouvray affiche depuis longtemps une démarche de projet intégré, appuyé sur des principes fondamentaux, visant la « **réduction des inégalités** » :

Considérer chaque personne

- Faciliter l'accès aux droits de tous, en ayant une attention particulière pour les personnes en grande difficulté sociale,
- Repenser nos organisations pour lutter contre le non recours,
- Lutter contre les discriminations
- Protéger tous les stéphanois

Échanger de l'humanité

- Faciliter l'information et donner la parole à chacun, en particulier les exclus
- Permettre la rencontre de tous dans l'espace public et sensibiliser les habitants à la tolérance, au respect de l'autre et à l'acceptation des différences
- Prévenir l'isolement des plus fragiles
- Encourager les mobilisations, notamment par le soutien de la vie associative et du bénévolat
- Renforcer le rôle de l'agent social, médiateur de l'accès aux droits

Ouvrir de nouveaux horizons

- Favoriser la découverte du monde tout au long de la vie et développer les lieux de socialisation
- Soutenir l'accès à l'autonomie
- Permettre l'épanouissement individuel par la pratique d'activités choisies
- Permettre aux stéphanois de progresser dans leur parcours de vie

Mieux vivre ensemble longtemps

- Favoriser la qualité de vie au quotidien
- Assurer le bien-être de tous à travers une réponse personnalisée
- Promouvoir l'égalité entre tous et l'intégration de chacun
- Œuvrer pour la continuité de la prise en charge pendant la durée de la vie
- Lutter contre le sentiment d'insécurité

Projet de ville lui-même décliné en projets thématiques :

- Urbain avec son « Plan local d'urbanisme et d'aménagement »
- Durable avec son « Agenda 21 »
- Social avec son « Projet social de territoire »
- Citoyen avec son « Projet citoyen »
- Éducatif avec son « Projet éducatif local »

Des outils de planifications viennent compléter et/ou renforcer les objectifs déclinés par l'ensemble de ces projets, que peuvent être :

- Le Contrat local de santé (2012-2015)
- Le schéma de tranquillité publique s'inscrivant dans la nouvelle stratégie de prévention de la délinquance (2013-2017)
- Le Projet éducatif territorial et le Projet de réussite éducative
- Le schéma de développement commercial durable*
- L'agrément de la Caisse d'allocations familiales pour les Centres socioculturels

Des instances de pilotage (ASV, CLSPD, CCHD, etc.) et de concertation existent à l'échelle locale permettant de définir les grandes orientations, d'abonder les actions déclinées à la fois sur l'ensemble du territoire mais en particulier sur les quartiers en géographie prioritaire.

La mise en place des conseils citoyens, nouvelle instance participative définie par la loi du 21 février 2014, vient étayer les initiatives locales existantes, dans une volonté d'associer davantage les habitants.

La population stéphanaise atteint aujourd'hui **29 118** habitants dont **7 280 résident en géographie prioritaire** :

- CHATEAU BLANC : secteur MACE, WALLON, SAINT JUST, COTTON et ROBESPIERRE : 4 770 habitants
- THOREZ/GRIMAU : secteurs THOREZ, GRIMAU et CATELIERS : 1190 habitants
- HARTMANN/LA HOUSIERE : secteur HARTMANN et secteur LA HOUSIERE : 1 320 habitants
- BUISSON/ GALLOUEN (rattaché à la commune de Sotteville-lès-Rouen : 2 110 habitants dont environ 550 habitants stéphanois).

Notons « **un élargissement des publics concernés** » tant au niveau du nombre d'habitants que sur les critères de fragilité (âge, revenus, isolement, niveau de formation et/ou d'emploi, composition familiale...). La situation sociale, économique, environnementale d'une partie de la population stéphanaise très dégradée, voire catastrophique, exigerait donc un redéploiement ainsi qu'un renforcement des interventions de l'ensemble des services sur ces quartiers qui engendre « **une augmentation globale du niveau d'activité** ».

« **Renforcer les moyens** » n'est plus un objectif mais bien une finalité en soi visant à pérenniser les changements manifestes et maintenir les acquis économiques, urbains et sociaux de la commune. Les opérations de rénovation urbaine, notamment, ont ainsi entraîné des effets positifs sur l'environnement, le bâti et la vie des habitants. Poursuivre dans cette voie permettrait donc de :

- Maintenir l'attractivité des quartiers en matière d'habitat et en résoudre les difficultés notamment, les co-propriétés dégradées ; celles-ci restent un véritable enjeu pour la Ville puisque vecteur de problématiques qui ne pourront trouver d'issues favorables sans une prise en charge globale.
- Maintenir une offre de qualité en supportant le coût d'opérations de réhabilitations/reconstructions, en cas de vieillissement voire d'obsolescence des équipements.
- Maintenir l'attractivité du territoire en termes de dynamisme économique et d'emploi

A contrario, les habitants risqueraient d'être confrontés à la résurgence, voire, l'accroissement des difficultés contre lesquelles la Ville lutte au quotidien (non recours, faits de délinquance, discriminations, chômage, accès aux soins; habitat dégradé etc...).

La mobilisation du droit commun, les crédits spécifiques politique de la Ville et le bénéfice d'une opération d'intérêt régional devront donc concourir à l'amélioration des conditions de vie de ces 7 280 habitants.

Démarches

Dans le cadre du nouveau contrat de ville, piloté par la Métropole Rouen Normandie, nous avons réalisé un diagnostic des atouts et faiblesses de ces quartiers dits prioritaires. Il a ainsi permis de mettre en exergue les besoins non satisfaits et les objectifs que la Ville se fixe pour y remédier. Ces derniers se déclinent à la fois à l'échelle de ces quartiers prioritaires, pouvant présenter certaines spécificités mais aussi, à l'échelle du territoire dit « vécu » dont l'influence est prégnante sur les habitants en géographie prioritaire. A l'évidence, ces quartiers ne peuvent être dissociés d'une réflexion globale à la fois au sein du territoire stéphanois mais d'autant plus aujourd'hui, à l'échelle de l'intercommunalité.

Approche Globale

Chaque action doit être pensée à l'aune d'axes transversaux qui viennent concourir à l'amélioration des conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires. Concernant la jeunesse, l'égalité femme homme, la lutte contre les discriminations et le développement durable, le travail est déjà bien engagé...

PROGRAMMATION 2016

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray: Action de lutte contre les discriminations	Encourager le développement d'une culture de l'égalité et de la non-discrimination	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la compréhension des phénomènes discriminatoires et objectiver leur mesure • Former les professionnels aux processus de discrimination • Créer un kit pédagogique à destination des acteurs sociaux, accompagner sa mise en œuvre par des animations • Mettre en œuvre des actions de proximité 	6-15 ans : 18 18-25 ans : 7 26-64 ans : 128 plus de 65 ans : 2 <u>Total : 155</u> Dont 84 femmes (54%) Dont 155 issu-e-s des QPV (100%)	1 agent de développement social et 1 intervenant (0,1 ETP)	CGET: 7 840 € St-Etienne-du-Rouvray: 6 738 € <u>Total: 14 578 €</u>
CCAS de Saint-Etienne-du-Rouvray: Programme de Réussite Educative (PRE)	Lutter contre le décrochage scolaire	<ul style="list-style-type: none"> • Anticiper le décrochage scolaire en identifiant le plus tôt possible les élèves en souffrance qui ne sont plus dans la dynamique de l'apprentissage. • Faciliter l'accompagnement individualisé. • Favoriser la co-éducation. 	moins de 5 ans: 31 6-11 ans: 128 12-15 ans: 99 16-17 ans: 5 18 ans: 3 <u>Total : 266</u> Dont 92 femmes (35%) Dont 195 issu-e-s des QPV (73%)	6 professionnel-le-s (1,5 ETP) : 1 coordinateur PRE, 1 coordinateur prévention, 1 coordinateur santé, 1 référent accompagnement individuel, 2 coordinateurs "animalins" + animateurs vacataires chargés du suivi individualisé	CGET: 125 500 € MRN (PDLV): 25 248 € St-Etienne-du-Rouvray: 59 641 € <u>Total: 210 389 €</u>
Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray: Horizon études	Lutter contre le décrochage scolaire	<ul style="list-style-type: none"> • Donner un soutien financier spécifique aux lycéens et aux étudiants stéphanois durant leurs deux premières années d'études • Favoriser l'accès du plus grand nombre au diplôme visé notamment en filière courte pour les étudiants • Prévenir le décrochage des lycéens et des étudiants, pour ces derniers au cours des deux premières années d'études supérieures. 	16-17 ans: 359 18-25 ans : 156 <u>Total : 515</u> Dont 210 issu-e-s des QPV (41%) Dont 278 femmes (54%)	2 professionnel-le-s (0,5 ETP)	CGET: 23 000 € St-Etienne-du-Rouvray: 98 430 € <u>Total: 121 430 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray: Maison de la justice et du droit	Optimiser l'accès au droit	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser l'accès aux droits des habitants des quartiers prioritaires Assurer l'accueil, l'information et l'orientation des personnes sur les permanences de la Maison de la Justice et du Droit 	3 964 personnes reçues 2 728 entretiens 1 236 appels téléphoniques Environ 60% de femmes Environ 78% issu-e-s des QPV	3 professionnel-le-s (1,4 ETP)	Ministère de la Justice: 39 000 € MRN (PDLV): 28 672 € St-Etienne-du-Rouvray: 56 308 € Conseil départemental de l'accès au droit: 8 711 € <u>Total: 132 691 €</u>
Association Soi et vous m'aime: Ressources et vous	Rendre les dispositifs existants d'accès aux droits plus accessibles	Permettre aux participants de travailler sur l'estime de soi, d'être acteur de leur budget et d'acquérir une relation paisible à l'argent et à l'autre	30-67 ans: 18 (ou 19?) Dont 15 femmes (83%) Dont 5 issu-e-s des QPV (28%) Le nombre de participants, notamment des QPV, ne permet pas de reconduire cette action en 2017.	1 intervenant-e (0,15 ETP)	CGET: 12 000 € St-Etienne-du-Rouvray: 3 000 € <u>Total: 15 000 €</u>
Association CAPS: Groupe de parole	Renforcer l'action sociale de premier recours	Accompagner les femmes victimes de violences et leur permettre de s'exprimer	Nouveau projet	2 professionnel-le-s (?ETP)	
Association Ensemble: Au fil de soi	Conforter la médiation sociale	<ul style="list-style-type: none"> Résoudre et/ou amenuiser les freins à un processus de remise en mouvement (projet d'insertion sociale et/ou professionnelle) Favoriser la réflexion et la projection permettant à chaque participant de construire un projet personnel d'insertion sociale ou professionnelle 	18-25 ans : 1 26-49 ans : 13 50-59 ans : 7 plus de 60 ans : 2 <u>Total : 23</u> Dont 19 femmes (83%) Dont 11 issu-e-s des QPV (48%)	2 intervenant-e-s-(0,5 ETP) et 1 bénévole	CGET: 20 000 € St-Etienne-du-Rouvray: 5 000 € ARS: 5 000 € <u>Total: 30 000 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Association Centre Social de la Houssière (ACSH): Animation, vivre ensemble et parentalité	Conforter la médiation sociale	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser le lien social, les rencontres entre habitants (jeunes/âgés, anciens/nouveaux) Renforcer la connaissance des habitants (acteurs locaux, dispositifs ...) 	710 personnes Dont 70% de femmes Dont 75% issues des QPV	3 intervenant-e-s (0,5 ETP)	CGET: 5 200 € Etat (FONJEP): 1 000 € St-Etienne-du-Rouvray: 1 300 € CAF: 3 000 € ASP: 3 000 € Produits & services: 1 350 € <u>Total: 14 850 €</u>
Association Culture & Partage: S'exprimer pour agir	Conforter la médiation sociale	Retrouver une dynamique dans son projet de vie global en étant acteur de la gestion de son quotidien	Nouveau projet	3 intervenants (0,25 ETP) Dont 1 coordinateur titulaire du DEFA	
Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray: Actions de développement social	Conforter la médiation sociale	<ul style="list-style-type: none"> Lutter contre les exclusions et les inégalités Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes Favoriser l'accès aux droits Promouvoir le lien social et la solidarité 	Environ 2100 personnes touchées	équipe MOUS	St-Etienne-du-Rouvray: 64 472 € <u>Total: 64 472 €</u>
Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray: Atelier Santé Ville (ASV)	Mieux intégrer la dimension santé dans les politiques publiques	<ul style="list-style-type: none"> Offrir aux habitants la possibilité d'exprimer leurs attentes et de bénéficier d'une meilleure prise en charge, d'améliorer leur connaissance des dispositifs, de faciliter leur compréhension des messages de prévention et ainsi induire des changements de comportements. Inscrire les professionnels de santé dans une démarche globale visant à promouvoir la santé, par une meilleure connaissance et un meilleur maillage des acteurs et dispositifs existants. 	3-5 ans: 21 6-11 ans: 1 202 12-15 ans: 360 16-25 ans: 301 26-49 ans: 684 50-59 ans: 106 plus de 60 ans: 247 <u>Total: 2 990</u> Dont 1 572 femmes (53%) Dont 2 472 issu-e-s des QPV (83%)	14 professionnel-le-s (1,2 ETP) : 1 coordinateur + 13 référents thématiques municipaux (restauration scolaire, sport, logement...)	CGET: 23 398 € St-Etienne-du-Rouvray: 8 341 € ARS: 7 500 € <u>Total: 39 239 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray: Culture pour tous	Accès à la culture	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagner les publics éloignés vers les actions culturelles locales (Chants d'Elles, Voix des femmes, spectacles jeunes enfants...) • Développer les actions culturelles de proximité • Renforcer le partenariat avec les structures culturelles municipales et associatives 	Nouveau projet	Nouveau projet	
Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray: Pratique libre sur site (PLS)	Accès aux sports et aux loisirs	<ul style="list-style-type: none"> • Utiliser la pratique sportive comme vecteur d'intégration, de socialisation, de régulation sociale et support d'insertion (se conformer à des règles, à un cadre, respect des lieux, des heures et des personnes...). • Toucher des publics en voie d'exclusion. • Proposer un parcours d'insertion et favoriser l'accès aux droits 	12-15 ans: 35 16-25 ans: 170 26-44 ans : 40 <u>Total : 245</u> Dont 0 femmes (0%) Dont 200 issus des QPV (82%)	3 professionnel-le-s (3 ETP)	CGET: 15 000 € St-Etienne-du-Rouvray: 83 508 € <u>Total: 98 508 €</u>
Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray: Conseiller en insertion professionnelle	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagner et orienter les personnes dans leur parcours d'insertion professionnelle. • Concevoir, mettre en place et animer des actions d'aide à l'orientation et à l'insertion. • Faciliter l'accès aux droits et à la solidarité • Accueillir et informer le public. 	<u>1 624 personnes reçues à la MIEF</u> dont 769 femmes (47%) <u>485 reçues en entretien individuel</u> dont 261 femmes (54%) <u>259 issu-e-s des QPV (53%)</u> dont 130 femmes (50%) dont 18-25 ans : 8 dont 26-49 ans : 201 dont 50-59 ans : 41 dont 60-64 ans : 9 Dont 163 issu-e-s du QPV (63%) Dont 191 sans diplôme (74%)	2 professionnel-le-s (1 ETP)	MRN (PDLV): 26 160 € St-Etienne-du-Rouvray: 29 540 € Etat (FIPD): 23 000 € <u>Total: 78 700 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Association ASPIC: Ecole des adultes	Améliorer la qualification et les compétences des publics	<ul style="list-style-type: none"> Permettre un parcours d'insertion sociale et/ou professionnelle. S'approprier les codes culturels, connaître ses droits et communiquer en français. 	Mineurs: 5 18-25 ans: 24 26-49 ans : 62 50-59 ans : 6 plus de 60 ans : 8 <u>Total : 105</u> Dont 77 femmes (73%) Dont 105 issus du QPV Château Blanc (100%) Public migrant non francophone (Maghreb et Moyen-Orient)	2 animatrices (2 ETP)	CGET: 6 400 € Etat (CIEC): 11 000 € St-Etienne-du-Rouvray (PDLV): 1 600 € St-Etienne-du-Rouvray (DC): 1 900 € CAF (REAAP): 2 500 € ASP: 26 414 € Aides privées (SAHLM Foyer Stéphanois): 3 000 € <u>Total: 52 814 €</u>
Association Confédération Syndicale des Familles (CSF): Atelier de socialisation & projets culturels en famille	Améliorer la qualification et les compétences des publics	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser l'initiation et la compréhension du français oral et écrit dans les situations de la vie quotidienne Favoriser les parcours d'insertion sociale et professionnelle Favoriser la connaissance des services publics et améliorer l'accès aux droits Favoriser l'accès à la culture et aux loisirs 	<u>Pour les ateliers de socialisation:</u> 43 personnes âgées de 18 à 64 ans Dont 90% de femmes et 82% des personnes en QPV <u>Pour les projets culturels en famille:</u> 106 personnes Dont 60 enfants et 87% issus des QPV	4 intervenant-e-s (1,25 ETP), dont 1 bénévole	Vente de produits & services: 3 164 € CGET: 7 600 € St-Etienne-du-Rouvray: 5 000 € ASP: 19 468 € Autres produits de gestion courante: 1 873 € € <u>Total: 37 105 €</u> <i>Contributions volontaires en nature: 3 400 €</i>
Association Education & Formation: Formation linguistique / Ateliers de formation de base	Améliorer la qualification et les compétences des publics	<ul style="list-style-type: none"> Rompre l'isolement et renouer avec une dynamique d'autonomie et de projet Renforcer la maîtrise du Français Favoriser les parcours d'insertion sociale et professionnelle Améliorer la connaissance des services publics et l'accès aux droits 	30-49 ans : 10 50-59 ans : 3 <u>Total : 13</u> Dont 12 femmes (92%) Dont 13 issu-e-s des QPV (100%)	2 formatrices (1,8 ETP)	CGET: 6 400 € St-Etienne-du-Rouvray: 1 600 € Office Français Immigration & Intégration (OFII): 45 160 € <u>Total: 53 160 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray: Conseil citoyen	Participation citoyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Conforter la mise en place des Conseils citoyens et leur permettre le suivi du Contrat unique global (de la concertation à l'évaluation des actions) • Accompagner et faciliter la mise en place des initiatives portées par les conseils citoyens 	212 personnes 100% issu-e-s des QPV	6 intervenant-e-s (0,5 ETP)	CGET: 4 000 € St-Etienne-du-Rouvray: 9 900 € <u>Total: 13 900 €</u>
Ville de Saint-Etienne-du-Rouvray: Equipe opérationnelle de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS)	Ingénierie	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place le contrat unique • Mettre en œuvre la programmation financière et les actions, le suivi et l'évaluation • Participer aux temps de travail collectifs, animer des réunions partenariales 	habitants, élus, professionnels: environ 2 100 personnes touchées dont 90% issu-e-s des QPV	5 professionnel-le-s (4 ETP): 1 responsable de service + 2 agents de développement local + 2 agents administratifs	CGET: 44 574 € St-Etienne-du-Rouvray: 97 640 € <u>Total: 142 214 €</u>
Sous-total Saint-Etienne-du-Rouvray		<u>Pour mémoire en 2015 :</u> CGET = 313 040 € Métropole = 80 080 €			<u>Pour mémoire en 2016 :</u> CGET: 300 912 € MRN: 80 080 €

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

CIEC :

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Association du Centre Social de la Houssière: Mois de la citoyenneté	Promouvoir la laïcité et la citoyenneté	Défendre le mieux vivre ensemble en abordant les questions de rejet de l'autre, d'égalité et de solidarité à travers différentes animations Mise en place d'animations autour de la citoyenneté sur tout le mois d'octobre 2016 :	300 personnes touchées dont 70% de femmes dont 70% issu-e-s des QPV	= 0.35 équivalent temps plein annualisé (600h sur le mois)	Vente produits & services: 1 250 € Etat (CIEC): 10 000 € ASP: 3 750 € Aides privées: 0 € <u>Total: 15 000 €</u>
Association Café Crème: Théâtre forum citoyen	Promouvoir la laïcité et la citoyenneté	1) Assimiler les règles de vie en société, à travers une prise de conscience de l'importance des lois et des droits et devoirs. 2) Accepter que chacun puisse avoir une liberté de penser et d'exprimer ses opinions et ses convictions, dans le respect des valeurs de la république. 3) Amener chacun à s'engager pour un mieux vivre ensemble.	512 collégiens (de la 6ème à la 4ème) dont 70% de femmes dont 80% issu-e-s des QPV	10 personnes (0,35 ETP)	Etat (CIEC): 3 000 € St-Etienne-du-Rouvray (PDLV): 1 000 € Collège L. Michel: 1 000 € Collège P. Eluard: 1 000 € <u>Total: 6 000 €</u>
Association ASPIC: Agir en sentinelle pour promouvoir le bien-vivre ensemble	Promouvoir la laïcité et la citoyenneté	1) Renforcer l'appartenance à une culture commune et partagée des valeurs républicaines et citoyennes qui nous unissent. 2) Favoriser le partenariat local. Il s'agit de travailler trois axes : - l'identité citoyenne et nationale en regard de la diversité culturelle; - la mise en débat des principes de liberté-égalité-fraternité ; - la question du transfert et de la promotion des valeurs citoyennes en tant qu'adulte auprès des jeunes	Atelier d'écriture : une vingtaine de personnes issues du quartier du Château Blanc. Repas citoyen : 45 personnes dont 32 habitants issus du quartier du Château Blanc. Une quinzaine de personnes	2 animatrices (2 ETP)	En attente du bilan (action en cours)

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Association ASPIC: Collégiens citoyens	Promouvoir la laïcité et la citoyenneté	Former des équipes projet encadrées par des enseignants volontaires afin de proposer un projet éducatif en lien avec le programme d'éducation civique de l'année de 3ème et de 5ème : - Pour le collège Robespierre : les valeurs, les principes et les symboles de la république ont été travaillés ; - Pour le collège Louise Michel : le projet s'est orienté sur la question des stéréotypes de genre et de nationalité en s'appuyant sur des notions de citoyenneté française et de citoyenneté européenne.	Collège Robespierre (REP+): 66 élèves de classe de troisième Collège Louise Michel (REP) : 25 élèves de classe de cinquième ont participé au projet		CIEC : 3 000 € Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray : 3 000 € <u>Total : 6 000 €</u>
Association Sportive Madrillet Château Blanc: Les soirées de la citoyenneté	Promouvoir la laïcité et la citoyenneté	- Se constituer des références culturelles pour mieux se situer dans le temps, dans l'espace, dans un système de valeurs démocratiques et devenir un citoyen responsable. - Se préparer à se comporter en personne responsable et acquérir les connaissances essentielles pour comprendre la citoyenneté et se préparer à son exercice. - Participer au parcours citoyen de chaque élève au sein de son établissement scolaire et de son quartier.	9-11 ans : 55 12-13 ans : 55 14-15 ans : 15 <u>Total : 125</u> 100% issu-e-s des QPV		CIEC : 5 000 €

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
CCAS de Saint-Étienne-du-Rouvray : Suivis psychologiques et accompagnement en gestion mentale pour les enfants, pré-adolescents	Lutter contre le décrochage scolaire	Renforcer le PRE existant au profit des jeunes qui en bénéficient, en mettant en place des suivis psychologiques dans l'attente d'un relais assuré par les dispositifs de droit commun. L'action d'accompagnement en gestion mentale sera effectuée en lien avec le module relais du collège Robespierre avec un accompagnement individualisé.	37 élèves relevant des cellules interdisciplinaires du REP+ Robespierre 100% d'habitants en QPV		CIEC: 8 000 €
CCAS de Saint-Étienne-du-Rouvray : Bourses aux Initiatives Citoyennes	Faciliter le développement du lien social et de la vie associative	C'est une enveloppe financière destinée à soutenir les initiatives collectives présentées par des associations ou des groupes d'habitants et favorisant : <ul style="list-style-type: none"> • l'expression, la volonté, la capacité d'entreprendre des habitants, qu'ils soient ou non organisés en association; • le rapprochement des citoyens et des institutions dans un souci de démocratie locale, le renforcement des échanges entre les associations et les habitants; • toutes actions ou projets émanant d'initiatives locales, concourant à développer la vie sociale de proximité; • l'intégration et la mixité des populations d'âge et d'origine différents; • l'émergence d'actions sociales innovantes. 	315 personnes touchées par l'ensemble des actions mises en œuvre. 100% d'habitants en QPV Les bourses ont soutenu 6 projets portés par les collectifs d'habitants. 2 projets sont des projets de développement social local (jardin partagé et atelier d'échanges et de savoirs) qui permettent de favoriser le lien social, de donner du pouvoir d'agir aux habitants et de les faire monter en compétence. Les autres projets soutenus sont des projets de convivialité (goûter et repas entre voisins/habitants/familles).		CIEC 4 500 € CCAS de Saint-Étienne-du-Rouvray : 500 € <u>Total: 5 000 €</u>

SYNTHESE DES ACTIONS FINANCEES PAR LA DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE (D.S.U.) EN 2016

Montant de la DSU 2016	4 505 249 €
<u>Dépenses d'investissement</u>	
Secteur Macé	51 269 €
travaux aménagement divers (quartier Guerin et Cateliers)	460 798 €
Rénovation de la piscine Marcel Porzou	627 147 €
Rénovation de la bibliothèque Aragon	231 676 €
Toiture salle de jeux École Curie maternelle	109 789 €
Travaux de sécurité dans les groupes scolaires	73 864 €
Centre ancien cours communes	14 576 €
Marché de performance énergétique	71 590 €
Rénovation Pergaud élémentaire (2ème étage)	28 539 €
Travaux dans les bâtiments sportifs	42 366 €
Reprise charpente Houssière	72 492 €
Rénovation des classes	32 273 €
Rénovation Crèche Anne Frank	16 620 €
Mise en conformité des aires de jeux	15 889 €
Total des dépenses d'investissement 2016	1 848 888 €
<u>Dépenses de fonctionnement</u>	
Subventions CCAS	1 435 873 €
Subventions actions éducatives (DASE)	132 102 €
Subventions associations sportives (SPORTS)	195 680 €
Allocation bonus cursus (JEUNESSE)	105 020 €
Subventions associations culturelles et de loisirs (DASFVA)	85 732 €
Fonctionnement Maison de la Justice (hors participation Métropole)	64 560 €
Subvention ASPIC (DTP)	52 000 €
<i>Emploi d'insertion</i>	231 497 €
<i>ODS Marché entretien des locaux</i>	555 285 €
<i>Idées Intérim "Job Rebond"</i>	18 843 €
Enveloppe Ville nécessaire à la mise en œuvre du programme d'actions du Contrat de Ville	186 522 €
Total des dépenses de fonctionnement 2016	3 063 114 €
Total des dépenses 2016	4 912 002 €

Tableau récapitulatif des investissements financés par la Dotation politique de la Ville en 2016

Montant de la DPV 2016	567 000 €
Dépenses d'investissement	
Sécurisation des cours des deux écoles Ampère	115 000 €
Réalisation d'une aire de jeux partagés à l'école Ampère	96 000 €
Rénovation du gymnase Ampère	584 500 €
Amélioration des chemins piétonniers entre les écoles Ampère et Pergaud et le gymnase Ampère	55 000 €
Total des dépenses d'investissement 2016	850 500 €

L) SOTTEVILLE-LES-ROUEN

PROGRAMMATION 2016 :

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Ville de Sotteville-lès-Rouen: Bien vivre dans son logement et dans son quartier	Améliorer le cadre de vie	<ul style="list-style-type: none"> • Développer auprès des habitants un mieux vivre dans son logement, en les sensibilisant au respect de l'environnement, à l'hygiène, à la santé (logement insalubre...) • Créer des jardins partagés à partir des attentes des habitants, de leurs habitudes culinaires (en lien avec l'association Le Champ des possibles et le Foyer du Toit Familial) • Sensibiliser au tri des déchets (en lien avec le SMEDAR) 	6-15 ans: 100 25-60 ans : 60 <u>Total : 160</u> Dont 100 femmes (62%) Dont 90 issu-e-s du QPV (90%)	450 heures agents ville: coordonnateur maison citoyenne, responsable maison citoyenne, directrice solidarité, agent logistique, agent bibliothèque, agent relation publique, agent communication	CGET: 12 500 € ARS: 1 000 € Sotteville-lès-Rouen: 9 942 € Foyer du Toit Familial: 4 000 € <u>Total: 27 442 €</u>
Ville de Sotteville-lès-Rouen: Journal de quartier	Encourager le développement d'une culture de l'égalité et de la non-discrimination	<ul style="list-style-type: none"> • Libérer la parole des habitants sur la perception et la vision de leur quartier. • Encourager l'expression des citoyens par le biais d'un outil de communication relayant les informations du quartier dans le but de favoriser le lien social. 	Le comité de rédaction est composé de 10 adultes Dont 10 issu-e-s du QPV (100%) Dont 4 femmes (40%) 1 000 exemplaires distribués auprès des habitants du QPV	120 heures: agents ville (coordonnateur maisons citoyennes, responsable maison citoyenne, directrice de la solidarité)	CGET: 7 000 € Sotteville-lès-Rouen: 4 934 € <u>Total: 11 934 €</u>
Caisse des écoles de Sotteville-lès-Rouen: Programme de réussite éducative	Lutter contre le décrochage scolaire	Mettre en place des évaluations partagées au sein du réseau pour la réussite éducative et la coéducation pour orientation ou non vers le suivi individualisé	6-11ans : 47 garçons + 36 filles 12-15ans : 7 garçons + 3 filles <u>Total : 93</u> Dont 93 issu-e-s du QPV (100%)	1 ETP (1 référent de parcours)	CGET: 7 000 € MRN (PDLV): 23 210 € Sotteville-lès-Rouen: 18 199 € CAF (CLAS): 5 589 € <u>Total: 53 998 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Ville de Sotteville-lès-Rouen: Renforcement des actions dans la maison citoyenne Buisson	Conforter la médiation sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Valoriser les initiatives des habitants, leur permettre d'être des contributeurs au profit des autres (citoyenneté, vivre ensemble, solidarité) en s'appuyant sur le conseil citoyen. • Permettre à chacun d'être acteur de son quartier et de bénéficier d'un soutien selon les difficultés rencontrées afin de rompre avec l'isolement, créer du lien social et se rendre utile pour le collectif. 	4 040 enfants 2 925 adultes	2 professionnel-le-s (1,5ETP) : responsable de la maison citoyenne (1ETP) + coordonnateur des maisons citoyennes (0,5ETP)	CGET: 38 715 € Sotteville-lès-Rouen: 42 928 € <u>Total: 81 643 €</u>
Ville de Sotteville-lès-Rouen: Relation filles-garçons - Semaine "parlez-moi d'amour"	Promouvoir la santé des 0-25 ans	<ul style="list-style-type: none"> • Développer auprès des jeunes une réflexion sur les relations entre les filles et les garçons. • Apporter des informations sur les lieux ressources (planning familial, infirmière scolaire...) et élargir leur vision de la relation fille/garçon. 	90 élèves de CM2 dont 50 filles 120 élèves de 5ème et 3ème dont 80 filles 60 élèves du lycée des Bruyères dont 40 filles Dont au total 150 jeunes du QPV	agents ville: 3 service jeunesse, 1 coordinateur des maisons citoyennes, 3 infirmières municipales, 1 directrice solidarité	
Ville de Sotteville-lès-Rouen: Accès à la culture pour tous	Accès à la culture	<ul style="list-style-type: none"> • Créer du lien entre des personnes peu habituées à échanger entre elles (public jeunes et anciens) en utilisant une activité sportive avec des objectifs transversaux de respect du développement durable et de lutte contre les discriminations, animation avec un artiste autour de la tolérance et du partage • Avec la bibliothèque : <ul style="list-style-type: none"> - Lever les freins de certains publics pour accéder à la culture et à la lecture - Développer le goût du conte oral - Renforcer le lien parent/enfant 	8 enfants Dont 5 du QPV Dont 5 filles 30 adultes Dont 30 issu-e-s du QPV Dont 20 femmes	500 heures = agents ville responsable maison citoyenne, coordonnateur maison citoyenne, agent bibliothèque, directrice solidarité, relation publique, agent service technique, responsable service culturel	CGET: 5 000 € Sotteville-lès-Rouen: 3 634 € Autre établissement public: 2 500 € <u>Total: 11 134 €</u>

Rapport 2016 sur la politique de la ville – Métropole Rouen Normandie

Action	Objectif	Description	Public	Moyens humains	Moyens financiers
Ville de Sotteville-lès-Rouen: Chantier d'insertion (avec Habitat 76)	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Valoriser les jeunes à travers un travail visible par les habitants • Transmettre le respect des règles • Impliquer les jeunes dans le projet 	20 jeunes Dont 80% issu-e-s du QPV	72h agents ville directrice solidarité, agent service insertion emploi, coordonnateur maisons citoyennes	CGET: 5 000 € Sotteville-lès-Rouen: 2 500 € <u>Total: 7 500 €</u>
Ville de Sotteville-lès-Rouen: Forum de l'emploi et de la formation	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la connaissance par le public des différents partenaires du champ de l'emploi et de l'insertion professionnelle • Proposer une orientation vers les dispositifs de droit commun 	<u>Total : 200 personnes</u> Dont 100 femmes Dont 90% issu-e-s du QPV	620h agents ville : coordonnateur maison citoyenne, responsable maison citoyenne, directrice de la solidarité, agent logistique, relations publiques, bibliothèque, communication, jeunesse	CGET: 4 000 € Sotteville-lès-Rouen: 10 749 € <u>Total: 14 749 €</u>
Ville de Sotteville-lès-Rouen: Conseil citoyen	Participation citoyenne	Impliquer les membres du conseil citoyen à la mise en œuvre des actions ainsi qu'à leur suivi et évaluation		350h agents ville coordonnateur maisons citoyennes, directrice solidarité, directrice générale adjointe	CGET: 3 000 € Sotteville-lès-Rouen: 5 998 € Autres établissements publics: 5 685 € <u>Total: 14 683 €</u>
Ville de Sotteville-lès-Rouen: Emploi - Formation	Favoriser le retour à l'emploi et/ou l'accès à une mise en situation de travail	Constituer un fonds documentaire à la maison citoyenne autour de l'emploi, la formation, les métiers, la langue française avec le soutien d'une bibliothécaire	10 adultes	une bibliothécaire	CGET: 5 000 € Sotteville-lès-R.: 2 217 € Total: 7 217 €
Sous-total Sotteville-lès-Rouen		<u>Pour mémoire sous-total 2015 :</u> CGET = 90 730 € Métropole = 23 210 €			<u>Sous-total 2016 :</u> CGET: 87 215 € MRN: 23 210 €

SYNTHESE DES ACTIONS FINANCEES PAR LA DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE (D.S.U.)

La ville de Sotteville-lès-Rouen a perçu en 2016 la Dotation de Solidarité Urbaine (D.S.U.) à hauteur de 1 013 667 €.

Elle a servi a cofinancé les actions suivantes :

- Ateliers du Midi et temps d'activité périscolaires
- Accueil péri-scolaire
- City Vacances
- City Jeunes
- Escap'ados
- Ticket sport
- Conseil Municipal des Enfants
- Ludosport
- Accueils de loisirs sans hébergement
- Contrats partenaire jeune
- Partenariats avec les associations intervenant dans le champ de la solidarité.